



Budget des dépenses 2024-2025

Publié : le 2024-02-26

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada,
représenté par la présidente du Conseil du Trésor, 2024

Publié par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
90 rue Elgin, Ottawa, Ontario, K1A 0R5, Canada

No de catalogue BT31-2F-PDF
ISSN: 1702-5133

Ce document est disponible sur le site Web du gouvernement du Canada à l'adresse www.canada.ca

Ce document est disponible en médias substituts sur demande.

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé
pour désigner tant les hommes que les femmes.

Also available in English under the title: Main Estimates 2024-25

Budget des dépenses 2024-2025

Sur cette page

- [Introduction](#)
- [Sommaire du budget des dépenses](#)
- [Comparaison de l'Énoncé économique de l'automne de 2023 et des budgets des dépenses](#)
- [Renseignements supplémentaires et techniques](#)
- [Budget des dépenses par organisation](#)
- [Budget principal des dépenses](#)

► Dans cette section

- [Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits - Budget des dépenses 2024-2025](#)



[Sommaire de l'organisation](#)
([CSV \(Comma separated values\)](#)),
[100 Ko \(Kilo octets\)](#))



[Liste des paiements de transfert](#)
([CSV \(Comma separated values\)](#)),
[109 Ko \(Kilo octets\)](#))

Introduction

Pour effectuer des dépenses, le gouvernement doit recevoir l'approbation du Parlement, soit par le biais d'une loi adoptée précédemment, soit sur une base annuelle par la présentation et l'adoption de projets de loi de crédits. Avant l'introduction de chaque projet de loi de crédits, la présidente du Conseil du Trésor dépose une publication du budget (principal ou supplémentaire) des dépenses au Parlement afin de fournir des renseignements et des détails sur les autorisations de dépenser demandées.

Le présent Budget principal des dépenses est le premier budget des dépenses de l'exercice 2024-2025. La présidente du Conseil du Trésor présentera deux projets de loi visant à fournir des crédits pour les besoins en matière de dépenses présentés dans ce budget : un projet de loi de crédits provisoires, déposé en mars, qui prévoit des autorisations de dépenser suffisantes pour les trois premiers mois de l'exercice, et un projet de loi sur la totalité des crédits, déposé en juin 2024.

Sommaire du budget des dépenses

Le Budget principal des dépenses pour l'exercice 2024-2025 présente des dépenses budgétaires totalisant 449,2 milliards de dollars, soit des dépenses à approuver de l'ordre de 191,6 milliards de dollars et des dépenses législatives prévues de l'ordre de 257,6 milliards de dollars. Il présente également des dépenses non budgétaires totalisant 1,2 milliards de dollars.

Ces sommes comprennent les dépenses découlant de décisions de financement antérieures, telles que des initiatives annoncées dans de précédents budgets fédéraux. Les plans ministériels, qui seront déposés peu après le présent budget des dépenses, préciseront comment ces ressources financières seront utilisées pour obtenir les résultats prévus. Comme le Budget principal des dépenses doit être déposé au plus tard le 1er mars, les nouvelles priorités et les nouveaux éléments annoncés dans le Budget fédéral de 2024 seront inclus dans de futurs budgets des dépenses.

Tableau 1. Comparaison - Budget des dépenses et dépenses réelles (en milliards de dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés	170,25	198,15	248,22	191,57
Postes législatifs	218,99	234,79	244,37	257,61
Total des dépenses budgétaires	389,24	432,94	492,59	449,18
Dépenses non budgétaires				
Crédits votés	0,14	0,23	0,23	0,23
Postes législatifs	63,92	0,04	2,69	1,02
Total des dépenses non budgétaires	64,06	0,27	2,92	1,24
Nota : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué et il se peut que les montants totaux ne correspondent pas aux montants détaillés qui sont présentés dans le document.				

Dans le tableau suivant, vous trouverez une comparaison des composantes budgétaires votées et législatives du budget principal des dépenses sur une période de dix ans.

Tableau 2. Comparaison du Budget principal des dépenses à long terme

	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025
Dépenses budgétaires										
Nota : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué et il se peut que les montants totaux ne correspondent pas aux montants détaillés qui sont présentés dans le document.										

	2015- 2016	2016- 2017	2017- 2018	2018- 2019	2019- 2020	2020- 2021	2021- 2022	2022- 2023	2023- 2024	2024- 2025
Crédits votés	88,2	89,8	102,1	112,9	125,6	125,1	141,9	190,3	198,2	191,6
Postes législatifs	153,4	160,3	155,8	163,1	174,0	179,5	200,3	207,3	234,8	257,6
Total des dépenses budgétaires	241,6	250,1	257,9	276,0	299,6	304,6	342,2	397,6	432,9	449,2

Nota : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué et il se peut que les montants totaux ne correspondent pas aux montants détaillés qui sont présentés dans le document.

Dépenses votées

Le présent budget des dépenses présente l'information à l'appui de l'autorisation de dépenser que le gouvernement demande au Parlement au moyen de crédits annuels :

- 191,6 milliards de dollars au titre des dépenses budgétaires – dépenses de fonctionnement et dépenses en capital, paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers et paiements à des sociétés d'État;
- 227,7 millions de dollars au titre des dépenses non budgétaires – recettes et débours nets liés à des prêts, placements et avances.

Parmi les 129 organisations qui présentent des besoins en matière de financement dans le présent budget, 11 d'entre elles demandent plus de 5 milliards de dollars en dépenses budgétaires votées :

- le ministère de la Défense nationale (28,8 milliards de dollars);
- le ministère des Services aux Autochtones (20,9 milliards de dollars);
- le ministère de l'Emploi et du Développement social (11,5 milliards de dollars);
- le ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord (10,9 milliards de dollars);
- le Secrétariat du Conseil du Trésor (9,3 milliards de dollars);

- le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (8,4 milliards de dollars);
- le ministère de la Santé (8,4 milliards de dollars);
- le ministère des Anciens Combattants (6,2 milliards de dollars);
- le ministère de l'Industrie (5,9 milliards de dollars);
- le Bureau de l'Infrastructure du Canada (5,8 milliards de dollars);
- la Société canadienne d'hypothèques et de logement (5,6 milliards de dollars).

Dépenses législatives

Les dépenses législatives prévues par ministère sont incluses dans le présent budget des dépenses afin de fournir des renseignements supplémentaires sur l'estimation des dépenses totales. De la somme des dépenses législatives prévues, 257,6 milliards de dollars correspondent aux dépenses budgétaires, ce qui comprend le coût du service de la dette publique. Cette somme ne comprend pas les prestations versées à même le Compte des opérations de l'assurance-emploi ni les dépenses prévues par la *Loi de l'impôt sur le revenu* (notamment l'Allocation canadienne pour enfants).

Le Budget principal des dépenses de 2024-2025 indique les prévisions à jour publiées dans l'Énoncé économique de l'automne 2023. Parmi les changements importants concernant les dépenses budgétaires législatives qui figurent dans le Budget principal des dépenses de 2023-2024, mentionnons :

- une hausse de l'intérêt sur la dette non échue;
- des augmentations des principaux paiements de transfert, notamment les prestations aux aînés, le Transfert canadien en matière de santé et la péréquation fiscale;
- une augmentation de la Remise canadienne sur le carbone (anciennement dénommée les paiements de l'Incitatif à agir pour le climat);
- une augmentation des paiements versés au titre du programme Agri-protection.

On prévoit des dépenses législatives nettes de 1,0 milliard de dollars pour les prêts, les placements et les avances. Le principal changement apporté aux dépenses prévues est lié à une hausse des prêts nets accordés en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*.

Recentrer les dépenses gouvernementales

Tel qu'annoncé dans le Budget fédéral de 2023, le gouvernement continue de déployer des efforts pour que la croissance des dépenses publiques retrouve son rythme et son ampleur d'avant la pandémie afin que l'argent des contribuables canadiens soit utilisé efficacement et investi dans les priorités qui leur tiennent le plus à cœur.

Le gouvernement a notamment annoncé le recentrage de 14,1 milliards de dollars sur cinq ans à partir de l'exercice 2023-2024 pour les ministères, les organismes et les sociétés d'État financées à l'aide de crédits, et de 4,1 milliards de dollars par année par la suite. De plus, dans l'Énoncé économique de l'automne de 2023, le gouvernement a annoncé qu'il prolongera et étendra les efforts annoncés dans le Budget fédéral de 2023 en vue de recentrer les dépenses gouvernementales en réaffectant des montants supplémentaires de 345,6 millions de dollars en 2025-2026, et de 691,0 millions de dollars par année par la suite.

En 2023-2024, 500,0 millions de dollars ont été réaffectés vers les priorités actuelles du gouvernement, comme indiqué dans le Budget supplémentaire des dépenses (B), 2023-2024.

Les crédits présentés dans le présent budget des dépenses reflètent les réaffectations entreprises à la suite du recentrage des dépenses gouvernementales qui s'élèveront à 2,3 milliards de dollars en 2024-2025.

De plus amples renseignements sur les réaffectations prévues au cours de l'exercice 2024-2025 et des exercices suivants figurent dans l'annexe en ligne sur le recentrage des dépenses gouvernementales du Budget principal des dépenses de 2024-2025.

Composition du budget des dépenses

La majorité des dépenses pour le Budget principal des dépenses 2024-2025 consiste en des paiements de transfert, c'est-à-dire des sommes versées aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers.

Les paiements de transfert représentent environ 63,0 % des dépenses budgétaires, ou 283,0 milliards de dollars. Les dépenses de fonctionnement et en capital représentent environ 26,6 % des dépenses budgétaires ou 119,7 milliards de dollars, tandis que les frais de la dette publique constituent environ 10,4 % des dépenses, ou 46,5 milliards de dollars.

Tableau 3. Composition - Budget des dépenses et dépenses réelles (en milliards de dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Paiements de transfert	250,11	261,38	288,94	282,97
Dépenses de fonctionnement et en capital	107,55	133,79	161,93	119,67
Frais de la dette publique	31,59	37,78	41,71	46,54
Total des dépenses budgétaire	389,24	432,94	492,59	449,18
Dépenses non budgétaires				
Activités liées aux prêts, placements et avances	64,06	0,27	2,92	1,24
Total des dépenses non budgétaire	64,06	0,27	2,92	1,24

Nota : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué et il se peut que les montants totaux ne correspondent pas aux montants détaillés qui sont présentés dans le document.

Comparaison de l'Énoncé économique de l'automne de 2023 et des budgets des dépenses

Le rapprochement présenté ci-dessous a pour but de donner des précisions sur le lien entre les chiffres indiqués dans l'Énoncé économique de l'automne de 2023 et les budgets des dépenses de 2024-2025. Ce rapprochement permet une comparaison et une étude plus efficaces de la manière dont les besoins de trésorerie figurant aux budgets des dépenses sont calculés à partir du plan budgétaire établi selon la comptabilité d'exercice.

Tableau 4. Comparaison de l'Énoncé économique de l'automne de 2023 et du Budget principal des dépenses de 2024-2025

	2024-2025 milliards de dollars)
Budget principal des dépenses de 2024-2025	449,2
Plus : Postes non compris dans les budgets des dépenses	64,8
Notamment :	
Prestations d'assurance-emploi	26,5
Allocation canadienne pour enfants	27,3
Autres crédits d'impôt et remboursements	11,0
Plus : Recettes nettes	14,1
Moins : Rajustements comptables et autres	(8,9)
Énoncé économique de l'automne de 2023 (Total - Dépenses projetées pour 2024-2025)	519,2

Postes non compris dans les budgets des dépenses

Dans l'Énoncé économique de l'automne, les prévisions englobent toute la portée du cadre financier du gouvernement, y compris les recettes, les dépenses liées aux programmes et à l'impôt, les dépenses législatives

comme les prestations d'assurance-emploi et les dispositions pour les obligations futures telles que les régimes de pensions de la fonction publique. La portée des budgets des dépenses est plus limitée que celle des prévisions dans l'Énoncé économique de l'automne. Les budgets des dépenses visent principalement à appuyer l'examen par le Parlement des projets de loi de crédits, lesquels sont des instruments juridiques permettant d'autoriser certains paiements.

Les budgets des dépenses sont donc axés sur les besoins de trésorerie du gouvernement nécessitant des crédits du Parlement et excluent certains postes compris dans l'Énoncé économique de l'automne. Les coûts liés aux prestations d'assurance-emploi et aux prestations pour enfants sont les principales composantes des postes non compris dans les budgets des dépenses.

L'allocation canadienne pour enfants est constituée en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, et est considérée comme une dépense aux fins de la publication de l'information financière du gouvernement. Le Parlement n'autorise pas de dépense annuelle pour ce poste ni pour tout autre crédit d'impôt remboursable ou dépense fiscale.

La majorité des coûts de l'assurance-emploi sont payés directement à même le compte des opérations de l'assurance-emploi plutôt qu'au moyen de crédits ministériels et ne sont donc pas inclus dans les budgets des dépenses.

Recettes nettes

Certaines dépenses sont financées par les recettes ministérielles. Les dépenses d'exercice indiquées dans l'Énoncé économique de l'automne sont présentées de façon « brute », donc les recettes sont incluses dans les prévisions de recettes établies selon la méthode de la comptabilité d'exercice, alors qu'elles sont affectées aux dépenses dans les budgets des dépenses.

Rajustements comptables et autres

Les budgets fédéraux, ainsi que les énoncés ou les mises à jour économiques, sont présentés selon la comptabilité d'exercice intégrale, tandis que les budgets des dépenses sont présentés selon la comptabilité de caisse modifiée. La comptabilité d'exercice reconnaît les recettes une fois générées et les dépenses une fois engagées, alors que la comptabilité de caisse reconnaît les espèces ou leur équivalent une fois qu'ils sont versés. Par conséquent, certains postes seront déclarés différemment dans les deux types de publication, par exemple les règlements judiciaires et les projets d'immobilisations. Cette catégorie comprend aussi les coûts liés aux sociétés d'État consolidées qui sont financées par leurs propres revenus, ainsi que des rajustements pour des postes qui ont été approuvés et réservés dans le cadre financier (au moment de l'Énoncé économique de l'automne et depuis ce temps).

Renseignements supplémentaires et techniques

Changements au Budget principal des dépenses 2024-2025

Les autorisations nouvelles ou modifiées qui suivent sont demandées au moyen de la loi de crédits pour le présent budget des dépenses :

- le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes modifie le libellé du crédit 1 pour simplifier et normaliser le libellé de son autorisation de dépenser les recettes provenant de ses activités;
- le Service correctionnel du Canada modifie le libellé du crédit 10 pour réduire la limite de prélèvement du Fonds renouvelable de CORCAN qui passera ainsi de 17,0 millions à 11,0 millions de dollars en 2024-2025;
- le ministère de l'Agriculture modifie le crédit 1 pour retirer l'autorisation de dépenser les recettes provenant du Programme de pâturages communautaires, qui a pris fin;
- le ministère des Finances modifie le libellé du crédit 5 pour limiter le montant maximal de l'aide financière accordée à l'Association internationale de développement pour l'exercice 2024-2025;

- le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement modifie le libellé du crédit 20 afin de limiter le montant maximal de l'aide financière accordée aux institutions financières internationales pour l'exercice 2024-2025;
- le ministère de la Défense nationale modifie le libellé du crédit 1 afin de limiter le montant maximal des engagements à l'égard des crédits 1, 5 et 10;
- l'Agence de la santé publique du Canada modifie le libellé du crédit 10 pour retirer l'autorisation temporaire permettant l'augmentation du montant de toute subvention;
- la Gendarmerie royale du Canada (GRC) ajoute le crédit 15 pour des paiements relatifs aux prestations d'invalidité et de soins de santé. Ces charges avaient été imputées aux crédits 1 et 10 de la GRC.
- Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. modifie le libellé du crédit 1 pour tenir compte de la déconstruction du pont de contournement de l'île des Sœurs et du changement de nom en « l'Estacade » au lieu de « l'estacade du pont Champlain ».

Renseignements déposés et en ligne

Pour cet exercice, la présidente du Conseil du Trésor dépose un document au Parlement qui comprend ce qui suit :

- un résumé des exigences financières;
- une comparaison de l'Énoncé économique de l'automne de 2023 et des dépenses prévues dans les budgets des dépenses de 2024-2025;
- un aperçu des modifications apportées à la structure gouvernementale et des nouvelles autorisations nécessaires;
- les détails du financement par organisation;
- une annexe proposée au projet de loi de crédits que le Parlement doit approuver.

En plus du document déposé, les renseignements supplémentaires suivants se trouvent également en ligne :

- une liste détaillée des dépenses législatives déclarées dans les budgets des dépenses;

- une ventilation exhaustive des dépenses prévues par article courant, comme le personnel, les services professionnels et les paiements de transfert;
- les dépenses prévues selon l'objet, conformément au cadre de rapports ministériels de chaque organisation;
- les soldes d'ouverture des crédits centraux du Conseil du Trésor;
- Recentrer les dépenses gouvernementales : Résultats pour 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027.

Budget des dépenses par organisation

Au total, 129 organisations présentent des besoins en matière de financement dans le budget des dépenses 2024-2025. Plus d'information sur chaque organisation peut être trouvée dans la Partie II – Budget principal des dépenses.

Tableau 5. Budget des dépenses par organisation (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	865 964 449	561 429 271	1 074 515 043	1 194 373 969
Administration du pipe-line du Nord	299 098	572 629	572 629	569 670
Agence canadienne d'évaluation d'impact	72 505 478	99 343 247	99 378 247	106 644 374
Agence canadienne d'inspection des aliments	1 008 445 450	842 083 472	909 551 365	856 278 798
Agence canadienne de développement économique du Nord	105 077 343	81 432 862	86 683 912	71 387 976

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	544 114 720	484 669 640	586 839 433	316 189 481
Agence de développement économique du Pacifique Canada	222 083 047	176 074 190	210 319 523	120 771 053
Agence de la santé publique du Canada	5 785 777 716	4 216 773 473	5 061 535 770	1 868 507 260
Agence de promotion économique du Canada atlantique	433 126 028	390 229 212	518 165 933	385 643 353
Agence des services frontaliers du Canada	2 594 542 452	2 717 868 397	2 809 824 214	2 649 606 362
Agence du revenu du Canada	13 111 474 042	14 874 529 632	15 773 270 903	17 579 455 563
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	132 077 866	71 032 933	76 619 038	55 141 574
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	599 186 696	431 503 486	460 998 282	228 681 532
Agence Parcs Canada	1 156 609 041	1 294 013 131	1 352 566 980	1 229 206 968
Agence spatiale canadienne	498 235 495	537 402 237	560 888 394	413 967 469
Autorité du pont Windsor-Détroit	793 291 043	885 179 373	1 727 843 809	951 657 774
Bibliothèque du Parlement	52 353 886	57 871 678	63 922 223	62 860 029
Bibliothèque et Archives du Canada	200 500 915	203 834 973	206 052 082	199 806 690

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	36 813 980	35 383 654	39 741 364	40 619 347
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	5 761 714	5 574 605	6 625 344	7 462 410
Bureau de l'infrastructure du Canada	6 828 959 017	9 644 338 192	9 918 533 734	8 205 210 016
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	712 161 752	733 463 219	733 463 219	788 800 057
Bureau du commissaire au renseignement	2 484 838	2 555 387	2 555 387	2 575 853
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	7 580 530	8 333 174	8 333 174	8 575 563
Bureau du Conseil privé	242 937 156	210 937 439	227 180 884	243 350 586
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	965 744	1 464 676	1 464 676	1 597 101
Bureau du directeur des poursuites pénales	208 726 560	214 685 083	219 075 083	208 453 021
Bureau du directeur général des élections	213 133 374	204 854 210	204 854 210	259 288 288
Bureau du directeur parlementaire du budget	6 495 930	7 640 981	7 640 981	7 870 893
Bureau du secrétaire du gouverneur général	25 240 010	24 254 893	24 254 893	25 570 788
Bureau du surintendant des institutions financières	239 746 140	294 725 987	294 725 987	321 937 861
Bureau du vérificateur général	127 855 729	122 550 450	122 550 450	127 415 620
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	13 155 369	10 423 848	10 423 848	11 596 606

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	88 153 379	112 040 905	112 239 124	104 126 301
Centre de la sécurité des télécommunications	931 247 894	965 909 359	991 698 487	1 041 683 002
Centre de recherches pour le développement international	159 036 540	152 798 272	159 008 876	157 520 169
Chambre des communes	552 551 783	597 133 733	641 224 987	623 691 994
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	4 877 620	6 465 921	6 465 921	6 522 316
Comité externe d'examen des griefs militaires	7 089 200	7 084 643	7 482 266	8 247 023
Commissariat à l'intégrité du secteur public	5 794 199	5 738 885	5 738 885	6 066 353
Commissariat au lobbying	5 219 782	5 355 002	5 694 957	5 955 987
Commissariat aux langues officielles	22 432 922	22 570 548	22 570 548	25 354 225
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	47 345 693	45 493 794	48 124 833	51 150 945
Commission canadienne de sûreté nucléaire	152 966 165	158 587 849	159 064 849	166 134 660
Commission canadienne des droits de la personne	39 352 660	37 755 613	39 768 895	37 757 130
Commission canadienne des grains	23 087 734	8 823 443	8 823 443	12 170 160
Commission canadienne du lait	4 543 733	4 222 621	4 222 621	4 994 571

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Commission canadienne du tourisme	156 225 494	111 152 829	120 903 516	115 967 712
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	12 479 661	15 707 053	15 707 053	16 279 517
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	4 658 493	4 855 731	5 197 431	5 586 689
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	285 477 909	331 702 024	331 702 024	334 508 059
Commission de la capitale nationale	194 228 432	94 765 205	95 015 205	94 769 836
Commission de la fonction publique	98 874 189	94 296 333	94 286 333	98 317 664
Commission des champs de bataille nationaux	13 860 115	14 083 050	20 184 347	24 434 072
Commission des débats des chefs	699 364	3 453 736	3 453 736	3 513 078
Commission des libérations conditionnelles du Canada	68 776 478	70 318 191	70 318 191	73 270 166
Commission du droit d'auteur	3 995 788	4 352 213	4 352 213	4 456 235
Commission du droit du Canada	0	4 293 988	4 293 988	3 875 595
Commission mixte internationale (section canadienne)	8 953 198	9 271 693	10 107 693	7 495 468
Conseil canadien des normes	17 967 928	17 805 586	20 115 721	21 397 106
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	12 021 528	17 093 674	17 093 674	17 746 047

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	15 025 569	19 830 099	19 830 099	18 015 148
Conseil de recherches en sciences humaines	1 062 701 277	1 155 330 288	1 162 592 071	1 197 931 895
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 381 528 634	1 318 066 612	1 375 705 882	1 383 834 006
Conseil des Arts du Canada	423 422 901	364 238 813	364 946 813	363 758 160
Conseil national de recherches du Canada	1 470 756 978	1 548 430 200	1 604 190 773	1 595 142 974
Corporation commerciale canadienne	13 000 000	13 000 000	13 000 000	13 792 138
École de la fonction publique du Canada	88 862 739	79 414 547	79 996 617	87 838 771
Énergie atomique du Canada limitée	1 083 200 000	1 541 555 307	1 547 315 307	1 591 309 916
Fondation canadienne des relations raciales	5 115 542	9 000 000	9 000 000	8 992 410
Gendarmerie royale du Canada	5 807 439 081	4 166 619 561	5 112 630 153	4 847 756 099
Instituts de recherche en santé du Canada	1 336 911 908	1 351 640 781	1 364 134 023	1 369 560 720
Investir au Canada	33 024 123	33 986 146	33 986 146	33 075 156
La Société des ponts fédéraux Limitée	4 423 000	7 381 000	7 381 000	17 923 000
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	205 277 430	144 126 071	231 671 430	262 413 187
Marine Atlantique S.C.C.	132 120 769	189 617 507	211 305 507	159 010 958

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	3 606 544 918	1 827 072 539	3 962 237 735	3 742 023 674
Ministère de l'Emploi et du Développement social	88 152 237 331	94 152 310 938	94 109 630 597	98 732 220 093
Ministère de l'Environnement	1 929 682 018	2 446 077 674	2 783 539 133	2 760 969 226
Ministère de l'Industrie	3 643 671 922	5 851 775 190	6 022 288 670	6 135 005 455
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	5 209 116 970	4 488 692 672	6 324 072 406	4 194 448 625
Ministère de la Défense nationale	26 930 160 095	26 489 124 243	30 266 161 232	30 584 803 954
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	499 408 022	370 739 679	422 707 419	321 336 012
Ministère de la Justice	983 322 572	987 552 756	1 078 718 049	927 911 871
Ministère de la Santé	4 322 308 189	4 100 226 285	7 310 605 237	8 678 602 524
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	3 311 573 431	2 646 842 235	2 974 095 156	1 605 273 828
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	9 254 203 627	7 576 637 073	8 578 750 536	8 808 093 823
Ministère des Anciens Combattants	5 422 344 598	5 984 416 671	6 046 119 393	6 214 030 778
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	323 108 817	290 948 513	316 492 418	371 460 417
Ministère des Finances	117 314 990 348	128 937 079 682	136 028 417 445	143 050 168 848
Ministère des Pêches et des Océans	3 776 827 749	4 111 350 346	4 570 026 440	4 685 180 404

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	9 132 581 039	9 133 113 298	26 459 197 687	10 913 250 553
Ministère des Ressources naturelles	2 540 126 761	5 096 780 229	5 531 560 796	5 551 139 953
Ministère des Services aux Autochtones	22 556 362 278	39 607 476 486	47 491 353 187	21 038 891 053
Ministère des Transports	2 279 650 484	3 612 937 010	4 115 091 804	3 651 829 173
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	4 449 791 048	4 335 605 691	5 295 751 330	4 784 233 010
Ministère du Patrimoine canadien	2 300 555 037	1 940 102 509	2 165 016 802	1 893 268 040
Musée canadien de l'histoire	77 558 634	73 251 251	78 307 251	83 116 568
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	8 956 694	8 111 694	9 086 694	10 024 370
Musée canadien de la nature	33 006 375	27 718 568	32 324 368	32 534 909
Musée canadien des droits de la personne	30 816 799	25 458 013	26 798 013	28 589 790
Musée des beaux-arts du Canada	50 373 308	45 778 278	47 021 278	50 020 493
Musée national des sciences et de la technologie	39 736 712	29 933 096	36 535 096	38 404 738
Office des transports du Canada	41 130 317	31 387 804	52 005 362	56 259 387
Office national du film	72 447 870	66 490 205	71 788 425	71 954 082
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	19 066 601	21 215 912	21 440 912	21 262 850
Régie canadienne de l'énergie	112 416 975	113 422 544	113 522 763	111 393 654

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Registraire de la Cour suprême du Canada	43 553 732	45 543 633	45 543 633	47 967 787
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	18 289 147	23 009 225	23 009 225	18 411 633
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	6 299 819	6 091 191	7 693 980	7 826 542
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	2 851 378	3 653 892	3 653 892	3 720 600
Secrétariat du Conseil du Trésor	4 162 191 000	8 930 862 997	12 997 396 487	9 344 293 029
Sénat	104 900 100	126 694 386	126 694 386	134 868 514
Service administratif des tribunaux judiciaires	108 054 661	101 376 811	125 192 218	165 950 921
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	82 595 426	80 358 058	80 358 058	80 658 913
Service canadien du renseignement de sécurité	672 446 876	662 784 872	695 165 146	702 623 985
Service correctionnel du Canada	3 015 436 813	3 053 055 968	3 391 898 584	3 171 276 066
Service de protection parlementaire	101 612 114	103 713 748	103 713 748	104 543 183
Services partagés Canada	2 538 100 893	2 591 969 423	2 697 715 948	2 480 039 758
Société canadienne d'hypothèques et de logement	4 162 705 080	5 105 138 048	6 593 872 963	5 627 708 332

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Société canadienne des postes	22 210 000	22 210 000	22 210 000	22 210 000
Société du Centre national des Arts	66 219 277	46 416 148	61 693 008	57 005 441
Société Radio-Canada	1 287 296 942	1 287 169 435	1 287 169 435	1 383 237 411
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	34 134 920	32 475 427	38 368 445	35 410 153
Statistique Canada	682 679 180	532 095 259	674 740 098	736 640 333
Téléfilm Canada	171 050 470	151 908 479	151 908 479	103 308 591
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	13 620 181	15 770 433	19 676 772	22 575 341
VIA HFR - VIA TGF Inc.	0	43 670 000	51 670 000	45 254 000
VIA Rail Canada Inc.	689 627 801	1 233 649 830	1 482 511 019	1 159 349 066
Total des dépenses budgétaires	389 242 363 789	432 941 644 807	492 586 035 810	449 177 002 277
Dépenses non budgétaires				
Commission canadienne du lait	(2 026 036)	0	0	0
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	(21 426 811)	0	0	0
Ministère de l'Emploi et du Développement social	361 874 713	161 519 650	1 421 784 376	1 209 884 072
Ministère de l'Industrie	(4 657 000 000)	800 000	800 000	800 000
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	70 866 692	0	0	0

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Ministère de la Défense nationale	(1 248 125)	0	0	0
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	264 930 483	201 000 000	201 000 000	201 000 000
Ministère des Finances	68 185 295 309	0	1 390 000 000	0
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	15 030 979	25 903 000	25 903 000	25 903 000
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	4 281 361	0	0	0
Service correctionnel du Canada	100	0	0	0
Société canadienne d'hypothèques et de logement	(164 412 879)	(119 838 866)	(119 838 866)	(194 777 830)
Total des dépenses non budgétaires	64 056 165 786	269 383 784	2 919 648 510	1 242 809 242

Budget principal des dépenses 2024-2025

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Raison d'être

L'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) est une société d'État qui a pour mandat de protéger le public en assurant la sûreté des aspects critiques du système de transport aérien. L'ACSTA a pour but de fournir un niveau de contrôle de sûreté efficace, uniforme et professionnel au Canada, respectant ou surpassant les normes établies par Transports Canada, son organisme de réglementation. Financée par des

crédits parlementaires, l'ACSTA rend compte au Parlement par l'entremise du ministre des Transports. La vision de l'ACSTA est d'être un chef de file mondial reconnu en matière de contrôle de sûreté du transport aérien par le truchement de son service aux passagers, de son personnel et de ses partenariats.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 6. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	865 964 449	561 429 271	1 074 515 043	1 194 373 969
Total des crédits votés	865 964 449	561 429 271	1 074 515 043	1 194 373 969
Total des dépenses budgétaires	865 964 449	561 429 271	1 074 515 043	1 194 373 969

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 7. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	1 097 473 969	96 900 000	0	0	1 194 373 969
Total	1 097 473 969	96 900 000	0	0	1 194 373 969

Administration du pipe-line du Nord

Raison d'être

Le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles est responsable de cette organisation.

L'Administration du pipe-line du Nord (l'Administration) a été créée en vertu de la *Loi sur le pipe-line du Nord* en 1978, ainsi que dans le contexte de l'Accord entre le Canada et les États-Unis d'Amérique sur les principes applicables à un pipe-line pour le transport du gaz naturel du Nord (1977). L'Administration a comme mandat d'assumer les responsabilités du gouvernement fédéral en ce qui a trait à la planification et à la construction de la partie canadienne du réseau proposé de transport de gaz naturel de l'Alaska. L'Administration joue un rôle clé en appuyant un processus réglementaire d'approbation efficace et rapide, tout en veillant à la protection de l'environnement et en optimisant les avantages pour le Canada sur le plan socioéconomique.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 8. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Administration du pipe-line du Nord

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	292 788	539 949	539 949	540 000
Total des crédits votés	292 788	539 949	539 949	540 000
Total des postes législatifs	6 310	32 680	32 680	29 670
Total des dépenses budgétaires	299 098	572 629	572 629	569 670

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 9. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Administration du pipe-line du Nord

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Surveiller et réglementer la planification et la construction de la partie canadienne du projet de gazoduc de la route de l'Alaska	569 670	0	0	0	569 670
Total	569 670	0	0	0	569 670

Énumération des autorisations législatives

Tableau 10. Énumération des autorisations législatives - Administration du pipe-line du Nord - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 310	32 680	29 670

Agence canadienne d'évaluation d'impact

Raison d'être

L'Agence d'évaluation d'impact du Canada (l'Agence) réalise des évaluations environnementales et des évaluations d'impact de grande qualité pour éclairer la prise de décisions sur les grands projets, à l'appui du développement durable. Les évaluations d'impact et les évaluations environnementales sont des outils de planification et de prise de décision qui : facilitent la conception des projets ainsi que la participation des Autochtones, du public et des différents intervenants; permettent de veiller à ce que des mesures adéquates soient définies et mises en œuvre pour atténuer les effets négatifs des projets désignés.

Le ministre de l'Environnement et du Changement climatique est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisme.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 11. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence canadienne d'évaluation d'impact

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	51 664 818	70 317 336	70 452 336	77 358 614
5	Subventions et contributions	14 690 360	21 453 903	21 353 903	21 253 903
Total des crédits votés		66 355 178	91 771 239	91 806 239	98 612 517
Total des postes législatifs		6 150 300	7 572 008	7 572 008	8 031 857
Total des dépenses budgétaires		72 505 478	99 343 247	99 378 247	106 644 374

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 12. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Agence canadienne d'évaluation d'impact

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Évaluation d'impact	72 062 596	0	21 253 903	(8 001 000)	85 315 499
Services internes	21 328 875	0	0	0	21 328 875
Total	93 391 471	0	21 253 903	(8 001 000)	106 644 374

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 13. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Agence canadienne d'évaluation d'impact

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Subventions pour appuyer la participation du public et des groupes autochtones aux évaluations d'impact, régionales ou stratégiques, et aux recherches liées aux évaluations	2 236 710	4 000 000	4 000 000
Contributions			
Contributions à l'appui de la participation du public et des groupes autochtones au processus d'évaluation et dialogue sur les politiques, et pour le soutien du développement des connaissances et capacités autochtones liées aux évaluations et aux activités connexes - composante de l'aide financière aux participants, composante du dialogue sur les politiques et composante soutien des capacités autochtones	12 108 150	17 088 903	16 771 403
Contribution à la province de Québec - Convention de la Baie James et du Nord québécois	345 500	365 000	482 500

Énumération des autorisations législatives

Tableau 14. Énumération des autorisations législatives - Agence canadienne d'évaluation d'impact - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 150 300	7 572 008	8 031 857

Agence canadienne d'inspection des aliments

Raison d'être

L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) est un grand organisme de réglementation à vocation scientifique dont les employés travaillent à l'échelle du Canada, soit dans la région de la capitale nationale et dans quatre centres opérationnels : la région de l'Atlantique, le Québec, l'Ontario et l'Ouest canadien.

L'ACIA se consacre à la salubrité des aliments, à la santé des animaux et à la protection des végétaux afin de contribuer à la protection de l'environnement, à la santé de l'économie et à la santé et au bien-être de la population du Canada. De plus, pour favoriser l'accès aux marchés, l'ACIA travaille avec les partenaires commerciaux du Canada pour s'assurer que les produits canadiens répondent aux exigences techniques des pays importateurs de sorte à permettre l'expansion, l'obtention, le rétablissement ou le maintien de l'accès aux marchés.

Le ministre de la Santé est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'ACIA.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 15. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence canadienne d'inspection des aliments

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	708 264 795	643 834 807	694 669 599	671 721 763
5	Dépenses en capital	42 798 554	47 529 437	57 692 751	37 977 389
Total des crédits votés		751 063 349	691 364 244	752 362 350	709 699 152
Total des postes législatifs		257 382 101	150 719 228	157 189 015	146 579 646
Total des dépenses budgétaires		1 008 445 450	842 083 472	909 551 365	856 278 798

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 16. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Agence canadienne d'inspection des aliments

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Salubrité des aliments et végétaux et animaux sains	639 754 179	30 421 296	14 149 999	0	684 325 474
Services internes	164 397 231	7 556 093	0	0	171 953 324
Total	804 151 410	37 977 389	14 149 999	0	856 278 798

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 17. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Agence canadienne d'inspection des aliments

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Subventions au programme Solutions innovatrices Canada	850 000	400 000	1 049 999
Contributions			
Contributions à l'appui du Programme d'aide fédéral	568 542	600 000	600 000
Total des postes législatifs	119 382 097	12 500 000	12 500 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 18. Énumération des autorisations législatives - Agence canadienne d'inspection des aliments - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	86 390 502	91 689 015	81 079 646
Dépense des recettes conformément à l'article 30 de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	51 126 341	53 000 000	53 000 000
Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> (L.C. 1997, ch. 6)	119 382 097	12 500 000	12 500 000

Agence canadienne de développement économique du Nord

Raison d'être

L'Agence canadienne de développement économique du Nord est l'organisme de développement régional du gouvernement du Canada responsable de faciliter le développement économique dans les territoires.

L'Agence travaille dans les trois territoires pour soutenir les conditions propices à une économie durable, diversifiée et novatrice en collaboration avec les collectivités nordiques et les Autochtones, les entreprises, les organisations et d'autres ministères fédéraux et ordres de gouvernement.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Le ministre des Affaires du Nord est également le ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 19. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence canadienne de développement économique du Nord

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	21 134 939	21 196 977	22 003 601	21 698 804
5	Subventions et contributions	82 080 790	58 060 500	62 390 284	47 557 663
Total des crédits votés		103 215 729	79 257 477	84 393 885	69 256 467

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Total des postes législatifs	1 861 614	2 175 385	2 290 027	2 131 509
Total des dépenses budgétaires	105 077 343	81 432 862	86 683 912	71 387 976

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 20. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Agence canadienne de développement économique du Nord

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Développement économique dans les territoires	15 364 578	0	47 557 663	0	62 922 241
Services internes	8 465 735	0	0	0	8 465 735
Total	23 830 313	0	47 557 663	0	71 387 976

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 21. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Agence canadienne de développement économique du Nord

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions pour l'initiative inclusion diversifiée et évolution économique dans le Nord	145 000	2 000 000	7 500 000
Centre régional de formation à Pond Inlet pour l'Association inuite du Qikiqtani	2 000 000	0	4 325 500
Contributions			
Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada	60 927 653	34 237 000	22 532 163
Programme de possibilités économiques pour les Autochtones du Nord	0	2 400 000	13 200 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 22. Énumération des autorisations législatives - Agence canadienne de développement économique du Nord - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 861 614	2 290 027	2 131 509

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Raison d'être

Conformément à sa loi constitutive, Développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC) a pour mission de « promouvoir le développement économique à long terme des régions du Québec en accordant une attention particulière aux régions à faible croissance économique ou à celles qui n’ont pas suffisamment de possibilités d’emplois productifs ».

La responsabilité essentielle de DEC est de « développer l’économie du Québec ». Pour ce faire, l’organisation appuie les entreprises et les collectivités québécoises par des investissements stratégiques en subventions et contributions. Que ce soit par l’entremise des projets qu’il finance ou de par son rôle de maillage et d’intégrateur, DEC est un acteur fédéral clé du réseau entrepreneurial québécois.

La ministre du Tourisme est également la ministre responsable de l’Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l’organisation.

Budget des dépenses de l’organisation

Tableau 23. Budget des dépenses de l’organisation (dollars) - Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	46 954 999	45 282 675	46 127 474	44 487 260
5	Subventions et contributions	491 563 144	433 653 184	534 744 760	266 261 739

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Total des crédits votés	538 518 143	478 935 859	580 872 234	310 748 999
Total des postes législatifs	5 596 577	5 733 781	5 967 199	5 440 482
Total des dépenses budgétaires	544 114 720	484 669 640	586 839 433	316 189 481

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 24. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Développer l'économie du Québec	27 422 424	0	266 261 739	0	293 684 163
Services internes	22 505 318	0	0	0	22 505 318
Total	49 927 742	0	266 261 739	0	316 189 481

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 25. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Subventions en vertu du Programme de développement économique du Québec	82 149	1 500 000	1 600 000
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	0	2 018 500	1 000 000
Contributions			
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	212 828 931	265 764 476	166 910 505
Contributions en vertu du Programme de développement économique du Québec	245 597 742	130 943 033	63 324 059
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	33 054 322	33 427 175	33 427 175

Énumération des autorisations législatives

Tableau 26. Énumération des autorisations législatives - Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 596 577	5 967 199	5 440 482

Agence de développement économique du Pacifique Canada

Raison d'être

L'Agence de développement économique du Pacifique Canada (PacifiCan) a été établie par décret le 6 août 2021, pour promouvoir la croissance économique et la diversification de l'économie de la Colombie-Britannique et pour faire valoir les intérêts de cette province dans le processus décisionnel concernant les politiques, les programmes et les projets économiques nationaux.

Le président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre de la Protection civile est responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 27. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence de développement économique du Pacifique Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	25 137 220	30 346 092	35 219 432	29 134 464
5	Subventions et contributions	194 740 016	143 003 919	172 250 127	89 283 824
Total des crédits votés		219 877 236	173 350 011	207 469 559	118 418 288
Total des postes législatifs		2 205 811	2 724 179	2 849 964	2 352 765
Total des dépenses budgétaires		222 083 047	176 074 190	210 319 523	120 771 053

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 28. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Agence de développement économique du Pacifique Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Développement économique en Colombie-Britannique	22 522 695	0	89 283 824	0	111 806 519
Services internes	8 964 534	0	0	0	8 964 534
Total	31 487 229	0	89 283 824	0	120 771 053

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 29. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Agence de développement économique du Pacifique Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Contributions			
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	72 533 305	48 936 376	62 621 798
Contributions destinées au Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	111 576 829	76 579 182	15 198 572
Contributions destinées au Programme de développement des collectivités	9 736 132	10 488 454	10 488 454

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions destinées à l'Initiative pour les femmes entrepreneures	893 750	975 000	975 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 30. Énumération des autorisations législatives - Agence de développement économique du Pacifique Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 203 229	2 849 964	2 352 765

Agence de la santé publique du Canada

Raison d'être

La santé publique sous-tend les efforts organisés de la société qui visent à maintenir les personnes en santé et à éviter les blessures, les maladies et les décès prématurés. L'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) a instauré des programmes, des services et des politiques dans le but de protéger et de promouvoir la santé de tous les Canadiens et les Canadiennes ainsi que les résidents du Canada. Au Canada, la santé publique est une responsabilité que se partagent les trois ordres de gouvernement, en collaboration avec le secteur privé, les organisations non gouvernementales, les professionnels de la santé et le public.

L'ASPC a été créée au sein du portefeuille fédéral de la Santé pour respecter une promesse du gouvernement du Canada, soit de mettre davantage l'accent sur la santé publique afin de protéger et d'améliorer la santé et la

sécurité de tous les Canadiens et les Canadiennes, et de favoriser le renforcement des capacités en santé publique dans l'ensemble du pays.

Le ministre de la Santé est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'ASPC.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 31. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence de la santé publique du Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	5 040 889 896	3 654 335 640	4 357 059 479	1 404 694 262
5	Dépenses en capital	28 653 428	41 347 000	41 530 750	21 580 000
10	Subventions et contributions	499 331 449	461 905 392	571 629 010	373 754 265
Total des crédits votés		5 568 874 773	4 157 588 032	4 970 219 239	1 800 028 527
Total des postes législatifs		216 902 943	59 185 441	91 316 531	68 478 733
Total des dépenses budgétaires		5 785 777 716	4 216 773 473	5 061 535 770	1 868 507 260

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 32. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire

- Agence de la santé publique du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Prévention et contrôle des maladies infectieuses	942 435 218	18 780 000	71 730 716	0	1 032 945 934
Promotion de la santé et prévention de maladies chroniques	95 353 081	0	301 049 883	0	396 402 964
Sécurité sanitaire	281 609 871	2 800 000	973 666	(950 000)	284 433 537
Services internes	154 724 825	0	0	0	154 724 825
Total	1 474 122 995	21 580 000	373 754 265	(950 000)	1 868 507 260

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 33. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Agence de la santé publique du Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines du renforcement des capacités communautaires, de la stimulation du développement et de la transmission des connaissances, et de l'établissement de partenariats et collaboration intersectorielle	21 041 953	62 475 520	35 154 954
Subventions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique	10 455 952	63 588 000	13 457 193
Défi prévention du diabète	0	4 935 000	4 200 000
Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes en matière de santé	3 006 816	2 347 119	2 180 000
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	450 000	0	250 000
Subventions à des étudiants diplômés, à des étudiants au niveau postdoctoral et à des établissements d'enseignement postsecondaire pour augmenter les compétences et capacités professionnelles afin de renforcer le domaine de la santé publique	0	460 000	60 000
Contributions			

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions à des personnes et à des organisations pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines du renforcement des capacités communautaires, de la stimulation du développement et de la transmission des connaissances, et de l'établissement de partenariats et de collaborations intersectorielles	201 729 178	133 609 521	136 566 201
Contributions à des organismes à but non lucratif afin d'appuyer le développement et la prestation de services continus de prévention et d'intervention précoce qui visent à diminuer les problèmes de santé et de développement de jeunes enfants vulnérables au Canada	83 088 065	83 978 000	83 978 000
Contributions aux organisations et aux institutions autochtones sans but lucratif locales ou régionales constituées en société, en vue d'élaborer des programmes d'intervention précoce pour les enfants autochtones d'âge préscolaire et leurs familles	52 990 576	60 887 232	72 487 917
Centre pour le vieillissement et l'innovation en santé du cerveau	8 000 000	11 000 000	11 000 000
Programme pancanadien de soutien aux victimes d'une vaccination	14 200 000	19 000 000	9 000 000
Contributions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique	71 753 627	5 000 000	3 230 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions à la Société canadienne du sang et/ou à d'autres organismes de transfusion et/ou de transplantation désignés, à l'appui d'activités de surveillance des effets indésirables	1 736 256	2 190 000	2 190 000
Autres paiements de transfert			
Total des postes législatifs	145 976 410	0	0

Énumération des autorisations législatives

Tableau 34. Énumération des autorisations législatives - Agence de la santé publique du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	60 656 568	77 903 789	55 065 991
Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la <i>Loi sur le ministère de la Santé</i>	10 269 965	13 412 742	13 412 742

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Raison d'être

L'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) a été mise sur pied en 1987 (Partie I de la *Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique*, L.R.C. [1985], ch. 41 [4e suppl.], aussi appelée *Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique*) et est le ministère fédéral

chargé du développement économique des provinces du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve-et-Labrador.

L'Agence s'emploie à créer des possibilités de croissance économique au Canada atlantique en aidant les entreprises à devenir plus concurrentielles, plus novatrices et plus productives, en travaillant avec diverses collectivités en vue de développer et de diversifier leur économie, et en faisant la promotion des atouts de la région. De concert avec les gens du Canada atlantique, l'APECA renforce l'économie.

La ministre du Développement économique rural est également la ministre responsable de l'APECA.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 35. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence de promotion économique du Canada atlantique

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	72 473 291	68 404 079	70 675 499	70 390 767
5	Subventions et contributions	351 386 494	312 855 591	437 992 095	306 694 872
Total des crédits votés		423 859 785	381 259 670	508 667 594	377 085 639
Total des postes législatifs		9 266 243	8 969 542	9 498 339	8 557 714

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Total des dépenses budgétaires	433 126 028	390 229 212	518 165 933	385 643 353

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 36. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Agence de promotion économique du Canada atlantique

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Développement économique au Canada atlantique	50 362 814	0	306 694 872	0	357 057 686
Services internes	28 585 667	0	0	0	28 585 667
Total	78 948 481	0	306 694 872	0	385 643 353

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 37. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Agence de promotion économique du Canada atlantique

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Subventions à des organismes pour promouvoir la collaboration et le développement économique	497 432	1 500 000	1 500 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	439 233	500 000	500 000
Contributions			
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	213 969 375	151 624 146	188 229 275
Contributions pour le Fonds des collectivités innovatrices	62 014 085	60 742 762	53 085 498
Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	51 092 389	45 246 683	45 138 099
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	14 630 531	12 642 000	12 642 000
Contributions pour le Fonds d'innovation de l'Atlantique	8 206 885	40 000 000	5 000 000
Contributions en vertu des mesures de recherche stratégique visant la région de l'Atlantique	536 564	600 000	600 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 38. Énumération des autorisations législatives - Agence de promotion économique du Canada atlantique - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 264 243	9 496 339	8 557 714

Agence des services frontaliers du Canada

Raison d'être

Le ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales est responsable de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC).

L'ASFC assure la prestation de services frontaliers intégrés qui appuient les priorités en matière de sécurité nationale et qui facilitent la libre circulation des personnes et des marchandises à la frontière. Elle est chargée :

- d'appliquer la législation qui régit l'admissibilité des personnes et des marchandises à l'entrée et à la sortie du Canada;
- de repérer, de détenir et de renvoyer les personnes qui sont interdites au Canada;
- d'empêcher les marchandises illégales de traverser les frontières du Canada;
- d'assurer la salubrité des aliments, la santé des végétaux et des animaux, et la protection des ressources de base du Canada;
- d'appliquer les lois et ententes commerciales, y compris l'exercice des recours commerciaux visant à protéger l'industrie canadienne;
- d'administrer un mécanisme de recours équitable et impartial;
- de percevoir les droits et les taxes sur les marchandises importées.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 39. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence des services frontaliers du Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	2 182 831 319	2 307 628 892	2 354 299 736	2 228 829 635
5	Dépenses en capital	170 423 612	182 507 859	215 381 064	205 747 449
Total des crédits votés		2 353 254 931	2 490 136 751	2 569 680 800	2 434 577 084
Total des postes législatifs		241 287 521	227 731 646	240 143 414	215 029 278
Total des dépenses budgétaires		2 594 542 452	2 717 868 397	2 809 824 214	2 649 606 362

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 40. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Agence des services frontaliers du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Gestion de la frontière	1 619 493 621	181 039 771	0	(24 030 000)	1 776 503 392
Exécution de la loi frontalière	365 166 977	194 930	0	0	365 361 907
Services internes	483 228 315	24 512 748	0	0	507 741 063

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Total	2 467 888 913	205 747 449	0	(24 030 000)	2 649 606 362

Énumération des autorisations législatives

Tableau 41. Énumération des autorisations législatives - Agence des services frontaliers du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	240 612 039	240 143 414	215 029 278

Agence du revenu du Canada

Raison d'être

La ministre du Revenu national est responsable de l'Agence du revenu du Canada (ARC).

Le mandat de l'ARC est d'exécuter les programmes fiscaux, de prestations et autres, et assurer l'observation fiscale pour le compte de gouvernements dans l'ensemble du Canada, de façon à contribuer au bien-être économique et social continu des Canadiens. L'Agence est chargée :

- de fournir l'appui nécessaire à l'application et au contrôle d'application de la législation fiscale;
- de mettre en œuvre toute entente conclue entre elle ou le gouvernement fédéral et le gouvernement d'une province ou un organisme public remplissant des fonctions gouvernementales au Canada et portant sur l'exercice d'une activité, l'administration d'une taxe ou d'un impôt ou l'application d'un programme;
- de mettre en œuvre toute entente ou tout accord conclus entre elle et un ministère ou organisme fédéral et portant sur l'exercice d'une

activité ou l'application d'un programme;

- de mettre en œuvre toute entente conclue entre le gouvernement fédéral et un gouvernement autochtone et portant sur l'administration d'une taxe ou d'un impôt.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'ARC.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 42. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence du revenu du Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	4 473 905 356	4 393 470 330	4 527 738 388	4 563 721 864
5	Dépenses en capital	78 307 534	121 472 814	121 472 814	90 816 159
Total des crédits votés		4 552 212 890	4 514 943 144	4 649 211 202	4 654 538 023
Total des postes législatifs		8 559 261 152	10 359 586 488	11 124 059 701	12 924 917 540
Total des dépenses budgétaires		13 111 474 042	14 874 529 632	15 773 270 903	17 579 455 563

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 43. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Agence du revenu du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Prestations	270 727 754	3 000	12 023 450 000	(133 652)	12 294 047 102
Impôt	4 578 456 858	49 056 646	0	(390 357 113)	4 237 156 391
Ombudsman des contribuables	4 708 163	0	0	0	4 708 163
Services internes	1 093 710 705	41 756 513	0	(91 923 311)	1 043 543 907
Total	5 947 603 480	90 816 159	12 023 450 000	(482 414 076)	17 579 455 563

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 44. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Agence du revenu du Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Subvention du Programme communautaire des bénévoles en matière d'impôt	2 976 230	3 501 135	5 950 000
Autres paiements de transfert			
Total des postes législatifs	7 361 956 566	9 416 000 000	12 017 500 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 45. Énumération des autorisations législatives - Agence du revenu du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Distribution des redevances sur les combustibles (Remise canadienne sur le carbone) en vertu de l'article 165 de la <i>Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre</i> et de l'article 122.8 de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i>	6 823 776 253	9 595 000 000	11 358 000 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	678 622 022	589 286 188	568 545 551
Versements d'allocations spéciales pour enfants (<i>Loi sur les allocations spéciales pour enfants</i>)	368 192 202	368 000 000	396 000 000
Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	513 669 221	357 678 813	338 773 389
Distribution des redevances sur les combustibles (aux entreprises agricoles) en vertu de l'article 165 de la <i>Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre</i> et de l'article 127.42 de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i>	129 365 039	165 000 000	203 500 000
Distribution des redevances sur les combustibles (aux provinces et territoires) en vertu de l'article 165 de la <i>Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre</i>	40 623 072	49 000 000	60 000 000
Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 400	94 700	98 600

Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario

Raison d'être

D'abord créée en 1987 sous forme d'initiative fédérale au sein du ministère de l'Industrie afin de contribuer à la croissance et à la diversification de l'économie du Nord de l'Ontario, l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario (FedNor) est devenue une agence de développement régional autonome le 12 août 2021, aux termes d'un décret pris en vertu de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*.

La ministre des Services aux Autochtones est la ministre responsable de FedNor. Ses attributions à l'égard de FedNor sont énoncées dans la *Loi sur le ministère de l'Industrie*.

FedNor s'emploie à créer des possibilités de croissance économique en aidant les entreprises à devenir plus concurrentielles, innovatrices et productives, en travaillant avec différentes collectivités à développer et à diversifier leur économie et en faisant la promotion des atouts de la région.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 46. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
1 Dépenses de fonctionnement	12 955 734	16 267 547	16 673 895	15 173 274
5 Subventions et contributions	117 737 927	52 733 192	57 867 422	38 172 996
Total des crédits votés	130 693 661	69 000 739	74 541 317	53 346 270
Total des postes législatifs	1 384 205	2 032 194	2 077 721	1 795 304
Total des dépenses budgétaires	132 077 866	71 032 933	76 619 038	55 141 574

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 47. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Développement économique pour le Nord de l'Ontario	12 456 188	0	38 172 996	0	50 629 184
Services internes	4 512 390	0	0	0	4 512 390
Total	16 968 578	0	38 172 996	0	55 141 574

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 48. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Contributions			
Contributions en vertu du programme de développement du Nord de l'Ontario	67 066 949	24 440 000	22 835 000
Contributions au titre du programme de développement des collectivités	8 447 089	8 360 008	8 360 008
Contributions au titre du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	41 394 313	18 133 184	6 177 988
Contributions en vertu de l'Initiative de développement économique - Langues officielles	829 576	800 000	800 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 49. Énumération des autorisations législatives - Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 384 205	2 077 721	1 795 304

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de

l'Ontario

Raison d'être

L'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario (FedDev Ontario) travaille avec les collectivités, les entreprises, les organisations à but non lucratif et les autres ordres de gouvernement du Sud de l'Ontario afin de renforcer la capacité d'innovation, de développement économique et de croissance de la région.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

FedDev Ontario relève de la ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 50. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	41 144 584	36 459 899	37 405 678	34 929 462
5	Subventions et contributions	553 086 928	390 892 092	419 224 552	190 020 359
Total des crédits votés		594 231 512	427 351 991	456 630 230	224 949 821
Total des postes législatifs		4 955 184	4 151 495	4 368 052	3 731 711
Total des dépenses budgétaires		599 186 696	431 503 486	460 998 282	228 681 532

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

**Tableau 51. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire
- Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Développement économique dans le Sud de l'Ontario	22 684 098	0	190 020 359	0	212 704 457
Services internes	15 977 075	0	0	0	15 977 075
Total	38 661 173	0	190 020 359	0	228 681 532

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 52. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions			
Contributions en vertu du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	240 822 254	299 104 450	137 020 636
Contributions pour le Programme pour la prospérité du Sud de l'Ontario	300 978 682	80 501 650	39 710 613
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	11 285 992	11 285 992	13 289 110

Énumération des autorisations législatives

Tableau 53. Énumération des autorisations législatives - Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 953 184	4 366 052	3 729 711
Ministre d'État (ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario) - Allocation pour automobile	2 000	2 000	2 000

Agence Parcs Canada

Raison d'être

Le ministre de l'Environnement et du Changement climatique est responsable de l'Agence Parcs Canada.

Parcs Canada protège et met en valeur des exemples significatifs du patrimoine naturel et culturel du Canada, et en favorise chez le public la connaissance, l'appréciation et la jouissance, de manière à en assurer l'intégrité écologique et commémorative pour les générations d'aujourd'hui et de demain. Le parc urbain national, les parcs nationaux, les lieux historiques nationaux, les canaux patrimoniaux et les aires marines nationales de conservation du Canada, dont l'Agence Parcs Canada est la fière intendante, offrent aux Canadiens plusieurs occasions d'en profiter : ils peuvent visiter et découvrir ces lieux patrimoniaux ainsi que développer un sentiment d'attachement personnel à l'égard de ces endroits, de manière à ce qu'ils revêtent une signification particulière pour eux. Parcs Canada s'acquitte de ses responsabilités en travaillant en collaboration avec le public, d'autres ministères fédéraux, les provinces, les territoires, les peuples autochtones et d'autres intervenants.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 54. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence Parcs Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	615 120 488	663 382 945	715 059 297	657 875 363
5	Dépenses en capital	206 383 836	331 076 015	335 928 015	307 212 910
10	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques	55 336 398	81 304 508	81 304 508	35 650 130
Total des crédits votés		876 840 722	1 075 763 468	1 132 291 820	1 000 738 403
Total des postes législatifs		279 768 319	218 249 663	220 275 160	228 468 565
Total des dépenses budgétaires		1 156 609 041	1 294 013 131	1 352 566 980	1 229 206 968

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 55. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Agence Parcs Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel et culturel du Canada	688 118 659	316 422 494	89 498 280	0	1 094 039 433
Services internes	127 406 616	7 760 919	0	0	135 167 535
Total	815 525 275	324 183 413	89 498 280	0	1 229 206 968

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 56. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Agence Parcs Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Subventions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	1 628 346	10 416 554	10 869 446
Subvention pour la mise en œuvre des accords de réconciliation des droits au Canada atlantique	566 466	8 573 644	7 319 951
Fonds de démarrage du programme d'intendance des Inuits de Tallurutiup Imanga	3 600 000	2 100 000	2 100 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions à l'appui du Programme de partage des frais des lieux historiques nationaux	0	300 000	300 000
Subvention pour la mise en œuvre des ententes sur les répercussions et les avantages concernant la Réserve du parc national Nahanni	7 000 000	500 000	135 000
Subvention au Jardin international de la paix	22 700	22 700	22 700
Contributions			
Contributions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	44 607 838	60 736 806	64 281 183
Placements en emploi dans le cadre de la Stratégie emploi et compétences jeunesse	0	3 770 000	3 770 000
Contributions à l'appui du Programme de partage des frais des lieux historiques nationaux	1 694 709	700 000	700 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 57. Énumération des autorisations législatives - Agence Parcs Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses correspondant aux recettes d'exploitation en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	210 452 854	155 000 000	165 000 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	69 315 465	65 275 160	63 468 565

Agence spatiale canadienne

Raison d'être

L'Agence spatiale canadienne (ASC) a pour mandat « de promouvoir l'exploitation et l'usage pacifiques de l'espace, de faire progresser la connaissance de l'espace au moyen de la science et de faire en sorte que les Canadiens tirent profit des sciences et techniques spatiales sur les plans tant social qu'économique ».

L'ASC s'acquitte de ce mandat en collaboration avec l'industrie canadienne, le milieu universitaire, des organisations du gouvernement du Canada ainsi que d'autres agences spatiales et organisations internationales.

La loi habilitante, qui a reçu la sanction royale en 1990, attribuait quatre fonctions essentielles à l'ASC :

- assister le ministre pour la coordination de la politique et des programmes du gouvernement canadien en matière spatiale;
- concevoir, réaliser, diriger et gérer des programmes et des travaux liés à des activités scientifiques et industrielles de recherche et développement dans le domaine spatial et à l'application des technologies spatiales;
- promouvoir la diffusion et le transfert des techniques spatiales au profit de l'industrie canadienne;

- encourager l'exploitation commerciale du potentiel offert par l'espace, des techniques et installations spatiales et des systèmes spatiaux.

Le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 58. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence spatiale canadienne

		Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	225 124 291	221 481 683	246 820 074	242 285 439
5	Dépenses en capital	174 852 077	225 847 556	228 887 075	80 059 782
10	Subventions et contributions	85 064 526	77 912 538	72 912 538	79 468 000
Total des crédits votés		485 040 894	525 241 777	548 619 687	401 813 221
Total des postes législatifs		13 194 601	12 160 460	12 268 707	12 154 248
Total des dépenses budgétaires		498 235 495	537 402 237	560 888 394	413 967 469

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

**Tableau 59. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire
- Agence spatiale canadienne**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
La présence du Canada dans l'espace	192 947 475	76 596 782	79 468 000	0	349 012 257
Services internes	61 492 212	3 463 000	0	0	64 955 212
Total	254 439 687	80 059 782	79 468 000	0	413 967 469

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 60. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Agence spatiale canadienne

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Programme global de subventions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales	14 058 689	15 831 000	14 135 000
Contributions			
Contributions aux termes de l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne	47 439 179	36 436 000	38 969 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Programme global de contributions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales	23 566 658	25 645 538	26 364 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 61. Énumération des autorisations législatives - Agence spatiale canadienne - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 404 303	12 268 707	12 154 248

Autorité du pont Windsor-Détroit

Raison d'être

L'Autorité du pont Windsor-Détroit (APWD) a été créée en octobre 2012, conformément à la *Loi sur les ponts et tunnels internationaux*.

L'APWD est responsable de remplir les obligations dévolues de l'Autorité du passage en tant que signataire de l'Accord sur le passage et d'assurer l'approvisionnement, la construction et l'exploitation du pont international Gordie-Howe.

Le ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont disponibles dans le résumé du plan d'entreprise de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 62. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Autorité du pont Windsor-Détroit

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à l'Autorité	793 291 043	885 179 373	1 727 843 809	951 657 774
Total des crédits votés	793 291 043	885 179 373	1 727 843 809	951 657 774
Total des dépenses budgétaires	793 291 043	885 179 373	1 727 843 809	951 657 774

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 63. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Autorité du pont Windsor-Détroit

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Autorité du pont Windsor-Détroit	235 350 750	716 307 024	0	0	951 657 774
Total	235 350 750	716 307 024	0	0	951 657 774

Bibliothèque du Parlement

Raison d'être

La Bibliothèque du Parlement (la Bibliothèque) a été créée officiellement en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada*, mais ses efforts pour faire en sorte que le Parlement soit informé et accessible ont commencé avant la Confédération.

La Bibliothèque fournit aux sénateurs, aux députés et aux comités parlementaires l'information indépendante et non partisane dont ils ont besoin pour examiner les questions de l'heure, étudier la législation et tenir le gouvernement responsable de ses actes. Elle préserve le riche patrimoine documentaire du Parlement tout en optimisant l'accès à ses importantes collections. Tous les ans, elle accueille également des centaines de milliers de visiteurs au Parlement. Elle offre des visites guidées ainsi que des programmes et des produits pédagogiques, qui aident le public à comprendre le rôle du Parlement dans notre système démocratique de même que le travail important accompli par les parlementaires.

La *Loi sur le Parlement du Canada* place la Bibliothèque sous l'autorité des présidents du Sénat et de la Chambre des communes.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 64. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bibliothèque du Parlement

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	46 812 940	51 510 148	56 762 357	56 408 462
Total des crédits votés	46 812 940	51 510 148	56 762 357	56 408 462
Total des postes législatifs	5 540 946	6 361 530	7 159 866	6 451 567

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Total des dépenses budgétaires	52 353 886	57 871 678	63 922 223	62 860 029

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 65. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Bibliothèque du Parlement

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services d'information aux parlementaires	48 585 042	0	0	(1 000 000)	47 585 042
Services internes	15 274 987	0	0	0	15 274 987
Total	63 860 029	0	0	(1 000 000)	62 860 029

Énumération des autorisations législatives

Tableau 66. Énumération des autorisations législatives - Bibliothèque du Parlement - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 540 946	7 159 866	6 451 567

Bibliothèque et Archives du Canada

Raison d'être

En vertu de la *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada*, le mandat de Bibliothèque et Archives du Canada consiste à :

- préserver le patrimoine documentaire du Canada pour les générations actuelles et futures;
- être une source de savoir permanente accessible à tous, qui contribue à l'épanouissement culturel, social et économique de la société libre et démocratique que constitue le Canada;
- faciliter, au Canada, la collaboration des divers milieux intéressés à l'acquisition, à la préservation et à la diffusion du savoir;
- servir de mémoire permanente de l'administration fédérale et de ses institutions.

La ministre du Patrimoine canadien est responsable de Bibliothèque et Archives du Canada.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 67. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bibliothèque et Archives du Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	126 232 442	147 786 024	150 003 133	134 620 885

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
5 Dépenses en capital	62 418 848	40 537 795	40 537 795	52 582 597
Total des crédits votés	188 651 290	188 323 819	190 540 928	187 203 482
Total des postes législatifs	11 849 625	15 511 154	15 511 154	12 603 208
Total des dépenses budgétaires	200 500 915	203 834 973	206 052 082	199 806 690

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 68. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Bibliothèque et Archives du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Donner accès au patrimoine documentaire	37 820 020	44 790 676	2 656 000	(3 500 000)	81 766 696
Acquérir et préserver le patrimoine documentaire	67 100 827	7 791 921	0	0	74 892 748
Services internes	43 147 246	0	0	0	43 147 246
Total	148 068 093	52 582 597	2 656 000	(3 500 000)	199 806 690

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 69. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Bibliothèque et Archives du Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions			
Programme d'appui aux collectivités du patrimoine documentaire	1 499 886	1 500 000	1 470 000
Patrimoine documentaire autochtone - l'initiative Écoutez pour entendre nos voix	1 020 418	1 805 000	1 186 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 70. Énumération des autorisations législatives - Bibliothèque et Archives du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 833 111	15 511 154	12 603 208

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Raison d'être

Le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports, couramment appelé le Bureau de la sécurité des transports du Canada (BST) dans ses activités quotidiennes, est un organisme indépendant qui a été créé en 1990 en vertu d'une loi du Parlement. Le BST fonctionne de manière indépendante des autres

ministères et organismes du gouvernement afin d'éviter tout conflit d'intérêt réel ou perçu. L'unique objectif du BST consiste à promouvoir la sécurité du transport aérien, ferroviaire, maritime et pipelinier.

Le président du Conseil privé du Roi pour le Canada est le ministre désigné aux fins du dépôt des rapports administratifs du BST au Parlement, tels que le plan ministériel et le rapport sur les résultats ministériels. Le BST fait partie du portefeuille des ministères et des organismes du Conseil privé.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du BST.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 71. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	32 829 085	31 469 976	35 218 700	36 450 119
Total des crédits votés	32 829 085	31 469 976	35 218 700	36 450 119
Total des postes législatifs	3 984 895	3 913 678	4 522 664	4 169 228
Total des dépenses budgétaires	36 813 980	35 383 654	39 741 364	40 619 347

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

**Tableau 72. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire
- Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la
sécurité des transports**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Enquêtes indépendantes de sécurité et communication des risques dans le réseau de transport	32 495 478	0	0	0	32 495 478
Services internes	8 123 869	0	0	0	8 123 869
Total	40 619 347	0	0	0	40 619 347

Énumération des autorisations législatives

Tableau 73. Énumération des autorisations législatives - Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 868 460	4 522 664	4 169 228

Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada

Raison d'être

À titre d'ombudsman auprès des délinquants sous responsabilité fédérale, le Bureau de l'enquêteur correctionnel est au service des Canadiens et contribue à ce que les services correctionnels soient sécuritaires, humains et respectueux par l'entremise de sa responsabilité principale, soit la

surveillance indépendante des services correctionnels fédéraux. Cette surveillance inclut notamment l'examen accessible et impartial en temps opportun des préoccupations individuelles et généralisées des délinquants.

Le Bureau de l'enquêteur correctionnel, même s'il est indépendant, fait partie du portefeuille de la Sécurité publique et de la Protection civile.

Le ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 74. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	5 188 105	4 957 474	5 864 198	6 734 211
Total des crédits votés	5 188 105	4 957 474	5 864 198	6 734 211
Total des postes législatifs	573 609	617 131	761 146	728 199
Total des dépenses budgétaires	5 761 714	5 574 605	6 625 344	7 462 410

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

**Tableau 75. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire
- Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Surveillance indépendante des services correctionnels fédéraux	5 440 463	0	0	0	5 440 463
Services internes	2 021 947	0	0	0	2 021 947
Total	7 462 410	0	0	0	7 462 410

Énumération des autorisations législatives

Tableau 76. Énumération des autorisations législatives - Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	573 609	761 146	728 199

Bureau de l'infrastructure du Canada

Raison d'être

Les projets d'infrastructure publique permettent de relever les défis auxquels les Canadiennes et Canadiens sont confrontés chaque jour. La mission d'Infrastructure Canada est d'améliorer la qualité de vie de la population en créant des emplois et en favorisant la croissance économique, en soutenant la résilience climatique et en bâtissant un Canada plus fort et plus inclusif. Infrastructure Canada réalise des investissements importants

dans les infrastructures publiques, établit des partenariats public-privé, élabore des politiques et exécute des programmes pour améliorer la qualité de vie de tous les Canadiens et Canadiennes.

Infrastructure Canada sert le ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 77. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau de l'infrastructure du Canada

		Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	248 856 189	247 556 443	272 383 929	257 762 976
5	Dépenses en capital	11 685 564	93 866 503	93 866 503	18 774 480
10	Subventions et contributions	4 280 895 492	6 916 338 456	7 162 793 282	5 541 224 138
Total des crédits votés		4 541 437 245	7 257 761 402	7 529 043 714	5 817 761 594
Total des postes législatifs		2 287 521 772	2 386 576 790	2 389 490 020	2 387 448 422
Total des dépenses budgétaires		6 828 959 017	9 644 338 192	9 918 533 734	8 205 210 016

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 78. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Bureau de l'infrastructure du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Surveillance et exécution des investissements dans les infrastructures publiques et les collectivités	107 341 030	18 136 861	7 902 033 940	0	8 027 511 831
Politique sur les infrastructures publiques, les collectivités, le logement abordable et la lutte contre l'itinérance	70 041 362	92 063	7 347 755	0	77 481 180
Investissements dans les infrastructures publiques, et les collectivités, et la lutte contre l'itinérance	30 984 746	0	0	0	30 984 746
Services internes	68 686 703	545 556	0	0	69 232 259
Total	277 053 841	18 774 480	7 909 381 695	0	8 205 210 016

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 79. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Bureau de l'infrastructure du Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Vers un chez-soi : la stratégie canadienne de lutte contre l'itinérance	10 274 748	11 115 295	10 608 854
Subventions fonds d'infrastructure naturelle	0	15 000 000	10 000 000
Subventions pour le transport actif	6 632 870	3 000 000	4 373 255
Subventions pour des solutions de transport en commun en milieu rural	1 514 135	2 000 000	2 985 865
Contributions			
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	1 894 973 848	3 547 403 491	1 711 134 493
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures provinciales et territoriales – Projets nationaux et régionaux	701 132 142	972 025 351	1 322 290 746
Programme permanent pour le transport en commun	1 209 777	475 333 152	842 647 287
Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abris au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abris afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abris	472 455 466	486 101 501	503 180 438

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes	227 796 552	295 350 211	348 666 741
Programme pour les bâtiments communautaires verts et inclusifs	33 659 003	288 470 283	318 922 228
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures nationales	225 404 565	177 936 156	214 433 594
Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada – Volet Grandes infrastructures	224 351 592	125 069 843	83 118 698
Fonds d'infrastructure naturelle	0	53 780 839	71 590 612
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures provinciales et territoriales – Fonds des petites collectivités	155 222 473	61 792 792	26 215 300
Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto	115 147 969	35 792 061	19 208 333
Programme de lutte contre l'itinérance chez les vétérans	0	0	16 581 895
Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités	12 693 128	10 553 956	10 481 729
Initiative Soutenir les infrastructures résilientes aux changements climatiques	0	0	7 347 755
Initiative de recherche et de connaissances	1 427 766	3 881 187	5 372 234
Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	20 192 035	2 520 005	4 200 000
Contributions en vertu du Défi des villes intelligentes	25 028 844	15 677 135	3 041 566
Contributions en vertu du Fonds pour l'infrastructure verte	21 271 252	33 116 561	2 122 515

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Initiative canadienne pour des collectivités en santé	27 115 250	1 320 000	1 200 000
Fonds pour les infrastructures du transport en commun	76 832 595	92 604 902	1 000 000
Fonds pour l'eau potable et les eaux usées	18 778 624	21 690 249	500 000
Autres paiements de transfert			
Total des postes législatifs	2 268 966 610	2 367 617 331	2 368 157 557

Énumération des autorisations législatives

Tableau 80. Énumération des autorisations législatives - Bureau de l'infrastructure du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (<i>Loi sur le soutien de la croissance, de l'économie et de l'emploi au Canada</i>)	2 268 966 610	2 367 617 331	2 368 157 557
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18 370 362	21 683 289	19 192 265
Ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 400	94 700	98 600

Bureau du commissaire à la magistrature fédérale

Raison d'être

Le Commissariat à la magistrature fédérale (CMF) fournit des services à la magistrature canadienne et œuvre en faveur de l'indépendance judiciaire.

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du CMF.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 81. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du commissaire à la magistrature fédérale

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale - Dépenses de fonctionnement	11 990 191	10 442 577	10 323 414	10 939 586
5	Conseil canadien de la magistrature - Dépenses de fonctionnement	1 950 162	2 641 758	2 760 921	2 748 390
Total des crédits votés		13 940 353	13 084 335	13 084 335	13 687 976
Total des postes législatifs		698 221 399	720 378 884	720 378 884	775 112 081
Total des dépenses budgétaires		712 161 752	733 463 219	733 463 219	788 800 057

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 82. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Bureau du commissaire à la magistrature fédérale

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Soutien administratif aux juges de nomination fédérale	788 348 257	0	0	(275 000)	788 073 257
Services internes	726 800	0	0	0	726 800
Total	789 075 057	0	0	(275 000)	788 800 057

Énumération des autorisations législatives

Tableau 83. Énumération des autorisations législatives - Bureau du commissaire à la magistrature fédérale - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1)	697 295 631	719 315 411	774 063 257
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	925 768	1 063 473	1 048 824

Bureau du commissaire au renseignement

Raison d'être

Le rôle du Bureau du commissaire au renseignement est d'appuyer la réalisation du mandat de surveillance indépendant du commissaire au renseignement. Le mandat du commissaire au renseignement, énoncé dans la *Loi sur le commissaire au renseignement*, consiste à approuver — ou à ne pas approuver — certaines activités de sécurité nationale et de renseignement prévues par le Centre de la sécurité des télécommunications ou le Service canadien du renseignement de sécurité.

Le ministre responsable du Bureau du commissaire au renseignement est le premier ministre.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 84. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du commissaire au renseignement

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	2 310 876	2 384 034	2 384 034	2 415 887
Total des crédits votés		2 310 876	2 384 034	2 384 034	2 415 887
Total des postes législatifs		173 962	171 353	171 353	159 966
Total des dépenses budgétaires		2 484 838	2 555 387	2 555 387	2 575 853

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

**Tableau 85. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire
- Bureau du commissaire au renseignement**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Examen quasi judiciaire de certaines conclusions ministérielles	1 937 145	0	0	0	1 937 145
Services internes	638 708	0	0	0	638 708
Total	2 575 853	0	0	0	2 575 853

Énumération des autorisations législatives

Tableau 86. Énumération des autorisations législatives - Bureau du commissaire au renseignement - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	173 962	171 353	159 966

Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique

Raison d'être

Le commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique est chargé d'administrer la *Loi sur les conflits d'intérêts* (Loi) et le *Code régissant les conflits d'intérêts des députés* (Code). Ces deux régimes ont pour but de veiller à ce que les personnes nommées ou élues à des postes officiels, qu'elles soient titulaires d'une charge publique ou députées, ne se trouvent pas en situation de conflits d'intérêts. La Loi et le Code établissent des règles de conduite en matière de conflits d'intérêts pour ceux-ci et les obligent à respecter des

normes qui font passer l'intérêt public avant leurs intérêts personnels lorsque les deux régimes entrent en conflit. Le commissaire a également pour mandat de donner des conseils au premier ministre, à titre confidentiel, sur les questions de conflits d'intérêts et d'éthique.

Le Président de la Chambre des communes est le ministre compétent de cette organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 87. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	6 768 932	7 421 554	7 421 554	7 708 333
Total des crédits votés	6 768 932	7 421 554	7 421 554	7 708 333
Total des postes législatifs	811 598	911 620	911 620	867 230
Total des dépenses budgétaires	7 580 530	8 333 174	8 333 174	8 575 563

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 88. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Application et interprétation de la <i>Loi sur les conflits d'intérêts</i> et du <i>Code régissant les conflits d'intérêts des députés</i>	6 088 816	0	0	0	6 088 816
Services internes	2 486 747	0	0	0	2 486 747
Total	8 575 563	0	0	0	8 575 563

Énumération des autorisations législatives

Tableau 89. Énumération des autorisations législatives - Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	811 598	911 620	867 230

Bureau du Conseil privé

Raison d'être

Le Bureau du Conseil privé (BCP) a pour mandat de servir le Canada et la population canadienne en conseillant et en appuyant le premier ministre, les ministres titulaires de portefeuille et le Cabinet.

Le BCP appuie l'élaboration et la mise en œuvre des programmes stratégiques et législatifs du gouvernement du Canada, coordonne la prise de mesures en réaction aux problèmes auxquels le gouvernement et le pays

font face, et contribue au bon fonctionnement du Cabinet. Le BCP est dirigé par la greffière du Conseil privé, qui est également secrétaire du Cabinet et chef de la fonction publique.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du BCP.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 90. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du Conseil privé

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	221 231 924	188 647 735	203 463 209	221 057 551
Total des crédits votés		221 231 924	188 647 735	203 463 209	221 057 551
Total des postes législatifs		21 705 232	22 289 704	23 717 675	22 293 035
Total des dépenses budgétaires		242 937 156	210 937 439	227 180 884	243 350 586

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 91. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Bureau du Conseil privé

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Servir le premier ministre et son Cabinet	141 899 715	0	2 248 489	(759 496)	143 388 708
Services internes	107 830 571	0	0	(7 868 693)	99 961 878
Total	249 730 286	0	2 248 489	(8 628 189)	243 350 586

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 92. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Bureau du Conseil privé

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions			
Programme de contribution pour les commissions d'enquête	2 835 746	0	2 248 489

Énumération des autorisations législatives

Tableau 93. Énumération des autorisations législatives - Bureau du Conseil privé - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	21 328 932	23 334 075	21 891 135

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	191 500	194 200	204 700
Leader du gouvernement à la Chambre des communes – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 400	94 700	98 600
Président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre de la Protection civile et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 400	94 700	98 600

Bureau du conseiller sénatorial en éthique

Raison d'être

Les principales attributions du conseiller sénatorial en éthique sont les suivantes :

- conseiller les sénateurs individuellement, de façon confidentielle et continue, sur leurs obligations aux termes du *Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts des sénateurs* et les aider à s'y conformer en tout temps;
- superviser le processus de déclaration annuel dans le cadre duquel les sénateurs sont tenus de déclarer leurs intérêts financiers et autres;
- mener des enquêtes afin de déterminer si un sénateur a satisfait à ses obligations aux termes du Code;

- tenir un registre, mis à la disposition du public, qui contient des renseignements sur les intérêts financiers et autres que les sénateurs sont tenus de déclarer publiquement en vertu du Code;
- présenter un rapport annuel des activités du Bureau au président du Sénat, qui le déposera au Sénat.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 94. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du conseiller sénatorial en éthique

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	868 183	1 325 451	1 325 451	1 451 267
Total des crédits votés		868 183	1 325 451	1 325 451	1 451 267
Total des postes législatifs		97 561	139 225	139 225	145 834
Total des dépenses budgétaires		965 744	1 464 676	1 464 676	1 597 101

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 95. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Bureau du conseiller sénatorial en éthique

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Administration et interprétation du Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts	1 597 101	0	0	0	1 597 101
Total	1 597 101	0	0	0	1 597 101

Énumération des autorisations législatives

Tableau 96. Énumération des autorisations législatives - Bureau du conseiller sénatorial en éthique - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	97 561	139 225	145 834

Bureau du directeur des poursuites pénales

Raison d'être

Le Bureau du directeur des poursuites pénales (BDPP) a été créé le 12 décembre 2006 avec l'entrée en vigueur de la *Loi sur le directeur des poursuites pénales*. Le BDPP est un service indépendant de poursuites ayant pour mandat d'intenter des poursuites qui relèvent de la compétence du procureur général du Canada.

Le cadre ministériel des résultats (CMR) du BDPP comporte un programme, soit le Programme de poursuites fédérales. Aux termes de son mandat, le BDPP intente des poursuites relatives aux infractions pénales et réglementaires en vertu des lois fédérales d'une manière indépendante, impartiale et juste. À ce titre, il :

- fournit des conseils juridiques aux services de police ainsi qu'aux organismes d'enquête et aux ministères fédéraux sur les incidences, en droit pénal, des enquêtes et des poursuites;
- engage et mène les poursuites fédérales;
- intervient dans les affaires qui soulèvent des questions d'intérêt public susceptibles d'affecter le bon déroulement des poursuites ainsi que des enquêtes qui s'y rattachent.

Des renseignements supplémentaires sur le BDPP sont fournis dans le plan ministériel du Service des poursuites pénales du Canada.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 97. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du directeur des poursuites pénales

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	188 888 572	192 631 768	197 021 768	188 321 173
Total des crédits votés		188 888 572	192 631 768	197 021 768	188 321 173
Total des postes législatifs		19 837 988	22 053 315	22 053 315	20 131 848
Total des dépenses budgétaires		208 726 560	214 685 083	219 075 083	208 453 021

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 98. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire

- Bureau du directeur des poursuites pénales

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services de poursuite	201 221 052	0	0	(22 542 000)	178 679 052
Services internes	29 973 969	0	0	(200 000)	29 773 969
Total	231 195 021	0	0	(22 742 000)	208 453 021

Énumération des autorisations législatives

Tableau 99. Énumération des autorisations législatives - Bureau du directeur des poursuites pénales - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	19 837 988	22 053 315	20 131 848

Bureau du directeur général des élections

Raison d'être

Le Bureau du directeur général des élections, communément appelé Élections Canada, est un organisme indépendant et non partisan qui relève directement du Parlement. Son mandat consiste à être prêt à tenir une élection, partielle ou générale, ou un référendum fédéral; à appliquer les dispositions relatives au financement politique de la *Loi électorale du Canada*; à surveiller l'observation de la législation électorale; à mener des campagnes d'information du public sur l'inscription des électeurs, le vote et la façon de devenir candidat; à mener des programmes d'éducation pour les étudiants sur le processus électoral; à appuyer les commissions indépendantes chargées de réviser les limites des circonscriptions fédérales

après chaque recensement décennal; à mener des études sur d'autres méthodes de vote et, sous réserve de l'approbation des parlementaires, à mettre à l'essai de nouveaux processus de vote en vue de scrutins futurs; à fournir aux organismes électoraux d'autres pays ou à des organisations internationales, son aide et sa collaboration en matière électorale.

Le ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales est la personne désignée pour déposer au Parlement les rapports administratifs du directeur général des élections, y compris le plan ministériel et le rapport sur les résultats ministériels.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 100. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du directeur général des élections

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	52 199 617	49 722 365	49 722 365	60 363 036
Total des crédits votés		52 199 617	49 722 365	49 722 365	60 363 036
Total des postes législatifs		160 933 757	155 131 845	155 131 845	198 925 252
Total des dépenses budgétaires		213 133 374	204 854 210	204 854 210	259 288 288

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 101. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet -

Budgétaire - Bureau du directeur général des élections

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Administration électorale	140 011 295	0	0	0	140 011 295
Surveillance réglementaire	26 186 727	0	850 000	0	27 036 727
Révision des limites des circonscriptions électorales	0	0	0	0	0
Services internes	92 240 266	0	0	0	92 240 266
Total	258 438 288	0	850 000	0	259 288 288

Énumération des autorisations législatives

Tableau 102. Énumération des autorisations législatives - Bureau du directeur général des élections - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses électorales (<i>Loi électorale du Canada et Loi référendaire</i>)	137 827 272	140 136 372	182 107 401
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 352 508	13 668 683	16 434 151
Traitement du directeur général des élections (<i>Loi électorale du Canada</i>)	372 371	372 200	383 700

Bureau du directeur parlementaire du budget

Raison d'être

Le directeur parlementaire du budget (DPB) fournit de façon indépendante, pertinente, opportune et impartiale des analyses afin d'aider les parlementaires à remplir leur rôle constitutionnel consistant à demander des comptes au gouvernement.

Le DPB présente au Parlement une analyse indépendante de la situation financière du pays, des prévisions budgétaires du gouvernement et de l'économie canadienne et, à la demande de tout comité ou parlementaire, il évalue le coût financier de toute mesure proposée relevant des domaines de compétence du Parlement.

De plus, le DPB est responsable de la préparation de l'estimation des coûts des engagements énoncés dans les plateformes des divers partis politiques durant les élections. Des renseignements sur le Bureau du directeur parlementaire du budget sont fournis dans les rapports annuels, que l'on peut consulter sur le site Web de l'organisation.

Les présidents du Sénat et de la Chambre des communes sont les ministres compétents pour cette organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 103. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du directeur parlementaire du budget

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	5 855 876	6 850 418	6 850 418	7 124 435

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Total des crédits votés	5 855 876	6 850 418	6 850 418	7 124 435
Total des postes législatifs	640 054	790 563	790 563	746 458
Total des dépenses budgétaires	6 495 930	7 640 981	7 640 981	7 870 893

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 104. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Bureau du directeur parlementaire du budget

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Analyse financière et économique	7 870 893	0	0	0	7 870 893
Total	7 870 893	0	0	0	7 870 893

Énumération des autorisations législatives

Tableau 105. Énumération des autorisations législatives - Bureau du directeur parlementaire du budget - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	640 054	790 563	746 458

Bureau du secrétaire du gouverneur général

Raison d'être

Le Bureau du secrétaire du gouverneur général (le Bureau) offre un appui et des conseils à la gouverneure générale du Canada dans le cadre de son rôle unique de représentant du Roi pour le Canada ainsi que de commandant en chef. Le Bureau aide la gouverneure générale à s'acquitter de ses responsabilités constitutionnelles, à représenter le Canada à l'échelle internationale, et à encourager l'excellence et les réalisations en assurant l'administration du Régime canadien de distinctions honorifiques et la concession d'emblèmes héraldiques.

Le Bureau aide également la gouverneure générale à rapprocher les Canadiens. Il gère des programmes de visites guidées et d'interprétation aux deux résidences officielles de la gouverneure générale et supervise les activités quotidiennes de ces résidences. Le Bureau fournit aussi un soutien aux anciens gouverneurs généraux.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 106. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du secrétaire du gouverneur général

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	21 519 650	20 677 200	20 677 200	21 988 861
Total des crédits votés		21 519 650	20 677 200	20 677 200	21 988 861
Total des postes législatifs		3 720 360	3 577 693	3 577 693	3 581 927

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Total des dépenses budgétaires	25 240 010	24 254 893	24 254 893	25 570 788

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 107. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Bureau du secrétaire du gouverneur général

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Soutien du gouverneur général	16 640 831	0	990 536	0	17 631 367
Services internes	7 939 421	0	0	0	7 939 421
Total	24 580 252	0	990 536	0	25 570 788

Énumération des autorisations législatives

Tableau 108. Énumération des autorisations législatives - Bureau du secrétaire du gouverneur général - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 384 029	2 257 553	2 230 630

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i> (L.R.C. (1985), ch. G-9)	956 251	969 785	990 536
Traitement du gouverneur général (L.R.C. (1985), ch. G-9)	344 475	350 355	360 761

Bureau du surintendant des institutions financières

Raison d'être

Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a été constitué en 1987 en vertu d'une loi du Parlement, la *Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières*. Organisme indépendant du gouvernement du Canada, il rend compte au Parlement par l'entremise de la ministre des Finances.

Le BSIF réglemente et surveille toutes les banques et coopératives de crédit fédérales au Canada, de même que toutes les sociétés de fiducie et de prêt, les sociétés d'assurances, les sociétés de secours mutuel et les régimes de retraite privés constitués ou enregistrés sous le régime des lois fédérales. Aux termes de la Loi sur le BSIF, le surintendant est la seule personne investie des pouvoirs conférés au BSIF, et il lui incombe de faire rapport périodiquement à la ministre des Finances de l'application des lois régissant les institutions financières.

Le Bureau de l'actuaire en chef, qui est une entité indépendante au sein du BSIF, offre des services d'évaluation et de consultation actuarielles à l'égard du Régime de pensions du Canada, du programme de la Sécurité de la vieillesse, du Programme canadien d'aide financière aux étudiants, des programmes d'assurance-emploi et d'autres régimes de retraite et d'avantages sociaux du secteur public.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 109. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du surintendant des institutions financières

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1	Dépenses du programme	1 244 352	1 244 352	1 244 352
Total des crédits votés		1 244 352	1 244 352	1 244 352
Total des postes législatifs		238 501 788	293 481 635	320 693 509
Total des dépenses budgétaires		239 746 140	294 725 987	321 937 861

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 110. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Bureau du surintendant des institutions financières

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Réglementation et surveillance – institutions financières et régimes de retraite	179 095 416	6 214 515	0	0	185 309 931
Services actuariels aux organismes fédéraux	12 530 230	0	0	0	12 530 230
Services internes	122 697 700	1 400 000	0	0	124 097 700
Total	314 323 346	7 614 515	0	0	321 937 861

Énumération des autorisations législatives

Tableau 111. Énumération des autorisations législatives - Bureau du surintendant des institutions financières - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépense des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>	238 498 928	293 481 635	320 693 509

Bureau du vérificateur général

Raison d'être

La vérificatrice générale du Canada est une mandataire du Parlement qui exerce ses fonctions et ses responsabilités de manière indépendante du gouvernement et qui présente ses rapports directement au Parlement. Le Bureau du vérificateur général du Canada est le bureau d'audit législatif du gouvernement fédéral et des trois territoires du Nord. Les principales fonctions d'audit législatif comprennent les audits financiers, les audits de performance, les examens spéciaux, les activités de surveillance à l'égard du développement durable et les pétitions en matière d'environnement. Les audits et les études fournissent information, assurance et avis objectifs au Parlement, aux assemblées législatives des territoires, aux gouvernements et à la population canadienne. Grâce à ses rapports et témoignages, le Bureau du vérificateur général aide les parlementaires et les législateurs des territoires dans leurs travaux liés à l'autorisation et à la surveillance des dépenses et des activités du gouvernement.

La ministre des Finances est responsable du dépôt des rapports administratifs de la vérificatrice générale au Parlement, y compris le plan ministériel et le rapport sur les résultats ministériels.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 112. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du vérificateur général

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	114 899 556	109 132 300	109 132 300	114 689 350
Total des crédits votés		114 899 556	109 132 300	109 132 300	114 689 350

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Total des postes législatifs	12 956 173	13 418 150	13 418 150	12 726 270
Total des dépenses budgétaires	127 855 729	122 550 450	122 550 450	127 415 620

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 113. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Bureau du vérificateur général

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Audit législatif	130 075 620	0	0	(2 660 000)	127 415 620
Total	130 075 620	0	0	(2 660 000)	127 415 620

Énumération des autorisations législatives

Tableau 114. Énumération des autorisations législatives - Bureau du vérificateur général - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 955 560	13 418 150	12 726 270

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Raison d'être

Le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail (CCHST) est régi par la *Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail* (L.R.C. [1977-1978], ch. 29), qui a été adoptée à l'unanimité par le Parlement du Canada en 1978. Le CCHST a pour mandat de promouvoir la santé et la sécurité en milieu de travail, et d'améliorer la santé physique et mentale des travailleurs au Canada. Le CCHST est, aux termes de l'annexe II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, un établissement public indépendant qui relève du Parlement par l'entremise du ministre du Travail et des Aînés.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du CCHST.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 115. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	4 577 121	5 234 213	5 234 213	6 320 572
Total des crédits votés		4 577 121	5 234 213	5 234 213	6 320 572
Total des postes législatifs		8 578 248	5 189 635	5 189 635	5 276 034
Total des dépenses budgétaires		13 155 369	10 423 848	10 423 848	11 596 606

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 116. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Ressource nationale en matière de santé et de sécurité au travail	7 305 862	0	0	0	7 305 862
Services internes	4 290 744	0	0	0	4 290 744
Total	11 596 606	0	0	0	11 596 606

Énumération des autorisations législatives

Tableau 117. Énumération des autorisations législatives - Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses des recettes conformément à l'alinéa 6(1)(g) de la <i>Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</i>	7 159 253	4 500 000	4 500 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 418 995	689 635	776 034

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Raison d'être

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE) est l'unité du renseignement financier du Canada et l'organisme de surveillance en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes. Le centre facilite la détection, la prévention et la dissuasion en matière de blanchiment d'argent et de financement des activités terroristes. Les produits de renseignements financiers exploitables et les activités de surveillance de CANAFE représentent une contribution unique à la sécurité de la population et à la protection de l'intégrité du système financier du Canada.

CANAFE agit de façon autonome et indépendante des services de police, des organismes d'application de la loi et de sécurité nationale, et des autres organisations auxquelles il est autorisé à communiquer des renseignements financiers.

La ministre des Finances est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de CANAFE.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 118. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	80 513 411	103 642 303	103 840 522	50 288 770
Total des crédits votés		80 513 411	103 642 303	103 840 522	50 288 770

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Total des postes législatifs	7 639 968	8 398 602	8 398 602	53 837 531
Total des dépenses budgétaires	88 153 379	112 040 905	112 239 124	104 126 301

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 119. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Assurer la conformité à la législation et à la réglementation de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes	49 361 846	0	0	0	49 361 846
Production et communication de renseignements financiers	41 322 538	0	0	0	41 322 538
Services internes	13 441 917	0	0	0	13 441 917

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Total	104 126 301	0	0	0	104 126 301

Énumération des autorisations législatives

Tableau 120. Énumération des autorisations législatives - Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Recouvrement des coûts pour la conformité et les activités connexes	0	0	49 361 846
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 639 968	8 398 602	4 475 685

Centre de la sécurité des télécommunications

Raison d'être

Le Centre de la sécurité des télécommunications (CST) est l'organisme national de renseignement étranger (renseignement électromagnétique) ainsi que l'autorité technique nationale en matière de cybersécurité et d'assurance de l'information au Canada.

Le CST fournit des renseignements étrangers indispensables pour informer les décisions du gouvernement du Canada sur une vaste gamme de questions, y compris la sécurité nationale.

L'expertise technique dans le domaine de la cybersécurité du CST lui permet de détecter les menaces, de s'y préparer et de se défendre contre les menaces visant les plus importants réseaux et systèmes du Canada. Le CST est autorisé à prendre des mesures proactives visant à bloquer ou à

entraver les cybermenaces étrangères avant qu'elles ne causent des dommages aux systèmes du Canada. Le CST peut également mener des opérations visant à favoriser l'atteinte des objectifs nationaux.

De plus, le CST fournit une assistance technique et opérationnelle aux organismes fédéraux chargés de l'application de la loi et de la sécurité, c'est-à-dire le ministère de la Défense nationale et les Forces armées canadiennes.

Le ministre de la Défense nationale est responsable du CST.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 121. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Centre de la sécurité des télécommunications

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	879 587 488	906 759 081	930 175 678	977 621 520
Total des crédits votés		879 587 488	906 759 081	930 175 678	977 621 520
Total des postes législatifs		51 660 406	59 150 278	61 522 809	64 061 482
Total des dépenses budgétaires		931 247 894	965 909 359	991 698 487	1 041 683 002

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 122. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Centre de la sécurité des télécommunications

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Défendre et avancer les intérêts et les valeurs du Canada dans l'ensemble du cyberspace et grâce à ce dernier ainsi qu'au renseignement étranger	1 061 532 258	0	0	(19 849 256)	1 041 683 002
Total	1 061 532 258	0	0	(19 849 256)	1 041 683 002

Énumération des autorisations législatives

Tableau 123. Énumération des autorisations législatives - Centre de la sécurité des télécommunications - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	51 657 305	61 522 809	64 061 482

Centre de recherches pour le développement international

Raison d'être

Dans le cadre des activités du Canada en matière d'affaires étrangères et de développement, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) investit dans des activités de recherche et d'innovation de grande qualité, partage des connaissances avec des chercheurs et des décideurs pour orienter les actions aux échelles locale et mondiale, et

mobilise des alliances à l'échelle mondiale pour avoir une plus grande incidence sur la concrétisation de la vision d'un monde plus durable et inclusif.

Le CRDI a été créé en 1970 en vertu d'une loi adoptée par le Parlement du Canada. Il a pour mission « de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en œuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions ».

Le CRDI est dirigé par un conseil pouvant compter jusqu'à 14 gouverneurs et dont le président rend compte au Parlement du Canada par l'entremise du ministre du Développement international.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le rapport annuel du CRDI.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 124. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Centre de recherches pour le développement international

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements au Centre	159 036 540	152 798 272	159 008 876	157 520 169
Total des crédits votés	159 036 540	152 798 272	159 008 876	157 520 169
Total des dépenses budgétaires	159 036 540	152 798 272	159 008 876	157 520 169

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

**Tableau 125. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet -
Budgétaire - Centre de recherches pour le développement international**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Centre de recherches pour le développement international	157 520 169	0	0	0	157 520 169
Total	157 520 169	0	0	0	157 520 169

Chambre des communes

Raison d'être

La Chambre des communes est l'assemblée élue du Parlement du Canada. La Chambre compte 338 députés qui œuvrent au nom des Canadiens dans quatre sphères d'activité (la Chambre, les comités, les caucus et les circonscriptions) et en tant que représentants du Canada. L'Administration de la Chambre appuie fièrement la Chambre des communes et ses députés en leur fournissant les services, l'infrastructure et les conseils dont ils ont besoin pour s'acquitter de leurs rôles de législateurs et de représentants.

Le Président de la Chambre des communes est responsable de cette organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 126. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Chambre des communes

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
--	----------------------------	---	---	---

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	392 743 896	423 319 199	464 200 444	447 532 396
Total des crédits votés		392 743 896	423 319 199	464 200 444	447 532 396
Total des postes législatifs		159 807 887	173 814 534	177 024 543	176 159 598
Total des dépenses budgétaires		552 551 783	597 133 733	641 224 987	623 691 994

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 127. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Chambre des communes

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Députés et agents supérieurs de la Chambre	375 641 364	0	954 555	(2 306 842)	374 289 077
Administration de la Chambre	274 692 598	0	234 664	(25 524 345)	249 402 917
Total	650 333 962	0	1 189 219	(27 831 187)	623 691 994

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 128. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Chambre des communes

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions			
Paiements aux associations parlementaires et de procédure	1 425 007	1 189 219	1 189 219

Énumération des autorisations législatives

Tableau 129. Énumération des autorisations législatives - Chambre des communes - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Députés - Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	101 351 321	105 776 343	108 101 003
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	42 399 920	51 048 200	47 458 595
Députés - Contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires en vertu de la <i>Loi sur les allocations de retraite des parlementaires</i>	16 056 646	20 200 000	20 600 000

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Raison d'être

Le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada (CEE) favorise des relations de travail justes et équitables ainsi que la responsabilisation au sein de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), et ce, en procédant à l'examen de dossiers d'appels en toute impartialité et indépendance. Le CEE présente des conclusions et des recommandations au commissaire de la GRC pour qu'il rende des décisions définitives sur des appels concernant d'importantes questions d'emploi (par exemple des appels de décisions sur des plaintes de harcèlement, des appels de décisions de licencier ou de rétrograder un membre de la GRC ayant contrevenu au code de déontologie de la GRC, de cesser le versement de la solde et des indemnités d'un membre suspendu de ses fonctions ou de licencier un membre pour cause d'invalidité ou de rendement insatisfaisant). En vertu de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* et du *Règlement de la Gendarmerie royale du Canada*, la GRC est tenue de renvoyer les dossiers d'appels devant le CEE, qui les examine et présente ses conclusions et ses recommandations à leur égard.

Le ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du CEE.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 130. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
1 Dépenses du programme	4 398 975	5 814 400	5 814 400	5 916 688
Total des crédits votés	4 398 975	5 814 400	5 814 400	5 916 688
Total des postes législatifs	478 645	651 521	651 521	605 628
Total des dépenses budgétaires	4 877 620	6 465 921	6 465 921	6 522 316

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 131. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Examen indépendant de questions d'emploi concernant la GRC	4 614 222	0	0	0	4 614 222
Services internes	1 908 094	0	0	0	1 908 094
Total	6 522 316	0	0	0	6 522 316

Énumération des autorisations législatives

Tableau 132. Énumération des autorisations législatives - Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	478 645	651 521	605 628

Comité externe d'examen des griefs militaires

Raison d'être

Le Comité externe d'examen des griefs militaires (le Comité) est un tribunal administratif indépendant qui fait rapport au Parlement par l'intermédiaire du ministre de la Défense nationale.

Le Comité examine les griefs militaires qui lui sont renvoyés conformément à l'article 29 de la *Loi sur la défense nationale* et il transmet ses conclusions et recommandations au chef d'état-major de la défense et au membre des Forces armées canadiennes qui a déposé un grief.

La raison d'être du Comité est d'effectuer un examen indépendant et externe des griefs militaires. L'article 29 de la *Loi sur la défense nationale* prévoit que tout officier ou militaire du rang qui s'estime lésé par une décision, un acte ou une omission dans la gestion des affaires des Forces armées canadiennes a le droit de déposer un grief. L'importance de ce droit ne peut être minimisée, car, à quelques exceptions près, il s'agit là de la seule procédure officielle de plainte accessible aux membres des Forces armées canadiennes. Le ministre de la Défense nationale est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sur le rôle, le mandat et la mission du Comité sont fournis sur le site Web du Comité, et dans le plan ministériel.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 133. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Comité externe d'examen des griefs militaires

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	6 321 398	6 430 370	6 827 993	7 478 021
Total des crédits votés	6 321 398	6 430 370	6 827 993	7 478 021
Total des postes législatifs	767 802	654 273	654 273	769 002
Total des dépenses budgétaires	7 089 200	7 084 643	7 482 266	8 247 023

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 134. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Comité externe d'examen des griefs militaires

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Examen indépendant des griefs militaires	5 772 916	0	0	0	5 772 916
Services internes	2 474 107	0	0	0	2 474 107
Total	8 247 023	0	0	0	8 247 023

Énumération des autorisations législatives

Tableau 135. Énumération des autorisations législatives - Comité externe d'examen des griefs militaires - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	767 471	654 273	769 002

Commissariat à l'intégrité du secteur public

Raison d'être

Le Commissariat à l'intégrité du secteur public du Canada (le Commissariat) a été créé afin d'appliquer la *Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles*, qui est entrée en vigueur en avril 2007.

Le commissaire relève directement du Parlement. La présidente du Conseil du Trésor est responsable de déposer au Parlement le plan ministériel et le rapport sur les résultats ministériels du Commissariat.

Le Commissariat contribue à renforcer la reddition de comptes et à accroître la surveillance des activités du gouvernement :

- en fournissant un processus indépendant et confidentiel pour recevoir les divulgations d'actes répréhensibles au sein du secteur public fédéral, ou concernant ce dernier, reçues des fonctionnaires et du grand public, et pour faire enquête sur celles-ci;
- en déposant au Parlement des rapports sur les cas d'actes répréhensibles avérés et en formulant des recommandations de mesures correctives aux administrateurs généraux;
- en offrant un mécanisme qui vise à traiter les plaintes de représailles reçues des fonctionnaires et des anciens fonctionnaires dans le but de résoudre la situation, y compris par l'entremise de la conciliation et des renvois de cas au Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs.

Budget des dépenses de l'organisation

**Tableau 136. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) -
Commissariat à l'intégrité du secteur public**

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	5 249 170	5 169 293	5 169 293	5 503 151
Total des crédits votés		5 249 170	5 169 293	5 169 293	5 503 151
Total des postes législatifs		545 029	569 592	569 592	563 202
Total des dépenses budgétaires		5 794 199	5 738 885	5 738 885	6 066 353

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

**Tableau 137. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet -
Budgétaire - Commissariat à l'intégrité du secteur public**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Les divulgations d'actes répréhensibles et les plaintes de représailles du secteur public	3 746 778	0	50 000	0	3 796 778
Services internes	2 269 575	0	0	0	2 269 575

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Total	6 016 353	0	50 000	0	6 066 353

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 138. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Commissariat à l'intégrité du secteur public

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions			
Contribution qui permet d'obtenir des services de consultation juridique en vertu de la <i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i>	45 425	50 000	50 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 139. Énumération des autorisations législatives - Commissariat à l'intégrité du secteur public - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	545 029	569 592	563 202

Commissariat au lobbying

Raison d'être

Le régime fédéral de lobbying établit des exigences et des normes pour le lobbying transparent et éthique auprès des fonctionnaires fédéraux.

La commissaire au lobbying du Canada, avec l'appui du Commissariat, administre la *Loi sur le lobbying* et le *Code de déontologie des lobbyistes*.

Les principales responsabilités du Commissariat au lobbying sont les suivantes :

- tenir à jour et améliorer le Registre des lobbyistes;
- accroître, par l'éducation, la sensibilisation au régime de lobbying et aux obligations en matière de conformité ainsi que leur compréhension;
- effectuer du travail dans le domaine de la conformité qui est favorable au respect des exigences fédérales en matière de lobbying.

La commissaire est indépendante du gouvernement et relève directement du Parlement. La présidente du Conseil du Trésor dépose au Parlement les plans ministériels et les rapports sur les résultats ministériels du Commissariat.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 140. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commissariat au lobbying

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	4 773 372	4 843 470	5 121 559	5 391 678
Total des crédits votés		4 773 372	4 843 470	5 121 559	5 391 678
Total des postes législatifs		446 410	511 532	573 398	564 309
Total des dépenses budgétaires		5 219 782	5 355 002	5 694 957	5 955 987

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 141. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Commissariat au lobbying

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Réglementation du lobbying	4 357 188	0	0	0	4 357 188
Services internes	1 598 799	0	0	0	1 598 799
Total	5 955 987	0	0	0	5 955 987

Énumération des autorisations législatives

Tableau 142. Énumération des autorisations législatives - Commissariat au lobbying - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	446 410	573 398	564 309

Commissariat aux langues officielles

Raison d'être

Le commissaire aux langues officielles veille à la mise en œuvre intégrale de la *Loi sur les langues officielles*, à protéger les droits linguistiques des Canadiens et des Canadiennes et à promouvoir la dualité linguistique.

L'article 56 de la *Loi sur les langues officielles* énonce ce qui suit : « Il incombe au commissaire de prendre, dans le cadre de sa compétence, toutes les mesures visant à assurer la reconnaissance du statut de chacune des langues officielles et à faire respecter l'esprit de la présente loi et l'intention

du législateur en ce qui touche l'administration des affaires des institutions fédérales, et notamment la promotion du français et de l'anglais dans la société canadienne. »

Ainsi, en vertu de la Loi, le commissaire a pour mandat de prendre, dans le cadre de sa compétence, toutes les mesures nécessaires à la réalisation des trois grands objectifs de la *Loi sur les langues officielles*, soit :

- l'égalité de statut et d'usage du français et de l'anglais au sein du Parlement, du gouvernement du Canada, de l'administration fédérale et des institutions assujetties à la Loi;
- l'épanouissement des communautés de langue officielle au Canada;
- la progression vers l'égalité du français et de l'anglais dans la société canadienne.

Le commissaire aux langues officielles est nommé par commission sous le grand sceau, après approbation par résolution de la Chambre des communes et du Sénat. Le commissaire relève directement du Parlement.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 143. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commissariat aux langues officielles

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1				
Dépenses du programme	19 999 668	20 199 364	20 199 364	22 891 096
Total des crédits votés	19 999 668	20 199 364	20 199 364	22 891 096

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Total des postes législatifs	2 433 254	2 371 184	2 371 184	2 463 129
Total des dépenses budgétaires	22 432 922	22 570 548	22 570 548	25 354 225

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 144. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Commissariat aux langues officielles

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Protection des droits liés aux langues officielles	8 873 979	0	0	0	8 873 979
Avancement du français et de l'anglais dans la société canadienne	8 366 894	0	0	0	8 366 894
Services internes	8 113 352	0	0	0	8 113 352
Total	25 354 225	0	0	0	25 354 225

Énumération des autorisations législatives

Tableau 145. Énumération des autorisations législatives - Commissariat aux langues officielles - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 433 254	2 371 184	2 463 129

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Raison d'être

Commissariat à la protection de la vie privée du Canada

À titre d'agent du Parlement, le commissaire à la protection de la vie privée du Canada relève directement de la Chambre des communes et du Sénat. Le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada (le Commissariat) a pour mandat de surveiller le respect de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, laquelle porte sur les pratiques de traitement des renseignements personnels utilisées par les ministères et organismes fédéraux, de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*, la loi fédérale sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé, ainsi que de certains aspects de la loi canadienne anti-pourriel. Le Commissariat a pour mission de protéger et de promouvoir le droit des individus à la vie privée.

Commissariat à l'information du Canada

La commissaire à l'information du Canada relève directement de la Chambre des communes et du Sénat. Le Commissariat à l'information du Canada s'assure que les droits conférés par la *Loi sur l'accès à l'information* sont respectés, ce qui, ultimement, contribue à accroître la transparence et le caractère responsable des institutions fédérales.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de chaque organisation. Sur le plan administratif, le ministre de la Justice a la responsabilité de soumettre les plans ministériels et les rapports sur les résultats ministériels pour ces organisations.

Budget des dépenses de l'organisation

**Tableau 146. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) -
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada**

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme - Commissariat à l'information du Canada	14 673 725	14 212 216	14 212 216	15 344 268
5	Dépenses du programme - Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	27 543 531	26 250 549	28 452 522	30 553 547
Total des crédits votés		42 217 256	40 462 765	42 664 738	45 897 815
Total des postes législatifs		5 128 437	5 031 029	5 460 095	5 253 130
Total des dépenses budgétaires		47 345 693	45 493 794	48 124 833	51 150 945

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

**Tableau 147. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet -
Budgétaire - Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Protection du droit à la vie privée	24 486 305	0	500 000	0	24 986 305
Transparence gouvernementale	12 018 752	0	0	0	12 018 752
Services internes - Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	9 194 994	0	0	(200 000)	8 994 994
Services internes - Commissariat à l'information du Canada	5 150 894	0	0	0	5 150 894
Total	50 850 945	0	500 000	(200 000)	51 150 945

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 148. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions			
Programme de contributions relatif à la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques</i>	0	500 000	500 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 149. Énumération des autorisations législatives - Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 127 958	5 460 095	5 253 130

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Raison d'être

Le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles est responsable de cette organisation.

En 1946, le Parlement a adopté la *Loi sur le contrôle de l'énergie atomique* et a créé la Commission de contrôle de l'énergie atomique. Celle-ci a le pouvoir de réglementer l'ensemble des activités nucléaires liées au développement et à l'utilisation de l'énergie atomique au Canada.

Plus d'un demi-siècle plus tard, en mai 2000, la *Loi sur la sécurité et la réglementation nucléaires* entrain en vigueur et créait la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN), appelée à succéder à la Commission de contrôle de l'énergie atomique. La CCSN a les responsabilités et les pouvoirs lui permettant de réglementer un secteur qui englobe tous les segments du cycle du combustible nucléaire et une vaste gamme d'utilisations industrielles, médicales et universitaires des substances nucléaires.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de la CCSN.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 150. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission canadienne de sûreté nucléaire

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	40 887 209	51 986 215	52 463 215	52 421 455
Total des crédits votés	40 887 209	51 986 215	52 463 215	52 421 455
Total des postes législatifs	112 078 956	106 601 634	106 601 634	113 713 205
Total des dépenses budgétaires	152 966 165	158 587 849	159 064 849	166 134 660

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 151. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Commission canadienne de sûreté nucléaire

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Réglementation nucléaire	106 972 242	0	6 830 000	0	113 802 242
Services internes	52 332 418	0	0	0	52 332 418
Total	159 304 660	0	6 830 000	0	166 134 660

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 152. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Commission canadienne de sûreté nucléaire

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Subventions pour soutenir les capacités des autochtones et des parties prenantes dans les activités d'engagement et de consultation	0	300 000	600 000
Subventions pour faciliter la recherche, le développement et la gestion des activités qui contribueront à la réalisation des objectifs du Programme de recherche et de soutien	69 581	75 000	75 000
Contributions			
Contributions pour soutenir les capacités des autochtones et des parties prenantes dans les activités d'engagement et de consultation	0	2 020 000	3 185 000
Programme d'aide financière aux participants	2 142 686	2 265 000	2 000 000
Contributions pour faciliter la recherche, le développement et la gestion des activités qui contribueront à la réalisation des objectifs du Programme de recherche et de soutien ainsi que du Programme canadien à l'appui des garanties	2 116 006	970 000	970 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 153. Énumération des autorisations législatives - Commission canadienne de sûreté nucléaire - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses aux termes du paragraphe 21(3) de la <i>Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires</i>	97 315 173	101 056 223	108 605 514
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 763 783	5 545 411	5 107 691

Commission canadienne des droits de la personne

Raison d'être

La Commission canadienne des droits de la personne a été mise sur pied en 1977 en vertu de l'annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, conformément à la *Loi canadienne sur les droits de la personne* (LCDP). La Commission dirige l'application de la LCDP et travaille avec les employeurs pour veiller à la conformité à la *Loi sur l'équité en matière d'emploi* (LEE). La LCDP interdit la discrimination, et la LEE fait la promotion de l'égalité en milieu de travail. Sous la direction du commissaire à l'équité salariale et du commissaire à l'accessibilité, la Commission est également responsable de l'administration et de la mise en application de la *Loi sur l'équité salariale* (LES) et de la *Loi canadienne sur l'accessibilité* (LCA). Ces lois imposent les principes de l'égalité des chances et de la non-discrimination aux ministères et organismes du gouvernement fédéral, aux sociétés d'État et aux organisations du secteur privé sous réglementation fédérale. Enfin, la Commission met à la disposition du Défenseur fédéral du logement des services administratifs et des installations pour soutenir ses tâches et ses fonctions.

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 154. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission canadienne des droits de la personne

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	35 090 580	33 522 865	35 536 147	33 452 380
Total des crédits votés		35 090 580	33 522 865	35 536 147	33 452 380
Total des postes législatifs		4 262 080	4 232 748	4 232 748	4 304 750
Total des dépenses budgétaires		39 352 660	37 755 613	39 768 895	37 757 130

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 155. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Commission canadienne des droits de la personne

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Plaintes	13 248 610	0	0	0	13 248 610
Conformité proactive	9 017 399	0	0	0	9 017 399

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Mobilisation et promotion des intérêts	4 928 351	0	0	0	4 928 351
Services internes	13 071 328	0	0	(2 508 558)	10 562 770
Total	40 265 688	0	0	(2 508 558)	37 757 130

Énumération des autorisations législatives

Tableau 156. Énumération des autorisations législatives - Commission canadienne des droits de la personne - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 261 731	4 232 748	4 304 750

Commission canadienne des grains

Raison d'être

La Commission canadienne des grains (CCG) est un ministère du gouvernement fédéral qui administre les dispositions de la *Loi sur les grains du Canada* (LGC). Aux termes de la LGC, la CCG a pour mandat de fixer et de faire respecter, au profit des producteurs de grain, des normes de qualité pour le grain canadien et de régir la manutention du grain au pays afin d'en assurer la fiabilité sur les marchés intérieurs et étrangers.

La vision de la CCG est d'être un « fournisseur de classe mondiale en matière de services d'assurance de la qualité fondés sur la science ». La CCG rend des comptes au Parlement par l'entremise du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de la Commission canadienne des grains.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 157. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission canadienne des grains

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	6 252 362	5 467 952	5 467 952	5 893 735
Total des crédits votés		6 252 362	5 467 952	5 467 952	5 893 735
Total des postes législatifs		16 835 372	3 355 491	3 355 491	6 276 425
Total des dépenses budgétaires		23 087 734	8 823 443	8 823 443	12 170 160

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 158. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Commission canadienne des grains

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Réglementation des grains	53 640 408	0	0	(41 765 604)	11 874 804
Services internes	27 048 739	0	0	(26 753 383)	295 356

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Total	80 689 147	0	0	(68 518 987)	12 170 160

Énumération des autorisations législatives

Tableau 159. Énumération des autorisations législatives - Commission canadienne des grains - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (<i>Loi de crédits no 4 pour 1994-1995</i>)	16 142 697	2 624 231	5 553 760
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	660 012	731 260	722 665

Commission canadienne du lait

Raison d'être

La Commission canadienne du lait (CCL) est une société d'État fédérale constituée en 1966 aux termes de la *Loi sur la Commission canadienne du lait*. Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire est responsable de cette organisation.

Les objectifs de la CCL selon sa loi comprennent deux volets : permettre aux producteurs de lait et de crème dont l'entreprise est efficace d'obtenir une juste rétribution pour leur travail et leur investissement et assurer aux consommateurs un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de qualité.

La CCL joue un rôle central de facilitateur auprès de l'industrie laitière canadienne. La CCL tient compte des intérêts de tous les intervenants de l'industrie laitière, soit les producteurs, les transformateurs, les transformateurs secondaires, les consommateurs et les gouvernements.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de la CCL.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 160. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission canadienne du lait

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	4 543 733	4 222 621	4 222 621	4 994 571
Total des crédits votés		4 543 733	4 222 621	4 222 621	4 994 571
Total des dépenses budgétaires		4 543 733	4 222 621	4 222 621	4 994 571
Dépenses non budgétaires					
Total des postes législatifs		(2 026 036)	0	0	0
Total des dépenses non budgétaires		(2 026 036)	0	0	0

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 161. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Commission canadienne du lait

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Commission canadienne du lait	4 994 571	0	0	0	4 994 571
Total	4 994 571	0	0	0	4 994 571

Commission canadienne du tourisme

Raison d'être

La Commission canadienne du tourisme exerce ses activités sous le nom de Destination Canada (DC) et a été créée en 1995 en tant qu'organisme de service spécial au sein d'Industrie Canada, puis est devenue une société d'État en 2001 en vertu de la *Loi sur la Commission canadienne du tourisme*.

DC est l'organisme national de marketing touristique du Canada. À titre de société d'État à part entière du gouvernement du Canada, DC a le mandat de veiller à la prospérité et à la rentabilité de l'industrie du tourisme en faisant la promotion du Canada en tant que destination touristique quatre saisons de premier choix concurrentiel internationalement où les voyageurs peuvent vivre des expériences extraordinaires. En partenariat avec le secteur privé, les gouvernements du Canada, des provinces et des territoires, DC collabore avec le secteur du tourisme pour conserver le caractère concurrentiel du Canada et créer de la richesse pour les Canadiens en stimulant la demande pour l'économie touristique.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan d'entreprise de l'organisation.

La ministre du Tourisme et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec est responsable de cette organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 162. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission canadienne du tourisme

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à la Commission	156 225 494	111 152 829	120 903 516	115 967 712
Total des crédits votés	156 225 494	111 152 829	120 903 516	115 967 712
Total des dépenses budgétaires	156 225 494	111 152 829	120 903 516	115 967 712

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 163. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Commission canadienne du tourisme

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Commission canadienne du tourisme	115 967 712	0	0	0	115 967 712
Total	115 967 712	0	0	0	115 967 712

Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada

Raison d'être

La Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada (la Commission) est un organisme autonome institué par le Parlement, qui ne fait pas partie de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Son rôle fondamental consiste à assurer la surveillance civile de la conduite des membres de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions, veillant ainsi à ce que la GRC rende des comptes au public. La Commission s'assure que les plaintes déposées par le public concernant la conduite de membres de la GRC sont examinées de manière équitable et objective. Elle formule des conclusions et des recommandations visant à identifier et à corriger les problèmes relatifs au maintien de l'ordre imputables à la conduite de membres de la GRC ou à des lacunes dans les politiques et les pratiques de la GRC. De plus, la Commission examine certaines activités de la GRC, rend compte aux provinces qui utilisent les services contractuels de la GRC, mène des projets de recherche, organise des activités de sensibilisation et d'éducation du public et fait appel aux services d'observateurs indépendants dans le cadre d'enquêtes sur des incidents graves mettant en cause des membres de la GRC.

Le ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 164. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	11 192 826	14 133 193	14 133 193	14 763 619
Total des crédits votés		11 192 826	14 133 193	14 133 193	14 763 619
Total des postes législatifs		1 286 835	1 573 860	1 573 860	1 515 898
Total des dépenses budgétaires		12 479 661	15 707 053	15 707 053	16 279 517

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 165. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Examen indépendant de la GRC	10 581 686	0	0	0	10 581 686
Services internes	5 697 831	0	0	0	5 697 831
Total	16 279 517	0	0	0	16 279 517

Énumération des autorisations législatives

Tableau 166. Énumération des autorisations législatives - Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale

du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 286 835	1 573 860	1 515 898

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Raison d'être

La Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire (la Commission) est un tribunal administratif créé par le Parlement pour assurer la surveillance civile et indépendante de la police militaire des Forces canadiennes. Le mandat de la Commission est défini dans la partie IV de la *Loi sur la défense nationale*.

Bien qu'elle relève directement du Parlement par l'intermédiaire du ministre de la Défense nationale, la Commission jouit d'une indépendance administrative et légale par rapport au ministère de la Défense nationale et aux Forces armées canadiennes. La Commission ne reçoit aucune directive du ministre de la Défense nationale relativement à son mandat opérationnel.

Des renseignements supplémentaires sur la gestion des finances et des dépenses de l'organisation sont fournis dans les plans ministériels, les rapports annuels, les rapports sur les résultats ministériels, les états financiers prospectifs, les rapports financiers trimestriels et les états financiers annuels.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 167. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	4 223 825	4 408 587	4 750 287	5 101 677
Total des crédits votés		4 223 825	4 408 587	4 750 287	5 101 677
Total des postes législatifs		434 668	447 144	447 144	485 012
Total des dépenses budgétaires		4 658 493	4 855 731	5 197 431	5 586 689

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 168. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Surveillance indépendante de la Police militaire	3 348 435	0	0	0	3 348 435
Services internes	2 238 254	0	0	0	2 238 254
Total	5 586 689	0	0	0	5 586 689

Énumération des autorisations législatives

Tableau 169. Énumération des autorisations législatives - Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	434 668	447 144	485 012

Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Raison d'être

La Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) est un tribunal administratif, responsable et indépendant créé par le Parlement le 1er janvier 1989, pour régler les cas d'immigration et de statut de réfugié de manière efficace, équitable et conforme à la loi. La CISR assure des avantages aux Canadiens : en acceptant seulement les demandeurs d'asile ayant besoin d'une protection, conformément aux obligations internationales et au droit canadien; en contribuant à l'intégrité du système d'immigration, à la sûreté et à la sécurité des Canadiens, à la réputation canadienne de défenseur de la justice et de l'équité pour les personnes, et à la réunification des familles. En prononçant des décisions administratives rapides et équitables, la CISR contribue à la confiance des Canadiens dans leurs institutions démocratiques et, par conséquent, à la qualité de vie au Canada.

Le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 170. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission

de l'immigration et du statut de réfugié

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	256 536 920	300 084 683	300 084 683	303 087 523
Total des crédits votés		256 536 920	300 084 683	300 084 683	303 087 523
Total des postes législatifs		28 940 989	31 617 341	31 617 341	31 420 536
Total des dépenses budgétaires		285 477 909	331 702 024	331 702 024	334 508 059

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 171. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Commission de l'immigration et du statut de réfugié

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Règlement des cas d'immigration et de statut de réfugié	267 736 349	0	0	0	267 736 349
Services internes	66 771 710	0	0	0	66 771 710
Total	334 508 059	0	0	0	334 508 059

Énumération des autorisations législatives

Tableau 172. Énumération des autorisations législatives - Commission de l'immigration et du statut de réfugié - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	28 940 257	31 617 341	31 420 536

Commission de la capitale nationale

Raison d'être

Le ministre des Services publics et de l'Approvisionnement est responsable de cette organisation.

La Commission de la capitale nationale, créée par le Parlement en 1959, exerce le mandat suivant :

- établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale et concourir à leur réalisation afin de doter le siège du gouvernement d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale;
- approuver le design d'édifices et l'utilisation des terrains fédéraux de la région.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan d'entreprise de la Commission de la capitale nationale.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 173. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission de la capitale nationale

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement	82 887 383	69 725 156	69 975 156	69 456 790
5	Paiements à la Commission pour les dépenses en capital	111 341 049	25 040 049	25 040 049	25 313 046
Total des crédits votés		194 228 432	94 765 205	95 015 205	94 769 836
Total des dépenses budgétaires		194 228 432	94 765 205	95 015 205	94 769 836

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 174. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Commission de la capitale nationale

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transferts	Recettes et autres réductions	Total
Commission de la capitale nationale	69 456 790	25 313 046	0	0	94 769 836
Total	69 456 790	25 313 046	0	0	94 769 836

Commission de la fonction publique

Raison d'être

Le président du Conseil privé du Roi pour le Canada est responsable de la Commission de la fonction publique du Canada (l'organisme) conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et du dépôt de son rapport annuel en vertu de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*. L'organisme rend compte indépendamment de l'exercice de son mandat au Parlement.

En collaboration avec les ministères et organismes, il s'emploie à bâtir une fonction publique de demain vouée à l'excellence et représentative de la diversité canadienne. Il sauvegarde l'impartialité politique, protège et promeut le principe du mérite ainsi que l'utilisation des deux langues officielles en matière de recrutement et de dotation. Il appuie les ministères et organismes dans le recrutement de personnes de talent d'un océan à l'autre, grâce à des pratiques, des services et des outils novateurs.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le rapport annuel de l'organisme.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 175. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission de la fonction publique

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	86 982 144	82 040 443	82 030 443	86 342 136
Total des crédits votés	86 982 144	82 040 443	82 030 443	86 342 136
Total des postes législatifs	11 892 045	12 255 890	12 255 890	11 975 528

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Total des dépenses budgétaires	98 874 189	94 296 333	94 286 333	98 317 664

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 176. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Commission de la fonction publique

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Impartialité et embauche dans la fonction publique	73 170 282	0	0	(14 252 000)	58 918 282
Services internes	39 399 382	0	0	0	39 399 382
Total	112 569 664	0	0	(14 252 000)	98 317 664

Énumération des autorisations législatives

Tableau 177. Énumération des autorisations législatives - Commission de la fonction publique - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 885 580	12 255 890	11 975 528

Commission des champs de bataille nationaux

Raison d'être

La Commission des champs de bataille nationaux (CCBN), en tant que gestionnaire du parc des Champs-de-Bataille, permet aux Canadiens et aux Canadiennes de bénéficier du premier parc historique national au Canada et de l'un des plus prestigieux parcs urbains au monde.

La CCBN assume la responsabilité de l'administration, de la gestion, de la conservation et de la mise en valeur du parc des Champs-de-Bataille (situé dans la ville de Québec) ainsi que de la gestion des fonds attribués à cette fin.

La CCBN tient son mandat de la *Loi concernant les champs de bataille nationaux de Québec*, 7-8 Édouard VII, ch. 57, promulguée le 17 mars 1908, et de ses amendements.

La ministre du Patrimoine canadien est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de la CCBN.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 178. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission des champs de bataille nationaux

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	10 840 251	11 337 820	17 439 117	21 702 347
Total des crédits votés		10 840 251	11 337 820	17 439 117	21 702 347

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Total des postes législatifs	3 019 864	2 745 230	2 745 230	2 731 725
Total des dépenses budgétaires	13 860 115	14 083 050	20 184 347	24 434 072

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 179. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Commission des champs de bataille nationaux

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Conservation	14 180 000	0	0	0	14 180 000
Promotion du patrimoine	3 200 000	0	0	0	3 200 000
Services internes	7 054 072	0	0	0	7 054 072
Total	24 434 072	0	0	0	24 434 072

Énumération des autorisations législatives

Tableau 180. Énumération des autorisations législatives - Commission des champs de bataille nationaux - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
--	----------------------------	---	---

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	2 395 340	2 000 000	2 000 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	624 524	745 230	731 725

Commission des débats des chefs

Raison d'être

Le gouvernement a confié à la Commission des débats des chefs le mandat :

- d'exercer ses fonctions de façon impartiale, indépendante et rentable;
- d'organiser deux débats dans le cadre de l'élection générale fédérale, soit un dans chaque langue officielle;
- de présenter un rapport au Parlement (constatations, leçons apprises et recommandations) afin d'orienter la possible création, au moyen d'un texte de loi, d'une Commission des débats des chefs « durable ».

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 181. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission des débats des chefs

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	647 549	3 363 347	3 363 347	3 422 808

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Total des crédits votés	647 549	3 363 347	3 363 347	3 422 808
Total des postes législatifs	51 815	90 389	90 389	90 270
Total des dépenses budgétaires	699 364	3 453 736	3 453 736	3 513 078

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 182. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Commission des débats des chefs

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Organiser les débats des chefs pour les élections générales fédérales	3 513 078	0	0	0	3 513 078
Total	3 513 078	0	0	0	3 513 078

Énumération des autorisations législatives

Tableau 183. Énumération des autorisations législatives - Commission des débats des chefs - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
--	----------------------------	---	---

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	51 815	90 389	90 270

Commission des libérations conditionnelles du Canada

Raison d'être

Le ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales est responsable de cette organisation.

La Commission des libérations conditionnelles du Canada (CLCC) est un tribunal administratif indépendant qui, en vertu de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, a le pouvoir exclusif d'accorder, de refuser, d'annuler, de faire cesser ou de révoquer une semi-liberté ou une libération conditionnelle totale. La CLCC peut aussi ordonner que certains détenus purgent leur peine jusqu'à la fin de leur peine. La CLCC rend également des décisions en matière de libération conditionnelle à l'égard des délinquants incarcérés dans les établissements correctionnels des provinces ou des territoires qui n'ont pas leur propre commission des libérations conditionnelles.

Il appartient à la CLCC de prendre la décision d'ordonner, de refuser d'ordonner ou de révoquer des suspensions du casier en vertu de la *Loi sur le casier judiciaire* et du *Code criminel du Canada*. De plus, la CLCC fait des recommandations en matière de clémence en vertu de la Prérogative royale de clémence. La CLCC a également la responsabilité législative d'ordonner ou de refuser d'ordonner la radiation des dossiers judiciaires relatifs aux condamnations pour des infractions admissibles qui seraient aujourd'hui légales en vertu de la *Loi sur la radiation de condamnations constituant des injustices historiques*.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 184. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission des libérations conditionnelles du Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	61 362 981	62 909 681	62 909 681	65 932 326
Total des crédits votés		61 362 981	62 909 681	62 909 681	65 932 326
Total des postes législatifs		7 413 497	7 408 510	7 408 510	7 337 840
Total des dépenses budgétaires		68 776 478	70 318 191	70 318 191	73 270 166

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 185. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Commission des libérations conditionnelles du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Décisions relatives à la mise en liberté sous condition	42 866 983	0	0	0	42 866 983

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Décisions relatives à la suspension du casier/au pardon et à la radiation et recommandations concernant la clémence	10 298 191	1 455 201	0	0	11 753 392
Application transparente et responsable du processus de mise en liberté sous condition	5 177 172	0	0	0	5 177 172
Services internes	13 972 619	0	0	(500 000)	13 472 619
Total	72 314 965	1 455 201	0	(500 000)	73 270 166

Énumération des autorisations législatives

Tableau 186. Énumération des autorisations législatives - Commission des libérations conditionnelles du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 384 514	7 408 510	7 337 840

Commission du droit d'auteur

Raison d'être

Le mandat de la Commission du droit d'auteur (la Commission) est défini dans la partie VII de la *Loi sur le droit d'auteur*. La loi prévoit que, en tant qu'organisme de régulation économique, la Commission intervient dans trois domaines, soit l'approbation des tarifs pour les œuvres dont les droits sont gérés collectivement, l'octroi de licences pour l'utilisation d'œuvres dont les titulaires sont introuvables et l'arbitrage, advenant qu'une société de gestion collective et un utilisateur ne peuvent s'entendre sur les redevances à être versées.

Le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de la Commission.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 187. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission du droit d'auteur

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	3 586 402	3 918 577	3 918 577	4 045 082
Total des crédits votés	3 586 402	3 918 577	3 918 577	4 045 082
Total des postes législatifs	409 386	433 636	433 636	411 153
Total des dépenses budgétaires	3 995 788	4 352 213	4 352 213	4 456 235

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 188. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Commission du droit d'auteur

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Tarifs et licences liés au droit d'auteur	3 564 988	0	0	0	3 564 988
Services internes	891 247	0	0	0	891 247
Total	4 456 235	0	0	0	4 456 235

Énumération des autorisations législatives

Tableau 189. Énumération des autorisations législatives - Commission du droit d'auteur - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	409 386	433 636	411 153

Commission du droit du Canada

Raison d'être

La Commission du droit du Canada fournit des conseils indépendants sur les améliorations, la modernisation et la réforme en vue d'un système juridique juste qui répond aux besoins changeants de la société canadienne.

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada est responsable de cette organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 190. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission du droit du Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	0	4 106 946	4 106 946	3 705 780
Total des crédits votés	0	4 106 946	4 106 946	3 705 780
Total des postes législatifs	0	187 042	187 042	169 815
Total des dépenses budgétaires	0	4 293 988	4 293 988	3 875 595

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 191. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Commission du droit du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Examen du droit	2 645 894	0	0	0	2 645 894
Services internes	1 229 701	0	0	0	1 229 701
Total	3 875 595	0	0	0	3 875 595

Énumération des autorisations législatives

Tableau 192. Énumération des autorisations législatives - Commission du droit du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	0	187 042	169 815

Commission mixte internationale (section canadienne)

Raison d'être

La Commission mixte internationale a pour mandat la prévention et/ou la résolution prompte et efficace des différends possibles aux termes du Traité des eaux limitrophes et de l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs pour éviter et prévenir des répercussions nuisibles aux relations canado-américaines.

Le Traité des eaux limitrophes a créé la Commission afin qu'elle agisse en tant que conseiller impartial auprès des gouvernements du Canada et des États-Unis. Au Canada, c'est la ministre des Affaires étrangères qui est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le rapport annuel d'activités.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 193. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission mixte internationale (section canadienne)

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	8 322 564	8 659 481	9 495 481	6 901 191
Total des crédits votés		8 322 564	8 659 481	9 495 481	6 901 191
Total des postes législatifs		630 634	612 212	612 212	594 277
Total des dépenses budgétaires		8 953 198	9 271 693	10 107 693	7 495 468

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 194. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Commission mixte internationale (section canadienne)

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Gestion des ressources communes en eau	5 751 098	0	0	0	5 751 098
Gestion de la qualité de l'eau des Grands Lacs	1 744 370	0	0	0	1 744 370
Total	7 495 468	0	0	0	7 495 468

Énumération des autorisations législatives

Tableau 195. Énumération des autorisations législatives - Commission mixte internationale (section canadienne) - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	630 634	612 212	594 277

Conseil canadien des normes

Raison d'être

Le Conseil canadien des normes (CCN) est une société d'État fédérale qui a pour mandat d'encourager une normalisation efficiente et efficace au Canada.

Le CCN coordonne et encadre le système national de normalisation, qui est formé d'organismes canadiens et de Canadiens et de Canadiennes participant à des activités d'élaboration de normes et d'évaluation de la conformité volontaires. Des milliers de Canadiens et de Canadiennes contribuent aux travaux du réseau canadien de normalisation, dont quelque 3 000 bénévoles au sein de comités qui élaborent des normes. Les normes et les pratiques d'évaluation de la conformité sont essentielles au bien-être économique et collectif de la population canadienne. Elles offrent aux entreprises et à l'industrie des assises garantes de succès, et elles facilitent la circulation des biens et des services à l'échelle nationale et internationale.

Le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan d'entreprise de l'organisme.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 196. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Conseil canadien des normes

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements au Conseil	17 967 928	17 805 586	20 115 721	21 397 106
Total des crédits votés	17 967 928	17 805 586	20 115 721	21 397 106
Total des dépenses budgétaires	17 967 928	17 805 586	20 115 721	21 397 106

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 197. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Conseil canadien des normes

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Conseil canadien des normes	21 397 106	0	0	0	21 397 106
Total	21 397 106	0	0	0	21 397 106

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Raison d'être

Créé par le Parlement en 1987, le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés (CEPMB) est un organisme indépendant qui détient des pouvoirs quasi judiciaires.

Il est investi d'un double mandat :

- réglementation – veiller à ce que les prix demandés par les brevetés pour les médicaments brevetés vendus au Canada ne soient pas excessifs;
- établissement de rapports – faire rapport des tendances pharmaceutiques de tous les médicaments ainsi que des dépenses des brevetés dans la recherche et le développement.

Dans l'exécution de son mandat, le CEPMB veille à la protection des Canadiens en s'assurant que les médicaments brevetés ne sont pas vendus au Canada à des prix excessifs et que les intervenants sont tenus informés des tendances relatives aux produits pharmaceutiques.

Le ministre de la Santé est responsable de cet organisme.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du CEPMB.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 198. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	10 808 957	15 740 193	15 740 193	16 423 001
Total des crédits votés		10 808 957	15 740 193	15 740 193	16 423 001
Total des postes législatifs		1 212 571	1 353 481	1 353 481	1 323 046

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Total des dépenses budgétaires	12 021 528	17 093 674	17 093 674	17 746 047

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 199. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Réglementer les prix des médicaments brevetés	14 316 813	0	0	0	14 316 813
Services internes	3 429 234	0	0	0	3 429 234
Total	17 746 047	0	0	0	17 746 047

Énumération des autorisations législatives

Tableau 200. Énumération des autorisations législatives - Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 185 071	1 353 481	1 323 046

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Raison d'être

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) est un tribunal administratif chargé de réglementer et de surveiller les systèmes de radiodiffusion et de télécommunications canadiens dans l'intérêt du public, en plus de protéger la vie privée et d'assurer la sécurité des Canadiens.

Le CRTC rend compte au Parlement par l'entremise de la ministre du Patrimoine canadien.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du CRTC.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 201. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	6 734 942	9 896 828	9 896 828	8 065 740
Total des crédits votés		6 734 942	9 896 828	9 896 828	8 065 740
Total des postes législatifs		8 290 627	9 933 271	9 933 271	9 949 408
Total des dépenses budgétaires		15 025 569	19 830 099	19 830 099	18 015 148

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

**Tableau 202. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet -
Budgétaire - Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications
canadiennes**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Réglementer et surveiller le système de communication	80 828 146	0	0	(66 587 272)	14 240 874
Services internes	24 006 358	0	0	(20 232 084)	3 774 274
Total	104 834 504	0	0	(86 819 356)	18 015 148

Énumération des autorisations législatives

Tableau 203. Énumération des autorisations législatives - Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 290 625	9 933 271	9 949 408

Conseil de recherches en sciences humaines

Raison d'être

Le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie est responsable de cette organisation.

Le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) finance la recherche et la formation en recherche, ce qui permet de mieux comprendre les personnes d'hier et d'aujourd'hui en vue de bâtir un avenir meilleur. Qu'il

s'agisse de famille, de culture ou d'emploi, la recherche concernant les personnes, notamment leur mode de vie, leur conception des choses et leur comportement permet de produire de nouvelles connaissances sur les enjeux qui importent le plus pour les Canadiens.

Le CRSH joue un rôle unique au sein du système canadien des sciences, de la technologie et de l'innovation en attribuant des bourses et des subventions aux chercheurs et aux étudiants qui travaillent individuellement, en petits groupes ou en partenariat afin de cultiver le talent, de susciter de nouvelles idées et d'établir des liens qui permettent de répondre aux besoins de tous les secteurs de la société.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du CRSH.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 204. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Conseil de recherches en sciences humaines

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses de fonctionnement	42 934 952	43 157 521	44 950 202	44 248 882
5 Subventions	1 014 866 402	1 107 095 776	1 112 326 619	1 148 878 654
Total des crédits votés	1 057 801 354	1 150 253 297	1 157 276 821	1 193 127 536
Total des postes législatifs	4 899 923	5 076 991	5 315 250	4 804 359
Total des dépenses budgétaires	1 062 701 277	1 155 330 288	1 162 592 071	1 197 931 895

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 205. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Conseil de recherches en sciences humaines

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Financement de la recherche et formation en sciences humaines	29 936 085	0	696 520 564	0	726 456 649
Soutien institutionnel aux coûts indirects de la recherche	769 005	0	452 358 090	0	453 127 095
Services internes	18 348 151	0	0	0	18 348 151
Total	49 053 241	0	1 148 878 654	0	1 197 931 895

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 206. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Conseil de recherches en sciences humaines

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Fonds de soutien à la recherche	451 486 644	452 358 090	452 358 090
Subventions et bourses	343 052 904	347 361 838	342 331 935

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Fonds Nouvelles frontières en recherche	91 813 561	123 562 580	123 562 580
Fonds de recherche biomédicale du Canada	1 500 000	37 500 000	73 500 000
Bourses d'études supérieures du Canada	75 260 845	72 711 000	70 121 000
Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada	28 935 717	53 130 526	59 762 681
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	5 303 715	7 850 742	10 946 406
Bourses d'études supérieures du Canada Vanier	8 300 000	8 300 000	8 300 000
Chaires d'excellence en recherche du Canada	2 800 000	1 750 000	5 293 962
Chaires de recherche Canada 150	1 750 000	2 100 000	2 100 000
Programme de Subvention de la mobilisation des informations en matière de défense et de sécurité	600 000	221 000	602 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 207. Énumération des autorisations législatives - Conseil de recherches en sciences humaines - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 793 654	5 207 288	4 696 397
Dépenses des revenus en vertu du paragraphe 4(2) de la <i>Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines</i>	106 269	107 962	107 962

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Raison d'être

Le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie est responsable de cette organisation.

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG) est un acteur clé pour ce qui est de faire du Canada un chef de file en matière de découverte et d'innovation. Le CRSNG compte maximiser la valeur des investissements publics dans la recherche et le développement afin de contribuer à la prospérité du Canada et à l'amélioration de la qualité de vie des Canadiens. Compte tenu de l'économie mondiale hautement concurrentielle d'aujourd'hui, le CRSNG joue un rôle clé de soutien quant au réseau d'innovation du Canada. Le CRSNG appuie la recherche qui bénéficie à tous les Canadiens. En rapprochant cette recherche innovatrice avec l'industrie par l'entremise d'initiatives de partenariats, le CRSNG facilite la collaboration entre le secteur privé et le milieu universitaire ainsi que l'accès à la richesse qu'offre le système canadien d'enseignement postsecondaire de premier ordre. Le CRSNG prend part à la formation de la prochaine génération de chercheurs et d'ingénieurs talentueux en accordant des bourses et des allocations de recherche, et accroît la visibilité de la recherche canadienne.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 208. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	58 643 444	52 005 336	57 248 696	58 597 413
5	Subventions	1 315 533 566	1 259 424 499	1 311 295 462	1 318 171 508
Total des crédits votés		1 374 177 010	1 311 429 835	1 368 544 158	1 376 768 921
Total des postes législatifs		7 351 624	6 636 777	7 161 724	7 065 085
Total des dépenses budgétaires		1 381 528 634	1 318 066 612	1 375 705 882	1 383 834 006

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 209. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Financement de la recherche et de la formation en sciences naturelles et en génie	40 873 396	0	1 318 171 508	0	1 359 044 904
Services internes	24 789 102	0	0	0	24 789 102
Total	65 662 498	0	1 318 171 508	0	1 383 834 006

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 210. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

	Dépenses réelles 2022- 2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Subventions et bourses	1 000 297 998	1 010 464 100	1 033 791 400
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	96 265 849	72 798 333	103 509 479
Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada	130 144 510	96 422 066	78 586 304
Bourses d'études supérieures du Canada	49 643 780	50 490 000	51 330 000
Chaires d'excellence en recherche du Canada	9 800 000	10 150 000	24 368 137

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Chaires de recherche Canada 150	8 866 085	9 450 000	9 450 000
Laboratoire-au-marché	0	0	8 786 188
Bourses d'études supérieures du Canada Vanier	8 350 000	8 350 000	8 350 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 211. Énumération des autorisations législatives - Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 351 624	6 958 501	6 861 862
Dépenses des revenus en vertu du paragraphe 4(2) de la <i>Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</i>	0	203 223	203 223

Conseil des Arts du Canada

Raison d'être

Créé en 1957, le Conseil des arts du Canada (CAC) est une société d'État dont le rôle consiste « à favoriser et à promouvoir l'étude et la diffusion des arts, ainsi que la production d'œuvres d'art ». Ses subventions aux artistes et aux organismes artistiques contribuent au dynamisme de la scène artistique canadienne. Ses prix en arts et en sciences célèbrent la créativité de Canadiens exceptionnels. La Banque d'œuvres d'art du CAC est une

collection nationale de plus de 17 000 œuvres d'art contemporain canadien, accessibles au public grâce à ses programmes de location, de prêt et de rayonnement.

La Commission canadienne pour l'UNESCO mène ses activités sous l'autorité générale du CAC.

Le CAC rend compte au Parlement par l'entremise de la ministre du Patrimoine canadien.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 212. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Conseil des Arts du Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements au Conseil	423 422 901	364 238 813	364 946 813	363 758 160
Total des crédits votés	423 422 901	364 238 813	364 946 813	363 758 160
Total des dépenses budgétaires	423 422 901	364 238 813	364 946 813	363 758 160

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 213. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Conseil des Arts du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Conseil des Arts du Canada	363 758 160	0	0	0	363 758 160
Total	363 758 160	0	0	0	363 758 160

Conseil national de recherches du Canada

Raison d'être

Le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie est responsable du Conseil national de recherches du Canada (CNRC).

En tant que principal acteur fédéral de la recherche et du développement technologique au Canada, le CNRC fait progresser les connaissances scientifiques, soutient l'innovation en entreprise et fournit des solutions technologiques aux défis les plus urgents en matière de politiques publiques. En collaboration avec l'industrie, le gouvernement et le milieu universitaire, les experts scientifiques et les conseillers en technologie industrielle du CNRC soutiennent une vaste gamme d'activités scientifiques et d'innovation, notamment en aidant les petites et moyennes entreprises technologiques à intensifier leurs activités, à accéder aux chaînes de valeur mondiales et à devenir compétitives à l'échelle internationale. En conciliant l'avancement des sciences et des technologies émergentes nécessaires à l'économie de demain et le soutien à l'innovation dont les entreprises canadiennes ont besoin pour croître et réussir, le CNRC traduit l'excellence scientifique en innovations qui améliorent la qualité de vie des Canadiens et des peuples du monde. En combinant son solide fondement national et son réseau régional d'infrastructures scientifiques spécialisées à des partenariats internationaux élargis, le CNRC est devenu une plateforme habilitante qui permet de relier diverses expertises au sein du système d'innovation du Canada, concentrant ses efforts sur les objectifs les plus précieux du pays.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 214. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Conseil national de recherches du Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	560 673 079	537 914 382	554 302 608	582 386 328
5	Dépenses en capital	92 886 033	105 785 000	107 444 882	152 061 000
10	Subventions et contributions	612 326 230	651 151 632	687 105 902	610 696 760
Total des crédits votés		1 265 885 342	1 294 851 014	1 348 853 392	1 345 144 088
Total des postes législatifs		204 871 636	253 579 186	255 337 381	249 998 886
Total des dépenses budgétaires		1 470 756 978	1 548 430 200	1 604 190 773	1 595 142 974

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 215. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Conseil national de recherches du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Science et innovation	665 864 291	147 061 000	610 696 760	0	1 423 622 051
Services internes	166 520 923	5 000 000	0	0	171 520 923
Total	832 385 214	152 061 000	610 696 760	0	1 595 142 974

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 216. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Conseil national de recherches du Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Subventions pour le Programme de collaboration en science, en technologie et en innovation	28 592 497	34 010 000	37 397 053
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	9 566 552	8 500 000	5 500 000
Affiliations internationales	609 608	560 000	773 400
Contributions			
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions aux entreprises	429 220 846	433 803 684	375 500 600
Contributions au Programme des observatoires astronomiques internationaux	26 647 171	75 272 512	70 895 511

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contribution à TRIUMF (Laboratoire national canadien pour la recherche en physique nucléaire et en physique des particules)	59 325 000	60 646 436	61 196 196
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions à la Stratégie emploi et compétences jeunesse	19 375 228	21 100 000	21 100 000
Programme de contribution du Centre de production de produits biologiques	975 300	0	17 000 000
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions aux organisations	31 219 301	13 800 000	13 800 000
Contribution en vertu du Programme de collaboration en science, en technologie et en innovation	6 165 894	2 800 000	6 875 000
Paiement de la quote-part versée au Bureau international des poids et mesures	628 833	659 000	659 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 217. Énumération des autorisations législatives - Conseil national de recherches du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépense des recettes conformément à l’alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> (L.R.C. (1985), ch. N-15)	135 865 814	182 000 000	182 000 000
Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	68 705 822	73 337 381	67 998 886

Corporation commerciale canadienne

Raison d’être

La Corporation commerciale canadienne (CCC) est régie par la loi qui l’a créée, soit la *Loi sur la Corporation commerciale canadienne* de 1946. La Loi énonce le mandat général de la CCC, c’est-à-dire contribuer à l’expansion du commerce extérieur du Canada en aidant les exportateurs canadiens à accéder aux marchés étrangers et les acheteurs étrangers à se procurer des marchandises au Canada. La Loi confère aussi à la CCC un certain nombre de pouvoirs, dont la capacité d’effectuer l’exportation de marchandises ou de denrées du Canada, en qualité de mandant ou de mandataire, selon les modalités et dans la mesure qu’elle juge utiles. Par conséquent, la CCC facilite les transactions d’exportation à partir du Canada en négociant et en exécutant des accords d’approvisionnement bilatéraux de gouvernement à gouvernement et en faisant appel à des entreprises canadiennes pour répondre aux besoins d’approvisionnement.

Le financement de la CCC provient principalement de deux sources : un crédit destiné spécifiquement à financer l’exécution par la CCC de l’Accord sur le partage de la production de défense (APPD) entre les États-Unis et le Canada et le recouvrement des coûts de toutes les autres activités internationales payantes.

La CCC rend compte au Parlement par l'intermédiaire de la ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 218. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Corporation commerciale canadienne

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à la Société d'État	13 000 000	13 000 000	13 000 000	13 792 138
Total des crédits votés	13 000 000	13 000 000	13 000 000	13 792 138
Total des dépenses budgétaires	13 000 000	13 000 000	13 000 000	13 792 138

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 219. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Corporation commerciale canadienne

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Corporation commerciale canadienne	13 792 138	0	0	0	13 792 138
Total	13 792 138	0	0	0	13 792 138

École de la fonction publique du Canada

Raison d'être

L'École de la fonction publique du Canada (l'École) est le fournisseur de services d'apprentissage communs de la fonction publique du Canada. L'École a pour mandat législatif de fournir une gamme d'activités d'apprentissage qui renforcent les capacités des employés et des organisations de la fonction publique, et qui favorisent l'excellence de la gestion au sein de la fonction publique.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'École.

La présidente du Conseil du Trésor est responsable de cette organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 220. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - École de la fonction publique du Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	65 558 125	63 502 781	64 084 851	72 079 894
Total des crédits votés		65 558 125	63 502 781	64 084 851	72 079 894
Total des postes législatifs		23 304 614	15 911 766	15 911 766	15 758 877
Total des dépenses budgétaires		88 862 739	79 414 547	79 996 617	87 838 771

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

**Tableau 221. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet -
Budgétaire - École de la fonction publique du Canada**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Apprentissage commun dans la fonction publique	64 122 303	0	0	0	64 122 303
Services internes	23 716 468	0	0	0	23 716 468
Total	87 838 771	0	0	0	87 838 771

Énumération des autorisations législatives

Tableau 222. Énumération des autorisations législatives - École de la fonction publique du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 575 426	9 188 434	9 128 005
Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>	13 724 882	6 723 332	6 630 872

Énergie atomique du Canada limitée

Raison d'être

Le mandat d'Énergie atomique du Canada limitée consiste à faciliter les activités de science et technologie nucléaires et à s'acquitter des responsabilités du gouvernement du Canada en matière de gestion des

déchets radioactifs et de déclasséement.

Le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 223. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Énergie atomique du Canada limitée

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1 083 200 000	1 541 555 307	1 547 315 307	1 591 309 916
Total des crédits votés	1 083 200 000	1 541 555 307	1 547 315 307	1 591 309 916
Total des dépenses budgétaires	1 083 200 000	1 541 555 307	1 547 315 307	1 591 309 916

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 224. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Énergie atomique du Canada limitée

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Déclassement nucléaire et gestion des déchets radioactifs	1 196 510 000	0	0	0	1 196 510 000
Laboratoires nucléaires	235 799 916	159 000 000	0	0	394 799 916
Total	1 432 309 916	159 000 000	0	0	1 591 309 916

Fondation canadienne des relations raciales

Raison d'être

La Fondation canadienne des relations raciales est une société d'État constituée en vertu de la *Loi sur la Fondation canadienne des relations raciales*, qui est entrée en vigueur le 28 octobre 1996. Selon la loi, la société d'État a pour mission « de faciliter, dans l'ensemble du pays, le développement, le partage et la mise en œuvre de toute connaissance ou compétence utile en vue de contribuer à l'élimination du racisme et de toute forme de discrimination raciale » en entreprenant diverses activités qui y sont énoncées en détail.

À titre de ministre responsable de la *Loi sur le multiculturalisme canadien*, la ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le rapport annuel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 225. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Fondation canadienne des relations raciales

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiement à la Fondation	5 115 542	9 000 000	9 000 000	8 992 410
Total des crédits votés	5 115 542	9 000 000	9 000 000	8 992 410
Total des dépenses budgétaires	5 115 542	9 000 000	9 000 000	8 992 410

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 226. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Fondation canadienne des relations raciales

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Fondation canadienne des relations raciales	8 992 410	0	0	0	8 992 410
Total	8 992 410	0	0	0	8 992 410

Gendarmerie royale du Canada

Raison d'être

Le ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales est responsable de cette organisation.

Comme service de police national du Canada, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) est au cœur de l'engagement du gouvernement fédéral à assurer la sécurité de la population canadienne. En combattant le crime à l'échelle municipale, provinciale et territoriale, fédérale et internationale, la GRC apporte des solutions intégrées en matière de sécurité, une cohérence dans son rôle fédéral et une présence d'un océan à l'autre.

Le mandat de la GRC, tel que le définit l'article 18 de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*, comporte de multiples facettes, dont les suivantes : prévention du crime et enquêtes criminelles, maintien de l'ordre et de la paix, exécution des lois, contribution à la sécurité nationale, protection des représentants de l'État, des dignitaires en visite et des missions à l'étranger, et prestation de services de soutien opérationnel cruciaux à des services de police et organismes d'application de la loi au Canada et à l'étranger.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 227. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Gendarmerie royale du Canada

		Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	3 267 126 325	3 109 941 360	3 384 834 023	3 013 671 333
5	Dépenses en capital	288 234 933	284 004 352	376 977 560	262 584 846
10	Subventions et contributions	527 235 621	201 445 483	760 969 616	24 845 483

		Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
15	Paiements liés aux prestations d'invalidité et soins de santé pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada	0	0	0	952 069 789
Total des crédits votés		4 082 596 879	3 595 391 195	4 522 781 199	4 253 171 451
Total des postes législatifs		1 724 842 202	571 228 366	589 848 954	594 584 648
Total des dépenses budgétaires		5 807 439 081	4 166 619 561	5 112 630 153	4 847 756 099

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 228. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Gendarmerie royale du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services de police contractuels et autochtones	4 146 860 483	150 802 635	6 661 842	(2 015 996 831)	2 288 328 129
Services de police fédérale	1 129 014 782	14 199 741	1 446 207	(2 000 000)	1 142 660 730
Services de police spécialisés	665 757 445	38 680 252	21 737 434	(28 176 154)	697 998 977

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services internes	676 216 203	58 902 218	0	(16 350 158)	718 768 263
Total	6 617 848 913	262 584 846	29 845 483	(2 062 523 143)	4 847 756 099

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 229. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Gendarmerie royale du Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Plan de prestations des survivants de la GRC	2 610 676	2 586 483	2 586 483
Subvention pour promouvoir l'application de la loi par le biais de la prévention du crime, la formation et les relations publiques	916 239	1 375 000	1 375 000
Total des postes législatifs	3 511 604	5 000 000	5 000 000
Contributions			
Contributions aux provinces, aux territoires et aux communautés autochtones et/ou à d'autres communautés ou organismes (sans but lucratif)	88 258	20 584 000	20 884 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 230. Énumération des autorisations législatives - Gendarmerie royale du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Pensions et autres prestations des employés - Membres de la GRC	1 614 560 617	493 004 878	513 251 950
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	106 513 206	91 844 076	76 332 698
Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R.C. (1970), ch. R-10)	3 511 604	5 000 000	5 000 000

Instituts de recherche en santé du Canada

Raison d'être

Les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) sont l'organisme du gouvernement du Canada chargé d'investir dans la recherche en santé. Ils ont été créés en juin 2000 en vertu de la *Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada* avec le mandat « d'exceller, selon les normes internationales reconnues de l'excellence scientifique, dans la création de nouvelles connaissances et leur application en vue d'améliorer la santé de la population canadienne, d'offrir de meilleurs produits et services de santé, et de renforcer le système de santé au Canada ».

Le mandat des IRSC vise à transformer la recherche en santé au Canada, conformément à l'éthique :

- en finançant la recherche libre et la recherche priorisée;
- en renforçant la capacité de recherche dans des secteurs peu explorés et en formant la prochaine génération de chercheurs en santé;
- en mettant l'accent sur l'application des connaissances qui facilite l'utilisation des résultats de la recherche et la transformation de ces

résultats en nouvelles politiques, pratiques, procédures, produits et services.

Les IRSC investissent dans l'excellence en recherche dans le cadre de leur responsabilité essentielle, le financement de la recherche et la formation en santé, et de leurs trois programmes :

- recherche libre : fonds de recherche dans tout domaine lié à la santé visant la découverte et l'application de connaissances;
- formation et soutien professionnel : bourses offertes directement à la génération actuelle et à la prochaine génération de chercheurs prometteurs pour soutenir la formation ou le perfectionnement professionnel;
- recherche priorisée : subventions et bourses ciblées dans les domaines prioritaires.

Le ministre de la Santé est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 231. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Instituts de recherche en santé du Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1				
Dépenses de fonctionnement	70 194 453	72 521 635	71 788 436	76 150 771
5				
Subventions	1 258 419 241	1 270 253 442	1 283 479 883	1 284 600 360

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Total des crédits votés	1 328 613 694	1 342 775 077	1 355 268 319	1 360 751 131
Total des postes législatifs	8 298 214	8 865 704	8 865 704	8 809 589
Total des dépenses budgétaires	1 336 911 908	1 351 640 781	1 364 134 023	1 369 560 720

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 232. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Instituts de recherche en santé du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Financement de la recherche et de la formation en santé	38 820 991	0	1 284 600 360	0	1 323 421 351
Services internes	46 139 369	0	0	0	46 139 369
Total	84 960 360	0	1 284 600 360	0	1 369 560 720

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 233. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Instituts de recherche en santé du Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
--	----------------------------	---	---

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Subventions pour les projets de recherche et le soutien du personnel	1 139 511 929	1 149 345 057	1 142 493 493
Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada	38 748 944	47 227 134	58 407 137
Bourses d'études supérieures du Canada	36 226 076	39 047 500	41 847 500
Subventions d'appui aux instituts	15 872 158	15 781 200	15 625 723
Chaires d'excellence en recherche du Canada	4 200 000	5 800 000	13 137 901
Bourses d'études supérieures du Canada Vanier	8 320 833	8 350 000	8 350 000
Chaires de recherche Canada 150	2 700 000	2 700 000	2 700 000
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	1 634 927	1 555 416	2 038 606

Énumération des autorisations législatives

Tableau 234. Énumération des autorisations législatives - Instituts de recherche en santé du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 298 214	8 865 704	8 809 589

Investir au Canada

Raison d'être

Investir au Canada a été constitué comme établissement public en 2018, après l'entrée en vigueur de la *Loi sur Investir au Canada*. En vue de soutenir la prospérité économique du Canada et d'y stimuler l'innovation, Investir au Canada a pour mission de :

- promouvoir, d'attirer et de faciliter les investissements directs étrangers au Canada;
- coordonner les efforts du gouvernement et ceux du secteur privé et des autres intervenants en matière d'investissement direct étranger au Canada.

La ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel d'Investir au Canada.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 235. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Investir au Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	33 024 123	33 986 146	33 986 146	33 075 156
Total des crédits votés		33 024 123	33 986 146	33 986 146	33 075 156

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Total des dépenses budgétaires	33 024 123	33 986 146	33 986 146	33 075 156

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 236. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Investir au Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Attirer de l'investissement direct étranger	26 474 845	0	0	0	26 474 845
Services internes	6 600 311	0	0	0	6 600 311
Total	33 075 156	0	0	0	33 075 156

La Société des ponts fédéraux Limitée

Raison d'être

La Société des ponts fédéraux Limitée (SPFL) est une société d'État mère, initialement créée en 1998. Elle a été ensuite fusionnée avec la Société du pont de la rivière Sainte-Marie, une filiale en propriété exclusive, le 27 janvier 2015, et l'Administration du pont Blue Water, une société d'État mère, le 1er février 2015. La SPFL fournit une fonction de surveillance et de responsabilité au gouvernement du Canada pour des ponts internationaux particuliers et des structures connexes en Ontario, incluant les parties canadiennes des ponts internationaux à Cornwall, à Lansdowne, à Sault Ste. Marie et à Point Edward.

La SPFL rend compte au Parlement par l'entremise du ministre des Transports.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 237. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - La Société des ponts fédéraux Limitée

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à la Société	4 423 000	7 381 000	7 381 000	17 923 000
Total des crédits votés	4 423 000	7 381 000	7 381 000	17 923 000
Total des dépenses budgétaires	4 423 000	7 381 000	7 381 000	17 923 000

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 238. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - La Société des ponts fédéraux Limitée

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
La Société des ponts fédéraux Limitée	1 019 000	16 904 000	0	0	17 923 000
Total	1 019 000	16 904 000	0	0	17 923 000

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

Raison d'être

Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée est une société d'État constituée en 1978. Sa mission est de voir à la gestion, à l'entretien et à la réfection d'infrastructures et de propriétés de juridiction fédérale, telles que ponts, autoroutes et tunnels, situées dans la grande région métropolitaine de Montréal. La société d'État est responsable du pont Jacques-Cartier, du pont de contournement de l'Île des Sœurs (qui n'est plus en service et dont la déconstruction est en cours), du tronçon fédéral du pont Honoré-Mercier, ainsi que de leurs approches, du tunnel de Melocheville, du tronçon fédéral de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade et du programme Héritage Champlain du projet de déconstruction du pont Champlain d'origine.

Le ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le résumé du plan d'entreprise de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 239. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à la société	205 277 430	144 126 071	231 671 430	262 413 187
Total des crédits votés	205 277 430	144 126 071	231 671 430	262 413 187

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Total des dépenses budgétaires	205 277 430	144 126 071	231 671 430	262 413 187

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 240. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	194 724 337	67 688 850	0	0	262 413 187
Total	194 724 337	67 688 850	0	0	262 413 187

Marine Atlantique S.C.C.

Raison d'être

Marine Atlantique S.C.C. (Marine Atlantique) est une société d'État mère créée en 1986 en vertu de la *Loi autorisant l'acquisition de Marine Atlantique S.C.C.*, et elle a remplacé la Canadian National Marine pour fournir un service de traversier à longueur d'année prévu par la Constitution, entre North Sydney, en Nouvelle-Écosse, et Port aux Basques, à Terre-Neuve-et-Labrador (T.-N.-L.). Il s'agit du seul service de traversier au pays prévu dans la Constitution. La société exploite également un service non constitutionnel saisonnier, entre North Sydney et Argentia, à T.-N.-L. Marine Atlantique assure le transport d'environ 25 % de tous les visiteurs non-résidents vers T.-N.-L. ainsi que le transport de 66 % des marchandises et de 90 % des

denrées périssables et d'une durée de vie critique. Le service est considéré comme vital pour les entreprises du Canada qui participent à l'économie régionale et pour la circulation des personnes en provenance et à destination de l'île de Terre-Neuve.

Le ministre des Transports est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 241. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Marine Atlantique S.C.C.

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à la société	132 120 769	189 617 507	211 305 507	159 010 958
Total des crédits votés	132 120 769	189 617 507	211 305 507	159 010 958
Total des dépenses budgétaires	132 120 769	189 617 507	211 305 507	159 010 958

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 242. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Marine Atlantique S.C.C.

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Marine Atlantique S.C.C.	119 864 958	39 146 000	0	0	159 010 958
Total	119 864 958	39 146 000	0	0	159 010 958

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Raison d'être

Le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire a été créé en 1868, un an après la Confédération, en raison de l'importance de l'agriculture pour le développement économique, social et culturel du Canada. Aujourd'hui, le Ministère aide à réunir les conditions propices à la rentabilité, à la durabilité et à l'adaptabilité à long terme du secteur agricole canadien. Agriculture et Agroalimentaire Canada appuie le secteur au moyen d'initiatives qui favorisent l'innovation, la compétitivité et la gestion proactive des risques. Son but est de positionner les industries de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels de façon à ce qu'elles puissent réaliser leur plein potentiel en tirant parti des nouveaux débouchés sur les marchés nationaux et internationaux en croissance.

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 243. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	652 042 372	463 606 864	646 199 992	662 147 698
5	Dépenses en capital	47 768 204	31 963 435	54 540 230	66 820 123
10	Subventions et contributions	711 409 346	513 062 360	889 684 110	799 514 734
Total des crédits votés		1 411 219 922	1 008 632 659	1 590 424 332	1 528 482 555
Total des postes législatifs		2 195 324 996	818 439 880	2 371 813 403	2 213 541 119
Total des dépenses budgétaires		3 606 544 918	1 827 072 539	3 962 237 735	3 742 023 674
Dépenses non budgétaires					
Total des postes législatifs		(21 426 811)	0	0	0
Total des dépenses non budgétaires		(21 426 811)	0	0	0

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 244. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Risques du secteur	78 747 868	3 588 666	1 899 202 618	(1 000 000)	1 980 539 152

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Science et innovation	417 740 649	56 914 557	434 186 199	(25 000 000)	883 841 405
Marchés nationaux et internationaux	100 700 026	1 704 900	606 707 947	(8 311 968)	700 800 905
Services internes	200 230 212	4 612 000	0	(28 000 000)	176 842 212
Total	797 418 755	66 820 123	2 940 096 764	(62 311 968)	3 742 023 674

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 245. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Subventions à l'appui du programme de collaboration internationale	7 626 707	1 433 000	3 643 000
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	400 000	2 730 000	2 730 000
Défi – Technologies propres en agriculture	0	0	2 000 000
Total des postes législatifs	613 843 763	125 765 919	456 137 473
Contributions			

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions à l'appui des programmes à coûts partagés exécutés par les provinces et les territoires dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	217 923 524	0	261 911 236
Contributions à l'appui du volet Mesures à la ferme pour le climat du programme Solutions agricoles pour le climat	96 124 452	108 600 725	111 651 703
Paiements de contribution à l'appui du Programme d'investissement à la ferme pour la volaille et les œufs dans le cadre des initiatives de gestion de l'offre	73 474 515	80 000 000	103 760 000
Contributions à l'appui du programme des technologies propres en agriculture	57 999 125	111 116 071	95 035 071
Paiements de contribution à l'appui du Fonds d'investissement dans la transformation des produits sous gestion de l'offre dans le cadre des initiatives de gestion de l'offre	19 500 000	58 500 000	85 500 000
Contributions à l'appui du programme Agri-science dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	34 905 836	0	38 474 750
Contributions à l'appui du programme Agri-marketing dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	20 205 293	0	21 858 764

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions à l'appui du programme Agri-innovover dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	11 205 339	0	17 456 667
Contributions pour soutenir les Solutions agricoles pour le climat	6 250 000	12 500 000	12 500 000
Stratégie emploi et compétences jeunesse	3 017 812	11 752 543	11 752 543
Contributions à l'appui du programme Agri-assurance dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	13 473 420	0	10 040 000
Contributions à l'appui du programme canadien des priorités stratégiques de l'agriculture	11 879 224	4 831 000	7 331 000
Paiements de contribution à l'appui du Programme de développement des marchés de la volaille et des œufs dans le cadre des initiatives de gestion de l'offre	6 000 000	7 000 000	5 240 000
Contributions à l'appui du programme Agri-compétitivité dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	6 408 230	3 466 626	4 130 000
Paiements de contribution pour le programme de préparation de l'industrie à la peste porcine africaine	0	16 500 000	3 500 000
Contributions à l'appui du programme Agri-diversité dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	1 057 035	0	1 000 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Total des postes législatifs	1 507 501 527	631 755 474	1 684 444 557

Énumération des autorisations législatives

Tableau 246. Énumération des autorisations législatives - Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Paiements de contribution pour le programme Agri-protection (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	1 052 520 171	1 033 783 000	1 033 783 000
Paiements de contribution pour le programme Agri-stabilité (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	331 747 545	339 658 188	339 658 188
Paiements de subventions pour le Programme de paiements directs pour les producteurs laitiers (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	458 980 887	300 000 000	250 000 000
Paiements de subvention pour le programme Agri-investissement (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	142 412 528	124 463 207	153 974 143
Paiements de contribution pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole - Agri-relance (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	49 573 001	254 713 335	118 513 335
Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> (L.C. 1997, ch. C-34)	59 512 358	147 547 187	115 600 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	68 436 797	83 549 870	71 012 052
Paiements de subvention pour le programme Agri-stabilité (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	12 458 106	52 063 330	52 063 330
Paiements de contribution pour le Fonds d'innovation et d'investissement dans l'industrie laitière (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	0	0	40 000 000
Paiements de contribution pour le programme Agri-investissement (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	21 472 556	16 711 451	19 779 021
Prêts garantis en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts agricoles</i>	(459 931)	13 111 013	13 111 013
Paiements de contribution pour le programme d'assurance des prix du bétail (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	0	4 000 000	4 000 000
Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>)	(68 499)	2 018 122	1 848 437
Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> (L.R.C. (1985), ch. F-4)	0	100 000	100 000
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 400	94 700	98 600

Ministère de l'Emploi et du Développement social

Raison d'être

Le ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et des Langues officielles, la ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, le ministre des Services aux citoyens, le ministre du Travail et des Aînés, la ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap et la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse sont responsables de cette organisation.

La mission d'Emploi et Développement social Canada (EDSC), y compris le Programme du travail et Service Canada, est de bâtir un Canada plus fort et plus inclusif, d'aider les Canadiens et les Canadiennes à mener une vie productive et gratifiante, et d'améliorer leur qualité de vie.

EDSC fournit une gamme de programmes et de services qui touchent les Canadiens et les Canadiennes tout au long de leur vie. Le Ministère garantit aux aînés un revenu de base, appuie les travailleurs sans emploi, aide les étudiants à financer leurs études postsecondaires et soutient les parents qui élèvent de jeunes enfants. Le Programme du travail est responsable des lois et des politiques s'appliquant aux milieux de travail de compétence fédérale. Service Canada aide les citoyens à accéder aux programmes d'EDSC, de même qu'à d'autres programmes et services du gouvernement du Canada.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 247. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de l'Emploi et du Développement social

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	1 362 431 492	1 273 326 965	1 441 781 742	1 296 715 593
5	Subventions et contributions	10 079 866 411	9 892 285 081	10 121 866 980	10 185 640 405
-	Radiation des dettes - Prêts canadiens aux étudiants et Prêts canadiens aux apprentis	220 563 466	0	215 518 566	0
Total des crédits votés		11 662 861 369	11 165 612 046	11 779 167 288	11 482 355 998
Total des postes législatifs		76 489 375 962	82 986 698 892	82 330 463 309	87 249 864 095
Total des dépenses budgétaires		88 152 237 331	94 152 310 938	94 109 630 597	98 732 220 093
Dépenses non budgétaires					
Total des postes législatifs		361 874 713	161 519 650	1 421 784 376	1 209 884 072
Total des dépenses non budgétaires		361 874 713	161 519 650	1 421 784 376	1 209 884 072

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 248. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Ministère de l'Emploi et du Développement social

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Régimes de pension et prestations	916 878 816	0	81 818 074 235	(375 492 763)	82 359 460 288
Développement social	81 745 919	0	7 849 243 265	0	7 930 989 184
Apprentissage, développement des compétences et emploi	2 045 621 510	0	6 546 702 375	(1 361 745 305)	7 230 578 580
Diffusion d'information et prestation de services au nom d'autres ministères	599 204 881	0	0	0	599 204 881
Conditions et relations de travail	131 343 200	0	67 140 787	(900 000)	197 583 987
Services internes	1 167 648 689	0	0	(753 245 516)	414 403 173
Total	4 942 443 015	0	96 281 160 662	(2 491 383 584)	98 732 220 093

Tableau 249. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Non budgétaire - Ministère de l'Emploi et du Développement social

	Total
Apprentissage, développement des compétences et emploi	1 209 884 072
Total	1 209 884 072

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 250. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Ministère de l'Emploi et du Développement social

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Stratégie canadienne en matière d'apprentissage	23 871 136	114 339 322	114 339 322
Programme Nouveaux Horizons pour les aînés	61 085 755	74 340 000	64 340 000
Prestation canadienne d'urgence	672 700	43 333 560	43 333 560
Subventions pour des projets de petite envergure du Fonds pour l'accessibilité	77 798 896	20 650 000	24 772 000
Subventions aux organismes sans but lucratif pour les activités admissibles à l'aide financière du Programme de partenariats pour le développement social	9 656 509	21 141 707	20 191 707
Subventions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes	0	42 550 000	18 300 000
Programme de financement du travail	7 303 000	7 303 000	11 885 787
Allocation canadienne aux parents de jeunes victimes de crimes	593 190	10 000 000	10 000 000
Programme de financement des objectifs de développement durable	100 000	4 600 000	4 600 000
Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants	227 740	2 091 532	2 091 532
Données sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants et programme de recherche	240 000	1 375 000	1 695 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Mesures de soutien pour l'information sur le marché du travail au Canada	1 215 000	1 265 000	1 265 000
Fonds pour la prévention du harcèlement et de la violence en milieu de travail	0	1 000 000	1 000 000
Programme stratégique de mobilisation des partenaires et de recherche	654 000	100 000	100 000
Total des postes législatifs	74 172 703 565	80 656 420 882	85 016 854 560
Contributions			
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux autres organismes publics, aux organisations, aux groupes, aux collectivités, aux employeurs et aux particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation de ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	1 069 455 571	915 716 329	855 903 760
Contributions aux gouvernements provinciaux et territoriaux, conseils de bande ou de tribu, détenteurs d'accord du Programme de formation pour les compétences et l'emploi destiné aux Autochtones, administrations municipales, organismes sans but lucratif, associations professionnelles, entreprises et organisations du secteur privé, consortiums, groupes de l'industrie, syndicats, organismes de réglementation, associations spéciales, établissements de santé publique, commissions scolaires, universités, collèges, cégeps, conseils sectoriels, conseils intersectoriels afin d'accroître la compétitivité et la productivité des milieux de travail en favorisant l'investissement dans les compétences de même que la reconnaissance et l'utilisation des compétences	668 883 117	972 479 477	442 319 239

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Initiative de transformation de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants autochtones	225 451 743	391 369 429	374 000 952
Contributions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, à des organismes et instituts de recherche et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour aider les jeunes Canadiens à acquérir une expérience de travail et de vie tout en soutenant le service aux collectivités	47 975 447	92 787 500	68 448 500
Stratégie d'innovation sociale et de finance sociale	135 460 416	113 372 736	60 000 000
Contributions à des organisations afin d'appuyer le développement des ressources humaines, la croissance économique, la création d'emplois et le maintien en poste dans les communautés minoritaires de langue officielle	14 643 631	13 900 000	48 701 440
Paiements aux organismes sans but lucratif pour mettre au point des activités d'éducation et de sensibilisation de portée nationale ou provinciale/territoriale/régionale afin de réduire l'incidence de la violence et de la fraude à l'égard des aînés	12 008 035	24 965 317	35 562 105
Contributions dans le but de compléter le Cadre multilatéral d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (AGJE) et le Cadre d'AGJE autochtones, pour favoriser des approches novatrices et améliorer les données et la recherche en matière d'AGJE	9 780 878	16 757 392	27 293 896

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou des affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne	447 500 886	44 971 707	17 237 957
Contributions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes	113 282 453	113 084 276	3 209 000
Fonds pour la prévention du harcèlement et de la violence en milieu de travail	3 348 682	2 500 000	2 500 000
Programme de financement du travail	625 059	2 500 000	2 500 000
Total des postes législatifs	1 197 472 211	1 353 880 914	1 078 665 697
Autres paiements de transfert			
Paiements aux provinces et aux territoires aux fins de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants	5 190 359 972	6 104 192 877	7 208 049 648
Ententes sur le développement de la main-d'œuvre	922 000 000	722 000 000	722 000 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 251. Énumération des autorisations législatives - Ministère de l'Emploi et du Développement social - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9)	52 737 283 412	57 121 000 000	61 064 000 000
Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9)	16 100 638 016	17 694 000 000	19 277 000 000
Bourses canadiennes aux fins d'études destinées aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	3 367 941 806	2 437 060 217	1 888 125 325
Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	1 281 695 138	1 474 618 785	1 172 494 451
Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants (<i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i>)	1 031 795 731	1 030 000 000	1 070 000 000
Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9)	575 161 168	650 000 000	748 000 000
Dépenses des recettes conformément au paragraphe 5.2(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social</i>	402 943 029	514 258 462	575 965 790
Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (<i>Loi canadienne sur l'épargne-invalidité</i>)	466 813 648	459 486 803	505 020 056

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	418 526 374	370 128 765	351 316 002
Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (<i>Loi canadienne sur l'épargne-invalidité</i>)	177 800 665	193 075 192	224 054 179
Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu (<i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i>)	156 645 448	171 000 000	190 000 000
Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	(113 235 624)	65 150 264	54 037 545
Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité (<i>Loi sur le programme de protection des salariés</i>)	19 150 841	49 250 000	49 250 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R.C. (1985), ch. G-5) et à des marins marchands (L.R.C. (1985), ch. M-6)	24 496 658	31 444 511	31 444 511
Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	144 384 091	30 288 647	23 565 500
Paiements pour la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	155 397 060	18 296 326	14 963 422
Paiements pour la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement en vertu de la <i>Loi sur la prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement</i>	18 910 388	15 082 243	8 782 824
Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i>	2 883 127	4 751 504	4 236 835
Prestation universelle pour la garde d'enfants (<i>Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants</i>)	(1 479 517)	2 000 000	1 400 000
Redressements du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique (<i>Loi sur l'assurance du service civil</i>)	0	145 000	145 000
Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 400	94 700	98 600

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et des Langues officielles – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 400	94 700	98 600
Ministre du Travail et des Aînés – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 400	94 700	98 600
Ministre des Services aux citoyens – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	0	0	98 600
Ministre d'État (Ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap) – Allocation pour automobile (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	2 000	2 000	2 000
Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	4 098 451	301 797	(2 084 284)
Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	(1 759 986)	(1 161 307)	(2 249 461)

Tableau 252. Énumération des autorisations législatives - Ministère de l'Emploi et du Développement social - Non budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
--	----------------------------	---	---

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	355 086 730	1 405 697 399	1 189 417 895
Prêts consentis en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i>	6 787 983	16 086 977	20 466 177

Ministère de l'Environnement

Raison d'être

Le ministre de l'Environnement et du Changement climatique est responsable de cette organisation.

Environnement et Changement climatique Canada dirige et soutient un large éventail d'enjeux environnementaux, notamment en prenant des mesures visant la croissance propre et les changements climatiques, la pollution, la préservation de la nature et les prévisions des conditions météorologiques et environnementales. Le Ministère aborde ces questions par le biais de diverses mesures et initiatives, notamment en dirigeant les efforts du Canada en vue d'une transition vers une économie nette zéro et en renforçant la résilience face aux changements climatiques, en protégeant davantage nos terres et nos eaux, en renforçant la protection et le rétablissement des espèces en péril et de leurs habitats, et en fournissant des renseignements environnementaux et météorologiques aux Canadiens. Pour réaliser son mandat, le Ministère travaille avec les provinces, les territoires, les peuples autochtones, la société civile, l'industrie et les partenaires internationaux, et entreprend des activités de surveillance, de recherche scientifique, d'élaboration de politiques et de règlements, et d'application des lois et des règlements environnementaux.

L'orientation des programmes du Ministère tient compte de l'interdépendance entre la durabilité de l'environnement et le bien-être économique.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel d'Environnement et Changement climatique Canada.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 253. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de l'Environnement

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	1 084 948 723	998 976 093	1 131 132 746	1 164 015 083
5	Dépenses en capital	80 092 785	100 902 516	108 070 936	92 162 753
10	Subventions et contributions	641 102 380	1 234 196 797	1 255 691 958	1 382 418 335
Total des crédits votés		1 806 143 888	2 334 075 406	2 494 895 640	2 638 596 171
Total des postes législatifs		123 538 130	112 002 268	288 643 493	122 373 055
Total des dépenses budgétaires		1 929 682 018	2 446 077 674	2 783 539 133	2 760 969 226

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 254. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Ministère de l'Environnement

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Prendre des mesures visant la croissance propre et les changements climatiques	179 805 172	8 976 555	848 095 853	0	1 036 877 580
Préservation de la nature	259 929 148	18 189 074	461 376 263	(2 773 940)	736 720 545
Prévention et gestion de la pollution	380 073 541	21 985 834	66 662 681	(18 404 375)	450 317 681
Prévisions des conditions météorologiques et environnementales	285 245 240	32 312 290	6 283 538	(51 953 992)	271 887 076
Services internes	255 889 929	10 699 000	0	(1 422 585)	265 166 344
Total	1 360 943 030	92 162 753	1 382 418 335	(74 554 892)	2 760 969 226

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 255. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Ministère de l'Environnement

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Subventions à l'appui de la participation du Canada au financement international de la lutte contre les changements climatiques	11 282 500	22 972 500	23 460 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subvention pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	3 517 500	3 517 500	3 740 000
Subventions à l'appui de la prise de mesures sur la croissance propre et les changements climatiques	560 560	4 378 560	3 650 000
Subventions à l'appui du Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone	0	5 000 000	2 500 000
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	1 024 148	1 600 000	1 600 000
Subventions à l'appui de Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens	18 000	44 000	44 000
Contributions			
Contribution à la Fédération canadienne des municipalités pour le Fonds municipal vert	0	0	530 000 000
Contributions à l'appui du Fonds canadien pour la nature	243 135 370	291 119 961	309 608 419
Contributions à l'appui du Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone	190 825 185	654 384 738	226 993 665
Contributions à l'appui de la préservation de la nature	73 674 267	139 166 527	147 966 304
Contributions à l'appui de la prévention et de la gestion de la pollution	33 930 857	33 107 530	46 669 664

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions à l'appui de la prise de mesures sur la croissance propre et les changements climatiques	25 485 021	25 872 641	32 253 411
Contributions à l'appui de la participation du Canada au financement international de la lutte contre les changements climatiques	31 450 000	21 750 000	22 000 000
Contributions à l'appui du Programme de la Stratégie emploi et compétences jeunesse	14 337 000	18 054 021	18 071 803
Contributions à l'appui des prévisions des conditions météorologiques et environnementales	3 766 638	3 464 503	3 671 753
Contribution obligatoire à la Commission de coopération environnementale (CCE)	4 402 573	3 460 777	3 460 777
Contributions à l'appui du Système d'évaluation des impacts et de réglementation	3 382 400	3 350 400	3 350 400
Contribution obligatoire à l'Organisation météorologique mondiale (OMM)	0	2 167 785	2 567 785
Contribution obligatoire à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)	4 435	220 000	245 000
Contribution obligatoire à la Convention relative aux zones humides d'importance internationale (Convention de Ramsar)	0	206 140	206 140

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions obligatoires du Canada à la Convention de Minamata sur le mercure	148 822	200 000	200 000
Contribution obligatoire à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)	120 841	121 214	121 214
Contribution obligatoire au Réseau international sur le bambou et le rotin (INBAR)	36 263	38 000	38 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 256. Énumération des autorisations législatives - Ministère de l'Environnement - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	110 281 836	133 156 314	122 274 455
Ministre de l'Environnement et du Changement climatique - Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 400	94 700	98 600

Ministère de l'Industrie

Raison d'être

Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE) travaille avec les Canadiens de tous les secteurs de l'économie et de toutes les régions du pays à instaurer un climat favorable à l'investissement, à

stimuler l'innovation, à accroître la présence canadienne sur les marchés mondiaux et à créer un marché équitable, efficace et concurrentiel.

ISDE est l'organisme fédéral qui gère le portefeuille de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique.

Le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie est le ministre principal responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Nota : Jusqu'à ce que la législation soit modifiée, l'appellation légale du ministère aux fins des lois de crédits demeure le ministère de l'Industrie.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 257. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de l'Industrie

		Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	624 428 938	613 545 412	630 738 612	618 058 710
5	Dépenses en capital	13 586 687	29 222 750	31 342 128	76 406 772
10	Subventions et contributions	2 846 548 325	5 025 685 237	5 154 500 569	5 243 950 500
Total des crédits votés		3 484 563 950	5 668 453 399	5 816 581 309	5 938 415 982
Total des postes législatifs		159 107 972	183 321 791	205 707 361	196 589 473

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Total des dépenses budgétaires	3 643 671 922	5 851 775 190	6 022 288 670	6 135 005 455
Dépenses non budgétaires				
Crédits votés				
L15 Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la Loi sur le ministère de l'Industrie	0	300 000	300 000	300 000
L20 Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la Loi sur le ministère de l'Industrie	0	500 000	500 000	500 000
Total des crédits votés	0	800 000	800 000	800 000
Total des postes législatifs	(4 657 000 000)	0	0	0
Total des dépenses non budgétaires	(4 657 000 000)	800 000	800 000	800 000

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 258. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Ministère de l'Industrie

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Entreprises, investissement et croissance	821 522 080	75 651 772	3 724 818 027	(342 835 827)	4 279 156 052

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Sciences, technologie, recherche et commercialisation	16 585 494	0	952 953 696	0	969 539 190
Personnes, compétences et collectivités	31 667 256	0	672 173 706	0	703 840 962
Services internes	213 269 251	755 000	0	(31 555 000)	182 469 251
Total	1 083 044 081	76 406 772	5 349 945 429	(374 390 827)	6 135 005 455

Tableau 259. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Non budgétaire - Ministère de l'Industrie

	Total
Entreprises, investissement et croissance	800 000
Total	800 000

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 260. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Ministère de l'Industrie

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Subventions au Programme canadien d'adoption du numérique : Volet 2	48 970 053	393 330 131	227 025 131
Subvention à l'Union internationale des télécommunications, Genève (Suisse)	4 808 000	4 808 000	5 508 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	1 792 000	1 000 000	1 200 000
Subvention pour la Corporation du secrétariat du commerce intérieur	475 000	535 000	535 000
Subventions au Programme de cliniques juridiques de la propriété intellectuelle	191 979	350 000	400 000
Subvention à l'Organisation de coopération et de développement économiques	335 051	300 000	300 000
Subvention au Conseil consultatif canadien de la radio	111 000	150 000	150 000
Subventions au programme de propriété intellectuelle autochtone	147 597	150 000	150 000
Contributions			
Contributions provenant du Fonds stratégique pour l'innovation	1 039 391 069	1 758 919 830	2 380 139 038
Contributions à la Fondation canadienne pour l'innovation	443 750 000	457 411 833	574 097 692
Contributions en vertu du Fonds pour la large bande universelle	248 230 982	784 654 586	432 896 121
Contributions aux fabricants de batteries de véhicules électriques	0	0	236 846 691
Contribution sous la Stratégie pour l'infrastructure de recherche numérique	34 340 809	117 325 900	202 987 255
Contributions au titre des grappes d'innovation mondiales	164 044 856	311 416 314	202 305 634

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable	149 214 750	190 515 306	191 380 819
Contributions à Mitacs Inc.	195 085 294	188 619 962	172 000 000
Contributions au Programme canadien d'adoption du numérique : Volet 1	51 056 120	124 203 433	103 905 861
Contributions à l'initiative de perfectionnement pour l'industrie	1 732 402	97 984 071	95 343 484
Contributions en vertu du programme de la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat	42 361 720	48 200 000	40 450 720
Contribution en vertu du programme Brancher pour innover	60 276 778	49 576 546	38 264 266
Contributions à CANARIE Inc.	37 500 000	40 600 000	38 000 000
Contributions à Génome Canada	79 300 000	79 400 000	33 800 000
Contributions en vertu du programme ÉleverlaPI	1 002 427	31 027 070	31 027 069
Contributions à adMare BioInnovations	27 700 000	27 000 000	27 000 000
Contributions à l'Institut canadien de recherches avancées pour la stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle	10 031 302	21 571 177	22 701 679
Contributions en vertu du Programme de développement de la petite entreprise et de l'entrepreneuriat	9 101 674	22 462 000	21 447 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contribution pour le Réseau d'innovation pour la cyber sécurité	744 767	24 221 636	20 458 117
Contributions au Programme canadien d'adoption du numérique : Volet 2	6 242 732	59 289 112	15 594 112
Contributions au Réseau de cellules souches	15 000 000	15 000 000	15 000 000
Contributions aux instituts nationaux d'intelligence artificielle	11 429 412	15 869 931	15 000 000
Contributions en vertu de la capacité satellitaire en orbite basse (LEO) Télésat	0	0	15 000 000
Contributions en vertu du Fonds pour le tourisme autochtone	0	0	12 500 000
Contributions à l'Institut canadien de recherches avancées	10 800 000	11 000 000	11 200 000
Contributions au Réseau de santé coordonné, accessible, national	2 507 437	9 000 000	10 000 000
Contributions dans le cadre des capacités informatiques dédiées à l'intelligence artificielle	618 628	14 099 924	7 454 180
Contributions dans le cadre du programme d'échange en matière de littératie numérique	508 631	7 049 784	7 049 784
Contributions au titre du Programme d'économie diversifiée et inclusive	7 718 432	12 075 372	6 870 790

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – programme Compétences numériques des jeunes	11 220 982	5 300 000	5 380 000
Contributions à la Table ronde du milieu des affaires et de l’enseignement supérieur	4 356 856	5 218 448	5 313 108
Contributions en vertu du Programme pour les organisations sans but lucratif de consommateurs et de bénévoles	1 689 412	1 690 000	5 000 000
Contributions dans le cadre du programme des Ordinateurs pour les écoles	4 663 156	4 663 157	4 663 157
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – programme de stages des Ordinateurs pour les écoles	4 734 149	4 437 085	4 437 085
Contributions en vertu du Programme d’activités stratégiques	688 001	0	1 542 700
Contributions en vertu du Programme pour l’entrepreneuriat des communautés noires : Le Carrefour du savoir et le Fonds de prêts	11 646 544	1 847 384	951 007
Contributions dans le cadre du programme d’accès abordable	900 000	675 000	675 000
Total des postes législatifs	70 105 694	94 740 566	105 994 929

Énumération des autorisations législatives

Tableau 261. Énumération des autorisations législatives - Ministère de l'Industrie - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C. 1998, ch. 36)	60 369 610	79 427 567	100 657 039
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	73 805 808	77 194 714	75 068 855
Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (<i>Loi de crédits no 3 pour 1993-1994</i>)	14 540 312	32 594 821	15 324 489
ICRA pour la Stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle (<i>Loi no 1 d'exécution du budget de 2017</i>)	9 737 869	16 393 559	5 337 890
Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie - Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 400	94 700	98 600
Ministre de la Petite Entreprise - Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	0	0	98 600
Ministre d'État (ministre du Tourisme et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) - Allocation pour automobile (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	0	0	2 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Ministre d'État (ministre du Développement économique rural et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique) – Allocation pour automobile (Loi sur le Parlement du Canada)	2 000	2 000	2 000

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

Raison d'être

Le Canada est un pays sur lequel l'immigration a eu une incidence positive. Il a accueilli plus de 21 millions de personnes depuis la Confédération et compte plus de 200 communautés ethniques. L'immigration a largement contribué à façonner le pays diversifié et prospère d'aujourd'hui, et, si l'on regarde vers l'avenir, elle pourrait être tout aussi essentielle à la cohésion sociale et à la prospérité économique futures du Canada. À cette fin, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada facilite l'entrée de résidents temporaires, gère la sélection, l'établissement et l'intégration de nouveaux arrivants, octroie la citoyenneté et délivre des passeports aux citoyens qui y ont droit.

Le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté est responsable de cette organisation.

Nota : Jusqu'à ce que la législation soit modifiée, l'appellation légale du Ministère en ce qui a trait aux lois de crédits demeure le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 262. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	1 926 787 303	1 854 455 344	2 811 755 226	1 550 671 102
5	Dépenses en capital	21 929 275	104 704 726	13 395 765	11 846 201
10	Subventions et contributions	2 800 540 103	2 394 529 894	3 343 084 889	2 454 878 172
Total des crédits votés		4 749 256 681	4 353 689 964	6 168 235 880	4 017 395 475
Total des postes législatifs		459 860 289	135 002 708	155 836 526	177 053 150
Total des dépenses budgétaires		5 209 116 970	4 488 692 672	6 324 072 406	4 194 448 625
Dépenses non budgétaires					
Total des postes législatifs		70 866 692	0	0	0
Total des dépenses non budgétaires		70 866 692	0	0	0

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 263. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Sélection et intégration des immigrants et des réfugiés	764 134 991	33 001	2 454 878 172	0	3 219 046 164
Visiteurs, étudiants étrangers et travailleurs temporaires	334 563 025	0	0	(14 248 500)	320 314 525
Citoyenneté et passeports	797 904 407	0	0	(667 641 536)	130 262 871
Services internes	513 011 865	11 813 200	0	0	524 825 065
Total	2 409 614 288	11 846 201	2 454 878 172	(681 890 036)	4 194 448 625

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 264. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	726 729 000	726 729 000	775 064 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subvention pour le Programme d'aide à la réinstallation des réfugiés	495 718 572	232 315 930	94 890 328
Subvention pour le Programme d'établissement	17 155 774	55 000 000	55 000 000
Subvention pour le Programme de renforcement des capacités en matière de migration internationale	19 650 000	24 950 000	27 200 000
Subvention pour le Programme d'appui à l'immigration francophone	0	0	1 216 667
Contributions			
Programme d'établissement	956 360 675	1 048 071 586	1 127 125 131
Aide à la réinstallation	415 603 358	304 516 275	368 588 162
Organisation internationale pour les migrations	2 657 574	2 947 103	3 360 551
Contribution pour le Programme d'appui à l'immigration francophone	0	0	2 433 333

Énumération des autorisations législatives

Tableau 265. Énumération des autorisations législatives - Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	121 011 217	149 159 289	135 856 747
Fonds renouvelable de Passeport Canada (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i> [L.R.C. (1985), ch. R-8])	317 716 768	6 582 537	41 097 803
Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	93 863	94 700	98 600

Ministère de la Défense nationale

Raison d'être

Au nom de la population canadienne, les Forces armées canadiennes (FAC) et le ministère de la Défense nationale (MDN) sont prêts à appuyer une vision selon laquelle le Canada assure :

- sa protection au pays, sa souveraineté étant bien défendue par les FAC disposées à prêter assistance lors de catastrophes naturelles et d'autres situations d'urgence, ainsi que dans les opérations de recherche et sauvetage;
- sa sécurité en Amérique du Nord, en étant actif au sein d'un partenariat de défense renouvelé dans le cadre du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord et avec les États-Unis;
- son engagement dans le monde, les FAC participant aux efforts du Canada en vue d'assurer un monde plus stable et pacifique, notamment grâce aux opérations de soutien et de maintien de la paix.

En vertu de la *Loi sur la Défense nationale*, le MDN et les FAC sont deux entités distinctes travaillant ensemble au quartier général de la Défense nationale à s'acquitter de leur principale responsabilité, qui consiste à

assurer la défense du Canada et des Canadiens.

Le ministre de la Défense nationale est responsable du MDN.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 266. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de la Défense nationale

		Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	18 505 782 387	17 912 761 663	19 462 690 578	20 236 301 508
5	Dépenses en capital	4 921 497 717	6 076 583 477	7 193 556 356	7 216 407 948
10	Subventions et contributions	1 324 102 829	319 808 513	1 198 825 718	893 526 093
15	Paiements liés au régime d'assurance-invalidité de longue durée et d'assurance-vie pour les membres des Forces canadiennes	446 691 634	446 727 532	446 727 532	446 727 532
Total des crédits votés		25 198 074 567	24 755 881 185	28 301 800 184	28 792 963 081
Total des postes législatifs		1 732 085 528	1 733 243 058	1 964 361 048	1 791 840 873
Total des dépenses budgétaires		26 930 160 095	26 489 124 243	30 266 161 232	30 584 803 954

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés					
-	Compte d'avance du fonds de roulement	(1 248 125)	0	0	0
Total des crédits votés		(1 248 125)	0	0	0
Total des dépenses non budgétaires		(1 248 125)	0	0	0

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 267. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Ministère de la Défense nationale

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Forces prêtes au combat	11 088 276 054	293 941 824	2 000 000	(79 631 987)	11 304 585 891
Acquisition de capacités	904 547 014	5 340 788 712	0	(131 907)	6 245 203 819
Bases, systèmes de technologie de l'information et infrastructure durables	3 503 979 519	1 090 429 341	69 933 008	(174 278 704)	4 490 063 164
Équipe de la Défense	4 254 023 299	24 978 687	3 747 090	(69 963 388)	4 212 785 688

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Opérations	1 309 185 728	185 111 171	786 168 282	(60 861)	2 280 404 320
Concept de force de l'avenir	584 544 448	249 103 412	32 287 713	(207 964)	865 727 609
Services internes	1 168 345 961	32 054 801	0	(14 367 299)	1 186 033 463
Total	22 812 902 023	7 216 407 948	894 136 093	(338 642 110)	30 584 803 954

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 268. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Ministère de la Défense nationale

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Programme innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité	125 000	5 000 000	3 000 000
Programme de Subvention de la mobilisation des informations en matière de défense et de sécurité	2 629 911	3 209 005	2 891 582
Subventions à l'appui du Programme de dédommagement des employeurs de réservistes	75 705	2 450 000	2 000 000
Programme des subventions pour le soutien communautaire pour les personnes survivantes d'inconduite sexuelle	1 982 657	2 000 000	1 637 090

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions à l'appui du Programme sur la réconciliation avec les peuples autochtones	0	1 050 000	1 050 000
Programme de subventions pour les bureaux nationaux des ligues de cadets du Canada : Ligue navale du Canada	500 000	500 000	500 000
Programme de subventions pour les bureaux nationaux des ligues de cadets du Canada : Ligue des cadets de l'Armée du Canada	500 000	500 000	500 000
Programme de subventions pour les bureaux nationaux des ligues de cadets du Canada : Ligue des cadets de l'Air du Canada	500 000	500 000	500 000
Contributions			
Programme de contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord : Budget militaire de l'OTAN (Programmes de l'OTAN)	157 980 308	163 324 729	327 824 729
Contributions à l'appui au Programme d'instruction et de coopération militaires	7 323 509	11 389 000	322 189 000
Programme de contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord : Programme de l'OTAN d'investissement au service de la sécurité (Programmes de l'OTAN)	69 375 292	56 649 679	127 149 679
Contributions à l'appui du Programme d'aide aux immobilisations	32 550 910	35 538 667	38 650 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Programme innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité	17 670 819	19 000 000	24 000 000
Assainissement du site de l'aéroport Jack Garland de North Bay	1 681 159	1 358 000	16 068 050
Unités temporaires de traitement de l'eau pour la Ville de Saguenay	0	0	6 951 814
Contributions à l'assainissement d'anciens sites de radars militaires au Québec	0	6 970 462	6 763 144
Programme de contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord : Autres activités de l'OTAN	3 404 340	4 200 000	5 004 874
Contribution à l'Association civile de recherche et de sauvetage aériens	3 100 000	3 100 000	4 000 000
Programme de contributions de la mobilisation des informations en matière de défense et de sécurité	2 250 000	2 250 000	2 250 000
Contributions à l'appui du programme sur la réconciliation avec les peuples autochtones	0	450 000	450 000
Contribution au Comité d'examen du programme de défense biologique et chimique	141 844	143 971	146 131
Total des postes législatifs	647 487	670 000	610 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 269. Énumération des autorisations législatives - Ministère de la Défense nationale - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires	1 359 980 598	1 622 003 987	1 427 471 426
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	318 536 613	341 592 361	363 660 847
Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	540 608	550 000	500 000
Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense (L.R.C. (1970), ch. D-3)</i>	106 879	120 000	110 000
Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 400	94 700	98 600

Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

Raison d'être

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) a été créé en 1987 pour promouvoir la croissance et la diversification de l'économie de l'Ouest. En août 2021, le nom commercial de DEO a été changé pour Développement économique Canada pour les Prairies (PrairiesCan). PrairiesCan favorise la croissance économique et la diversification de l'économie des provinces des Prairies (Alberta, Saskatchewan et Manitoba). PrairiesCan défend également les intérêts des provinces des Prairies dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques économiques nationales, de programmes et de projets.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Le ministre des Affaires du Nord est également le ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 270. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	47 838 162	42 305 692	42 973 689	41 478 066
5	Subventions et contributions	446 259 521	323 808 800	374 975 943	275 379 745
Total des crédits votés		494 097 683	366 114 492	417 949 632	316 857 811
Total des postes législatifs		5 310 339	4 625 187	4 757 787	4 478 201
Total des dépenses budgétaires		499 408 022	370 739 679	422 707 419	321 336 012

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 271. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Développement économique dans les Prairies	32 491 081	0	275 379 745	0	307 870 826
Services internes	17 265 186	0	0	(3 800 000)	13 465 186
Total	49 756 267	0	275 379 745	(3 800 000)	321 336 012

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 272. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Subventions pour le Programme de diversification de l'Ouest	0	5 000 000	5 000 000
Contributions			
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	212 916 520	198 914 510	173 516 012
Contributions destinées au Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	212 750 133	98 379 606	76 270 865
Contributions destinées au Programme de développement des collectivités	17 667 868	17 667 868	17 667 868

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions destinées à l'Initiative pour les femmes entrepreneures	2 925 000	2 925 000	2 925 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 273. Énumération des autorisations législatives - Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 310 159	4 757 787	4 478 201

Ministère de la Justice

Raison d'être

Le ministère de la Justice Canada appuie le double rôle du ministre de la Justice et procureur général du Canada.

Dans le cadre du système juridique canadien, l'administration de la justice est un champ de compétence partagé entre le gouvernement fédéral et les provinces et territoires. Le Ministère appuie le ministre de la Justice dans l'exécution de ses responsabilités liées aux lois et secteurs du droit qui relèvent de la compétence fédérale, en assurant un cadre juridique national bilingue et bijuridique, principalement dans les domaines suivants : la justice pénale (y compris la justice pour les victimes d'actes criminels et la justice pénale pour les jeunes), la justice familiale, l'accès à la justice, le droit applicable aux Autochtones, le droit public et le droit privé international. Cette responsabilité est assurée par l'élaboration de politiques, lois,

programmes et services pour les Canadiens et Canadiennes. Le ministre agit à titre de conseiller juridique du Cabinet et veille à ce que l'administration des affaires publiques soit conforme à la loi.

Le Ministère appuie le rôle de procureur général du Canada en tant que conseiller juridique en chef de la Couronne, qui représente la Couronne et non les ministères ou organismes individuels. Par conséquent, le procureur général cherche à protéger les intérêts de l'ensemble du gouvernement.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 274. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de la Justice

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	288 744 938	281 780 119	287 160 482	294 492 684
5	Subventions et contributions	602 352 133	606 730 391	691 665 391	541 777 260
Total des crédits votés		891 097 071	888 510 510	978 825 873	836 269 944
Total des postes législatifs		92 225 501	99 042 246	99 892 176	91 641 927
Total des dépenses budgétaires		983 322 572	987 552 756	1 078 718 049	927 911 871

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

**Tableau 275. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet -
Budgétaire - Ministère de la Justice**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Support au système de justice	60 716 436	0	541 777 260	0	602 493 696
Services juridiques	613 158 958	0	0	(382 282 000)	230 876 958
Services internes	154 259 217	0	0	(59 718 000)	94 541 217
Total	828 134 611	0	541 777 260	(442 000 000)	927 911 871

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 276. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Ministère de la Justice

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Subventions versées en vertu du Fonds pour les partenariats avec les Autochtones	0	9 000 000	9 000 000
Subventions à l'appui du programme juridique de partenariats et d'innovation	3 431 943	3 656 943	3 656 943
Subventions versées en vertu du Fonds d'aide aux victimes	2 568 348	3 450 000	3 450 000
Subventions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles	287 975	600 000	600 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions à l'appui du Fonds du système de justice pour les jeunes	61 300	79 655	79 655
Subventions versées en vertu du programme de justice autochtone	4 511 258	4 550 000	50 000
Contributions			
Contributions versées en vertu du programme de financement des services de justice pour les jeunes	184 972 994	184 972 994	184 972 994
Contributions pour l'aide juridique en matière criminelle	165 327 507	193 827 507	136 827 507
Contributions versées en vertu du Fonds d'aide aux victimes	28 446 134	22 660 037	43 483 000
Contributions versées en vertu du programme juridique de partenariats et d'innovation	29 977 911	33 898 574	26 737 943
Contributions au financement du Fonds canadien de justice familiale	21 243 654	23 444 949	23 480 232
Contributions versées en vertu du programme de justice autochtone	28 700 422	29 821 829	20 310 000
Contributions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles	11 625 221	12 495 523	16 241 164
Contributions pour l'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés	61 815 000	11 500 000	11 500 000
Contributions versées en vertu du programme de placement et de surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation	12 148 000	11 048 000	11 048 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions versées en vertu du programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones	13 060 374	13 711 363	10 961 288
Contributions versées en vertu du programme de financement des tribunaux de traitement de la toxicomanie	6 746 000	10 631 276	10 631 276
Contributions à la mise en application des exigences de la <i>Loi sur les contraventions</i> en matière de langues officielles	5 895 594	8 594 900	8 137 900
Contributions pour les services d'accès à la justice dans les territoires (dans les domaines de l'aide juridique, de l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et des services de vulgarisation et d'information juridiques)	9 515 211	10 586 593	8 086 668
Contributions à l'appui du Fonds du système de justice pour les jeunes	4 442 595	4 425 345	4 425 345
Contributions versées en vertu du programme d'avocats payés par l'État	654 204	3 362 345	3 362 345
Contributions versées en vertu du Fonds pour les partenariats avec les Autochtones	0	2 000 000	2 000 000
Contributions pour les évaluations de l'incidence de l'origine ethnique et culturelle	1 292 360	1 305 000	1 495 000
Contributions versées en vertu du Fonds de réserve des équipes intégrées de la police des marchés financiers	0	550 000	550 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Quotes-parts versées à la Conférence de la Haye de droit international privé	285 035	315 000	315 000
Quotes-parts versées à l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT)	131 205	190 000	190 000
Contributions versées en vertu du programme des avocats spéciaux	93 902	250 000	100 000
Quotes-parts versées à la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise)	88 013	85 000	85 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 277. Énumération des autorisations législatives - Ministère de la Justice - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	92 132 138	99 797 476	91 543 327
Ministre de la Justice et procureur général du Canada – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 400	94 700	98 600

Ministère de la Santé

Raison d'être

Santé Canada réglemente certains produits et certaines substances contrôlées, et encourage l'innovation et l'échange d'information au sein du système de santé canadien pour aider la population canadienne à maintenir et à améliorer son état de santé.

Le ministre de la Santé et la ministre de la Santé mentale et des Dépendances sont responsables de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de Santé Canada.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 278. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de la Santé

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	1 022 880 846	1 032 415 062	1 247 584 656	2 946 902 738
5	Dépenses en capital	19 021 854	27 991 054	28 948 681	26 515 978
10	Subventions et contributions	1 806 317 621	2 858 624 470	5 505 198 211	5 424 597 004
Total des crédits votés		2 848 220 321	3 919 030 586	6 781 731 548	8 398 015 720
Total des postes législatifs		1 474 087 868	181 195 699	528 873 689	280 586 804
Total des dépenses budgétaires		4 322 308 189	4 100 226 285	7 310 605 237	8 678 602 524

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

**Tableau 279. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet -
Budgétaire - Ministère de la Santé**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Systemes de soins de santé	2 240 524 604	0	5 314 867 416	0	7 555 392 020
Protection et promotion de la santé	895 481 844	7 225 791	109 729 588	(211 373 468)	801 063 755
Services internes	331 761 721	19 290 187	0	(28 905 159)	322 146 749
Total	3 467 768 169	26 515 978	5 424 597 004	(240 278 627)	8 678 602 524

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 280. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Ministère de la Santé

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Fonds d'investissement-santé pour les territoires	27 000 000	0	35 000 000
Contributions			
Programme de la stratégie nationale sur les médicaments pour le traitement des maladies rares	0	468 774 452	468 774 452
Contribution à l'Institut canadien d'information sur la santé	99 014 979	107 724 479	118 458 979

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Programme sur l'usage et les dépendances aux substances	145 289 504	136 634 149	104 300 573
Programme des politiques et des stratégies en matière de soins de santé	51 411 494	99 445 773	89 639 729
Contribution à Inforoute Santé du Canada	38 508 646	8 770 000	87 134 000
Contribution au Partenariat canadien contre le cancer	47 429 007	47 500 000	47 500 000
Contribution à l'Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé	28 467 897	37 802 678	40 902 678
Programme pour les langues officielles en santé	37 585 000	37 400 000	40 624 999
Contribution au financement pour améliorer la qualité des soins de santé et la sécurité des patients	25 100 000	24 600 000	24 600 000
Programme du Fonds canadien de recherche sur le cerveau	20 282 787	23 359 164	15 173 697
Programme de contribution de la Commission de la santé mentale du Canada	14 250 000	14 250 000	14 250 000
Programme canadien de soutien aux survivants de la thalidomide	12 610 282	12 934 195	13 218 882
Programme d'amélioration de l'accès abordable aux médicaments sur ordonnance	10 700 000	10 700 000	10 700 000
Programme d'organes, de tissus et de sang	19 652 000	17 763 000	8 580 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Programme de contribution au renforcement des capacités d'adaptation en matière de santé et changements climatiques	0	0	4 330 435
Programme de contributions à la recherche en santé environnementale	0	538 580	538 580
Programme de contribution à la sensibilisation au radon	249 976	350 000	350 000
Programme de contribution pour l'engagement et la sensibilisation dans le cadre du Plan de gestion des produits chimiques	468 000	468 000	210 000
Autres paiements de transfert			
Contributions aux provinces et aux territoires pour les priorités de santé partagées	0	0	4 300 310 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 281. Énumération des autorisations législatives - Ministère de la Santé - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	136 112 783	138 121 398	128 726 713
Paiements pour les prestations dentaires en vertu de la <i>Loi sur la prestation dentaire</i>	156 907 140	339 100 000	100 200 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la <i>Loi sur le ministère de la Santé</i>	179 928 109	51 462 891	51 462 891
Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	184 800	94 700	98 600
Ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associé de la Santé – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	0	94 700	98 600

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

Raison d'être

Le ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile (SP) assume un rôle de premier plan en prenant à son compte la responsabilité fondamentale du gouvernement pour ce qui a trait à la sécurité de ses citoyens. Le ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales ainsi que le président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre de la Protection civile et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique sont responsables du Ministère.

La législation régissant le Ministère établit trois rôles essentiels :

- soutenir les ministres dans leurs responsabilités liées aux questions relatives à la sécurité publique et à la gestion des urgences, à l'exception de celles attribuées à un autre organisme fédéral;

- assumer, à l'échelle nationale, un rôle de premier plan en matière de sécurité publique et de protection civile;
- soutenir les ministres dans leurs responsabilités liées à la coordination des entités du portefeuille relevant de Sécurité publique et dans l'établissement de leurs priorités stratégiques.

Le Ministère fournit des conseils et un soutien en matière de politiques stratégiques aux ministres sur un éventail de questions qui relève de ses trois responsabilités essentielles de SP : la sécurité nationale, la sécurité communautaire et la gestion des urgences et offre un certain nombre de programmes de subventions et de contributions.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 282. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	245 135 365	204 526 475	242 235 428	229 204 260
5	Subventions et contributions	3 045 103 138	2 421 776 944	2 706 414 555	1 353 564 563
Total des crédits votés		3 290 238 503	2 626 303 419	2 948 649 983	1 582 768 823
Total des postes législatifs		21 334 928	20 538 816	25 445 173	22 505 005
Total des dépenses budgétaires		3 311 573 431	2 646 842 235	2 974 095 156	1 605 273 828

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 283. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Sécurité communautaire	71 429 068	0	747 674 563	0	819 103 631
Gestion des urgences	56 755 186	10 871 788	605 890 000	0	673 516 974
Sécurité nationale	34 453 992	0	0	0	34 453 992
Services internes	80 899 231	0	0	(2 700 000)	78 199 231
Total	243 537 477	10 871 788	1 353 564 563	(2 700 000)	1 605 273 828

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 284. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Programme de subvention commémoratif pour les premiers répondants	41 700 000	77 100 000	55 500 000
Fonds pour la résilience communautaire	119 929	3 500 000	3 500 000
Programme de recherche et de sauvetage en milieu urbain à l'aide d'équipement lourd	2 932 250	3 100 000	3 100 000
Subventions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres	699 857	1 760 000	2 760 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions pour les organismes bénévoles nationaux	1 796 144	1 796 144	1 796 144
Contributions			
Contributions versées aux provinces à titre d'aide financière en cas de catastrophes naturelles	2 423 638 161	1 724 947 562	550 000 000
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, ainsi qu'aux conseils de bande, aux représentants officiels des Autochtones vivant dans les réserves, aux collectivités autochtones établies sur les terres de la Couronne et aux groupes inuits conformément au Programme des services de police des Premières Nations et des Inuits	178 500 462	331 566 830	343 707 864
Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires	15 728 172	85 013 827	85 013 827
Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs	74 065 297	0	80 121 881
Modalités de financement pour les installations policières des Premières Nations et des Inuits	32 554 416	44 350 000	51 350 000
Contributions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres	34 206 927	49 582 899	49 582 899
Appuyer une main-d'œuvre humanitaire pour répondre à la COVID-19 et à d'autres urgences de grande envergure	52 071 605	0	35 000 000
Programme de contribution pour combattre les crimes graves et le crime organisé	19 449 184	31 457 697	28 419 207

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Programme de contributions à l'amélioration de la sécurité des collectivités autochtones	1 401 142	8 910 000	18 700 000
Programme de contributions pour les analyses biologiques	12 175 837	12 145 107	12 487 141
Contributions pour appuyer les efforts urgents de secours de la Croix-Rouge canadienne liés à la COVID-19, aux inondations et aux feux de forêt	27 567 365	16 287 309	9 000 000
Programme de contributions à l'appui du Fonds des nouvelles initiatives de recherche et de sauvetage	8 226 254	7 386 000	7 304 000
Contributions pour les organismes bénévoles nationaux	2 174 286	5 000 000	5 000 000
Fonds pour la résilience communautaire	4 608 034	7 071 969	3 500 000
Programme de contribution pour les coûts extraordinaires des services de police de la capitale nationale	86 600 000	3 000 000	3 000 000
Programme de contribution visant à combattre l'exploitation sexuelle des enfants et la traite de personnes	3 307 000	2 035 600	2 035 600
Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	5 567 155	1 362 000	1 200 000
Programme de contribution de l'Association canadienne des volontaires en recherche et sauvetage	800 000	714 000	714 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Association internationale des pompiers, Canada	500 000	500 000	500 000
Programme de contribution au Secrétariat de COSPAS-SARSAT	476 000	190 000	272 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 285. Énumération des autorisations législatives - Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	21 242 528	25 350 473	22 406 405
Ministre de la Sécurité publique – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 400	94 700	98 600

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Raison d'être

Affaires mondiales Canada, sous la direction de la ministre des Affaires étrangères, de la ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique et du ministre du Développement international, est responsable de promouvoir les relations internationales du Canada, ce qui comprend : élaborer et mettre en œuvre la politique étrangère; favoriser le développement du droit international et le commerce international; fournir une aide internationale (y compris l'aide

humanitaire, le développement, la paix et la sécurité); assurer l'engagement solide et soutenu du Canada dans les institutions de la Francophonie; fournir des services consulaires aux Canadiens; et superviser le réseau mondial des missions du gouvernement du Canada à l'étranger.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel d'Affaires mondiales Canada.

Nota : Jusqu'à ce que la législation soit modifiée, l'appellation légale du ministère aux fins des lois de crédits demeure le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 286. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

		Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	2 040 832 493	1 960 768 061	2 171 296 207	2 242 325 841
5	Dépenses en capital	117 230 329	197 425 761	231 709 795	182 535 896
10	Subventions et contributions	6 412 400 808	4 946 749 600	5 676 680 908	5 884 106 557

		Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
15	Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions	89 017 454	102 536 000	107 782 011	112 971 000
20	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i>, paiements aux institutions financières internationales - Paiements directs	0	1	1	1
Total des crédits votés		8 659 481 084	7 207 479 423	8 187 468 922	8 421 939 295
Total des postes législatifs		594 722 543	369 157 650	391 281 614	386 154 528
Total des dépenses budgétaires		9 254 203 627	7 576 637 073	8 578 750 536	8 808 093 823
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés					
L30	Prêts - <i>Loi sur l'aide financière internationale</i>	120 000 000	201 000 000	201 000 000	201 000 000
-	Postes votés dans les budgets des dépenses antérieurs	3 225 980	0	0	0

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Total des crédits votés	123 225 980	201 000 000	201 000 000	201 000 000
Total des postes législatifs	141 704 503	0	0	0
Total des dépenses non budgétaires	264 930 483	201 000 000	201 000 000	201 000 000

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 287. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité	186 695 044	17 224	5 432 757 547	0	5 619 469 815
Soutien à la présence du Canada à l'étranger	1 220 828 068	173 714 989	0	(61 000 000)	1 333 543 057
Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale	390 665 384	5 652 489	624 618 221	0	1 020 936 094
Commerce et investissements	345 992 919	289 800	76 135 357	(2 000 000)	420 418 076

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Aide aux Canadiens à l'étranger	75 892 140	400 000	0	(2 400 000)	73 892 140
Services internes	337 653 247	2 461 394	900 000	(1 180 000)	339 834 641
Total	2 557 726 802	182 535 896	6 134 411 125	(66 580 000)	8 808 093 823

Tableau 288. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Non budgétaire - Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

	Total
Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité	201 000 000
Total	201 000 000

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 289. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale	3 565 823 105	2 872 124 512	3 230 414 746
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation des partenariats avec les Canadiens	69 794 959	169 359 948	162 302 725

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions à l'appui du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix	103 456 892	118 726 040	142 081 540
Subventions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	23 017 013	11 470 000	40 120 000
Subventions à l'appui du Programme CanExport	28 570 725	33 663 448	36 956 548
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation bilatérale visant des régions ou des pays donnés	5 600 000	10 867 760	31 985 100
Subventions dans le cadre du Programme de réduction des menaces liées aux armes	23 323 130	25 550 000	30 322 000
Subventions pour le Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité	13 028 733	15 250 000	16 250 000
Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	13 913 957	15 854 000	15 854 000
Subventions dans le domaine des relations avec les universités	1 883 251	4 550 000	4 550 000
Subventions à l'appui du Programme de la Fondation Asie Pacifique du Canada dans la région Indo-Pacifique	0	0	4 344 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Soutien financier annuel pour le pays hôte de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique	1 569 171	1 584 373	1 614 914
Subventions à l'appui du programme de bourses commémoratives PS752	0	1 000 000	1 000 000
Subventions pour l'Initiative sur le leadership mondial dans l'Arctique	326 149	700 000	700 000
Subventions pour le Programme canadien de l'innovation à l'international	0	0	500 000
Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture	60 000	60 000	60 000
Fonds des Nations Unies pour les populations autochtones	30 000	30 000	30 000
Total des postes législatifs	408 546	900 000	900 000
Contributions			
Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale	857 807 737	219 747 392	653 732 765
Paiements de quotes-parts aux organisations internationales :			
Opérations de maintien de la paix des Nations Unies (165 662 790 \$US)	198 675 780	216 964 079	219 902 445
Organisation des Nations Unies (84 096 000 \$US)	105 132 854	104 230 975	111 629 872
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) - Administration civile (30 967 820 euros)	33 644 144	34 855 228	45 121 664

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Organisation mondiale de la santé (6 752 609 francs suisses) (7 544 815 \$US)	17 122 985	19 366 295	20 264 445
Organisation panaméricaine de la santé (14 189 956 \$US)	15 749 843	16 134 788	18 835 891
Organisation de coopération et de développement économiques (12 580 328 euros)	15 562 145	14 357 627	18 330 168
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (7 515 154 \$US) (5 222 600 euros)	17 516 020	16 687 981	17 585 281
Organisation des États américains (12 316 672 \$US)	13 447 340	13 151 238	16 349 274
Organisation internationale de la Francophonie (11 057 679 euros)	16 469 774	14 530 317	16 111 593
Organisation internationale du travail (10 524 124 francs suisses)	12 365 703	14 191 765	15 973 938
Agence internationale de l'énergie atomique (9 377 094 euros) (1 508 318 \$US)	15 166 690	13 753 498	15 665 051
Cour pénale internationale (9 480 874 euros)	11 862 383	10 508 174	13 814 108
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (4 804 967 \$US) (3 843 429 euros)	11 903 123	12 139 162	11 978 228
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (7 977 055 euros)	10 739 408	10 062 378	11 622 967

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Organisation mondiale du commerce (5 253 472 francs suisses)	6 412 304	6 625 968	7 973 931
Secrétariat du Commonwealth (3 309 476 livres sterling)	5 238 453	5 222 957	5 638 386
Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (4 049 299 \$US)	4 747 781	4 582 295	5 375 079
Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (1 993 298 \$US) (1 445 593 euros)	4 765 031	4 552 603	4 752 223
Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (1 851 997 euros)	2 565 517	2 630 046	2 698 453
Organisation de l'aviation civile internationale	2 480 959	2 822 746	2 613 982
Commission du parc international Roosevelt de Campobello (1 809 429 \$US)	2 256 302	2 163 552	2 401 854
Agence internationale de l'énergie (1 050 556 euros)	1 345 140	1 223 307	1 530 712
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (929 990 euros)	893 573	1 084 700	1 355 042
Centre international de Recherche sur le Cancer (887 982 euros)	1 289 141	1 161 875	1 293 834
Fondation du Commonwealth (749 062 livres sterling)	1 134 946	1 145 739	1 276 184
Secrétariat de coopération économique avec l'Asie-Pacifique (812 702 \$US)	764 094	972 229	1 078 790

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Programme du Commonwealth pour la jeunesse (621 701 livres sterling)	984 470	981 294	1 059 197
Agence internationale pour l'énergie renouvelable (616 817 \$US)	720 642	850 867	818 768
Agence de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'énergie nucléaire (557 585 euros)	824 562	762 990	812 429
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (479 947 francs suisses)	654 799	647 708	728 483
Tribunal international du droit de la mer (429 727 euros)	529 157	565 950	626 133
Convention sur la diversité biologique (469 404 \$US)	571 275	550 067	623 091
Autorité internationale des fonds marins (402 811 \$US)	390 626	518 445	534 696
Organisation mondiale des douanes (340 171 euros)	402 996	460 389	495 646
Organisation maritime internationale (231 400 livres sterling)	337 073	382 228	394 240
Non-prolifération des armes nucléaires, contrôle des armements et désarmement (197 270 \$US) (30 255 francs suisses)	411 881	368 471	307 781
Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (197 381 euros)	284 450	278 714	307 214

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (219 944 \$US)	222 876	274 472	291 956
Conseil de mise en œuvre de l'accord de paix (177 486 euros)	212 999	212 122	258 604
La Convention de Vienne et le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (181 056 \$US)	140 288	235 757	240 336
Organisation de coopération et de développement économiques - Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (154 332 euros)	201 514	191 715	224 868
Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (168 106 \$US)	208 281	217 829	223 147
Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (109 279 \$US)	141 159	182 664	145 058
Entente de Wassenaar (77 321 euros)	88 985	93 238	112 661
Cour permanente d'arbitrage (70 028 euros)	94 039	73 475	102 034
Secrétariat technique permanent des conférences ministérielles de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (22 432 271 CFA) (25 773 euros)	76 645	76 603	87 421

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Organisations internationales de produits de base (38 893 euros)	44 941	40 392	56 671
Commission internationale d'établissement des faits (11 579 francs suisses)	5 758	15 625	17 574
Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation bilatérale visant des régions ou pays donnés	667 349 826	466 658 450	452 063 453
Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation des partenariats avec les Canadiens	266 738 795	258 728 079	272 160 302
Fonds canadien d'initiatives locales	43 927 381	46 176 852	46 176 852
Contributions à l'appui du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix	77 066 820	40 100 000	44 400 000
Contributions dans le cadre du Programme de réduction des menaces liées aux armes	47 505 035	37 940 000	37 940 000
Contributions pour le Programme canadien de l'innovation à l'international	3 525 889	4 620 000	16 120 000
Projets et activités de développement découlant des sommets de la Francophonie	8 300 000	8 300 000	8 300 000
Contributions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	14 508 946	6 996 800	6 996 800

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions pour le Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité	12 229 665	5 601 782	5 601 782
Contributions pour l'Initiative sur le leadership mondial dans l'Arctique	5 794 085	5 450 000	5 450 000
Contributions pour le Programme d'engagement pour l'Indo-Pacifique	0	0	5 425 000
Contributions dans le domaine des relations avec les universités	8 736 448	6 112 627	4 587 627
Contributions volontaires annuelles	3 450 000	3 450 000	3 450 000
Contributions à l'appui du Programme CanExport	8 262 248	2 975 000	2 975 000
Autres paiements de transfert			
Total des postes législatifs	337 566 994	241 074 568	249 404 568

Énumération des autorisations législatives

Tableau 290. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs (<i>Loi d'aide au développement international [institutions financières]</i>)	337 566 994	241 074 568	249 404 568
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	135 862 436	149 022 946	135 554 160

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> (L.R.C. (1985), ch. D-2)	408 546	900 000	900 000
Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 400	94 700	98 600
Ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 400	94 700	98 600
Ministre du Développement international – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 400	94 700	98 600

Ministère des Anciens Combattants

Raison d'être

C'est en partie grâce à ses réalisations en temps de guerre que le Canada est devenu un pays indépendant doté d'une identité unique.

Le ministère des Anciens Combattants a pour raison d'être d'aider les personnes dont les efforts courageux nous ont laissé cet héritage et qui ont permis à notre nation de s'épanouir.

La *Loi sur le ministère des Anciens Combattants* confère au ministre des Anciens Combattants le pouvoir d'exécuter les lois du Parlement et les décrets qui ne sont pas, de droit, du ressort d'autres ministres ou ministères

en ce qui a trait aux soins, au traitement ou à la réinsertion dans la vie civile des anciens combattants et aux soins de leurs survivants ou des personnes à leur charge, ainsi qu'aux domaines que le gouverneur en conseil désigne.

La ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 291. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Anciens Combattants

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	1 202 411 160	1 338 917 705	1 320 961 396	1 368 262 515
5	Subventions et contributions	4 177 856 503	4 598 995 179	4 673 858 180	4 800 622 351
Total des crédits votés		5 380 267 663	5 937 912 884	5 994 819 576	6 168 884 866
Total des postes législatifs		42 076 935	46 503 787	51 299 817	45 145 912
Total des dépenses budgétaires		5 422 344 598	5 984 416 671	6 046 119 393	6 214 030 778

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 292. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Ministère des Anciens Combattants

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Avantages, services et soutien	1 266 638 900	0	4 768 945 179	0	6 035 584 079
Commémoration	20 558 112	0	31 874 172	0	52 432 284
Ombudsman des vétérans	4 853 337	0	0	0	4 853 337
Services internes	121 161 078	0	0	0	121 161 078
Total	1 413 211 427	0	4 800 819 351	0	6 214 030 778

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 293. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Ministère des Anciens Combattants

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Indemnité pour souffrance et douleur	1 387 239 972	1 579 661 000	1 585 299 000
Prestation de remplacement du revenu	1 085 507 075	1 245 159 000	1 345 789 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Pensions d'invalidité et de décès, y compris les pensions accordées en vertu de l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État, C.P. 45/8848 du 22 novembre 1944, qui sont régies par les dispositions de la <i>Loi sur les pensions</i>; indemnisation pour les anciens prisonniers de guerre en vertu de la <i>Loi sur les pensions</i>; et allocations spéciales dans le cas de Terre-Neuve	1 020 948 285	1 022 354 000	990 933 000
Indemnité supplémentaire pour souffrance et douleur	224 640 132	274 510 000	353 850 000
Entretien ménager et entretien du terrain	276 831 568	281 454 000	302 431 000
Allocation pour études et formation	30 450 001	33 226 000	35 872 000
Allocation de reconnaissance pour aidant	16 108 480	22 449 000	28 945 000
Allocation pour perte de revenus et prestation de retraite supplémentaire	6 465 846	5 000 000	20 000 000
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	10 943 100	11 600 000	12 600 000
Fonds du Souvenir	5 837 533	6 803 000	6 844 000
Subvention pour le Programme de financement de la recherche	200 000	2 300 000	5 350 000
Allocation de soutien du revenu des Forces canadiennes	2 349 434	2 440 000	3 207 000
Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils	2 985 335	2 784 000	2 548 000
Indemnité pour blessure grave	1 032 081	1 700 000	2 160 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subvention pour les Fonds pour le bien-être des vétérans et de leur famille	5 408 294	7 000 000	2 000 000
Subvention pour partenariats de commémoration	4 716 420	1 200 000	1 450 000
Aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés	832 585	978 000	1 300 000
Fonds d'urgence pour les vétérans	1 530 885	1 000 000	1 000 000
Paiements effectués en vertu du Règlement sur l'indemnisation en cas d'accidents d'aviation	498 818	975 000	975 000
Indemnités et allocations d'invalidité	1 167 518	1 457 000	958 000
Allocation de traitement	120 229	625 000	300 000
Aide accordée en conformité avec les dispositions du Règlement sur le fonds de secours	47 274	420 000	100 000
Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée	20 961	70 000	70 000
Allocation de sécurité du revenu de retraite	0	100 000	50 000
Aide aux anciens combattants canadiens - District d'outre-mer	16 651	25 000	25 000
Paiements de prestations pour bravoure	1 272	4 500	2 500
Total des postes législatifs	99	197 000	197 000
Contributions			

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des services complémentaires de santé non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux	68 512 291	73 224 000	70 292 000
Contributions, en vertu du Programme de partenariat pour la commémoration, aux organisations, institutions et autres ordres de gouvernement, à l'appui des projets afférents à la santé et au mieux-être des anciens combattants, et des activités et événements commémoratifs	4 267 756	4 885 000	10 910 172
Centre d'excellence sur le trouble de stress post-traumatique et les états de santé mentale connexes	9 008 161	9 200 000	9 200 000
Contribution pour le Programme de financement de la recherche	7 028 497	5 161 679	5 161 679
Contributions pour les Fonds pour le bien-être des vétérans et de leur famille	2 591 706	1 000 000	1 000 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 294. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Anciens Combattants - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	41 969 089	51 008 117	44 850 312
Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (<i>Loi sur l'assurance des anciens combattants</i>)	0	175 000	175 000
Ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 400	94 700	98 600
Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (<i>Loi de l'assurance des soldats de retour au pays</i>)	99	10 000	10 000
Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i>, de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (L.R.C. (1970), ch. V-4)	0	10 000	10 000
Crédits de réadaptation, en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> (L.R.C. (1970), ch. W-4)	0	2 000	2 000

Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres

Raison d'être

Le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres travaille à faire progresser l'égalité des genres au moyen d'une perspective sur les genres et les recoupements qui y sont associés. En partenariat avec les principales

parties prenantes, y compris les organisations de la société civile, les groupes syndicaux, le secteur privé, les autres ordres de gouvernement, et les Premières Nations, les Inuits et les peuples métis, le Ministère promulgue activement l'inclusion de toutes les personnes à la vie économique, sociale et politique du Canada. De plus, il s'efforce de remplir son mandat d'avancement de l'égalité des genres en assurant une fonction de coordination centrale au sein du gouvernement du Canada, notamment par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, l'octroi de subventions et de contributions, l'exécution de programmes, l'investissement dans la recherche et la formulation d'avis dans le but d'atteindre l'égalité pour les personnes de tous les genres, y compris les femmes.

La ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 295. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	57 362 612	59 176 748	60 324 820	61 336 015
5	Subventions et contributions	259 383 052	225 416 914	249 607 617	303 970 339
Total des crédits votés		316 745 664	284 593 662	309 932 437	365 306 354

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Total des postes législatifs	6 363 153	6 354 851	6 559 981	6 154 063
Total des dépenses budgétaires	323 108 817	290 948 513	316 492 418	371 460 417

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 296. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Faire avancer l'égalité des genres	43 868 551	0	303 970 339	0	347 838 890
Services internes	23 621 527	0	0	0	23 621 527
Total	67 490 078	0	303 970 339	0	371 460 417

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 297. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Programme de promotion de la femme – Subventions à des organismes de femmes et à d’autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	24 428 366	77 738 582	61 794 195
Programme de promotion de l’égalité des sexes, de l’orientation sexuelle, de l’identité et de l’expression de genre – Subventions pour appuyer le renforcement des capacités et le travail à l’échelle communautaire des organisations 2ELGBTQI+ canadiennes	3 379 713	16 708 872	23 180 881
Programme de financement pour la lutte contre la violence fondée sur le sexe – Subventions pour les organismes, institutions et autres ordres de gouvernement canadiens afin d’améliorer les mesures de soutien et de créer des solutions globales à long terme pour les personnes survivantes à l’échelle nationale, régionale et locale	7 312 331	22 539 437	22 305 402
Contributions			
Programme de promotion de l’égalité des sexes, de l’orientation sexuelle, de l’identité et de l’expression de genre – Contributions pour appuyer le renforcement des capacités et le travail à l’échelle communautaire des organisations 2ELGBTQI+ canadiennes	12 957 335	5 112 759	156 538 197

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Programme de promotion de la femme – Contributions à des organismes de femmes et à d’autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	186 246 454	21 314 987	33 215 397
Programme de financement pour la lutte contre la violence fondée sur le sexe – Contributions pour les organismes, institutions et autres ordres de gouvernement canadiens afin d’améliorer les mesures de soutien et de créer des solutions globales à long terme pour les personnes survivantes à l’échelle nationale, régionale et locale	25 058 853	82 002 277	6 936 267

Énumération des autorisations législatives

Tableau 298. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Femmes et de l’Égalité des genres - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	6 269 956	6 465 281	6 055 463
Ministre des Femmes et de l’Égalité des genres – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 400	94 700	98 600

Ministère des Finances

Raison d'être

Le ministère des Finances Canada (le Ministère) est responsable de la gestion globale de l'économie canadienne. Cette gestion comprend la préparation du budget fédéral annuel, ainsi que la prestation de conseils au gouvernement au sujet de questions économiques et budgétaires, de politiques fiscales et tarifaires, de mesures sociales, d'enjeux liés à la sécurité, de la stabilité financière et d'engagements internationaux du Canada.

La ministre des Finances est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du ministère des Finances.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 299. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Finances

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	329 319 150	128 498 703	420 988 926	145 198 781

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
5 Autorisation pour le montant de l'aide en paiements directs à l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	0	1	1	1
Total des crédits votés	329 319 150	128 498 704	420 988 927	145 198 782
Total des postes législatifs	116 985 671 198	128 808 580 978	135 607 428 518	142 904 970 066
Total des dépenses budgétaires	117 314 990 348	128 937 079 682	136 028 417 445	143 050 168 848
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs	68 185 295 309	0	1 390 000 000	0
Total des dépenses non budgétaires	68 185 295 309	0	1 390 000 000	0

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 300. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Ministère des Finances

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Politiques économique et budgétaire	50 173 222 735	0	92 827 224 982	0	143 000 447 717

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services internes	49 871 131	0	0	(150 000)	49 721 131
Total	50 223 093 866	0	92 827 224 982	(150 000)	143 050 168 848

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 301. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Ministère des Finances

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions			
Programme d'aide financière aux participants autochtones	50 000	0	12 000 000
Autres paiements de transfert			
Total des postes législatifs	84 882 219 081	88 010 224 717	92 815 224 982

Énumération des autorisations législatives

Tableau 302. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Finances - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Transfert canadien en matière de santé (partie V.1 – Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces)	45 140 656 521	49 420 572 000	52 080 686 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Intérêt sur la dette non échue (<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>)	25 990 399 324	36 837 000 000	41 957 000 000
Péréquation fiscale (partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	21 920 222 000	23 963 000 000	25 252 833 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux (partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	15 938 157 000	16 416 302 000	16 908 791 000
Financement des territoires (partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	4 552 785 221	4 834 417 818	5 158 964 752
Autres frais d'intérêts	5 597 929 854	4 875 000 000	4 582 000 000
Paiements à la Banque d'infrastructures du Canada	384 450 033	2 921 312 000	3 454 085 000
Paiements à l'Association internationale de développement (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>)	911 436 000	486 916 000	486 916 000
Paiement à Terre-Neuve-et-Labrador lié à l'Entente sur les paiements annuels de ristournes liées au projet Hibernia (article 200 – <i>Loi no 1 d'exécution du budget de 2021</i>)	100 733 215	156 850 000	196 860 000
Achat de la monnaie canadienne (<i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i>)	87 250 876	82 000 000	81 000 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la <i>Loi sur la reprise économique</i>	56 818 753	51 823 068	51 535 479
Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, et autres autorisations législatives</i>)	42 639 341	44 585 961	44 585 961
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 313 748	16 676 310	15 561 484
Vice-première ministre et ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	90 400	94 700	98 600
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(753 319 887)	(1 279 753 650)	(1 331 973 210)
Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(6 080 781 000)	(5 795 881 000)	(6 033 974 000)

Ministère des Pêches et des Océans

Raison d'être

Pêches et Océans Canada appuie les pêches durables sur le plan environnemental, économique et social. Il contribue également à une économie prospère en soutenant les exportations et en favorisant un

commerce maritime sécuritaire. Le Ministère appuie l'innovation nécessaire à une économie fondée sur le savoir au moyen de la recherche dans des secteurs, tels que l'aquaculture et la biotechnologie.

Les activités du Ministère fournissent aux Canadiens un environnement propre et sain ainsi que des écosystèmes aquatiques durables grâce à la protection de l'habitat, à la gestion des océans, ainsi qu'à la recherche sur les écosystèmes.

La Garde côtière canadienne (GCC) se charge des services et des programmes qui soutiennent la sûreté, la sécurité et l'accessibilité des voies navigables du Canada. La GCC fournit également une flotte civile et une vaste infrastructure côtière.

La ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 303. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Pêches et des Océans

		Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	2 191 701 194	2 010 994 201	2 158 227 528	2 175 845 920
5	Dépenses en capital	986 124 249	1 381 611 297	1 431 450 239	1 826 755 893

		Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
10	Subventions et contributions	402 101 250	532 401 762	775 605 362	491 765 345
Total des crédits votés		3 579 926 693	3 925 007 260	4 365 283 129	4 494 367 158
Total des postes législatifs		196 901 056	186 343 086	204 743 311	190 813 246
Total des dépenses budgétaires		3 776 827 749	4 111 350 346	4 570 026 440	4 685 180 404

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

**Tableau 304. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire
- Ministère des Pêches et des Océans**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Opérations maritimes et intervention	669 664 034	1 481 224 990	31 478 794	0	2 182 367 818
Pêches	637 796 681	81 157 553	319 786 342	0	1 038 740 576
Écosystèmes aquatiques	311 374 340	6 677 482	140 002 209	0	458 054 031
Navigation maritime	289 089 193	127 469 285	248 000	(40 011 000)	376 795 478
Services internes	498 745 918	130 226 583	250 000	0	629 222 501
Total	2 406 670 166	1 826 755 893	491 765 345	(40 011 000)	4 685 180 404

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 305. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Ministère des Pêches et des Océans

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Subventions à l'appui des espèces et l'habitat aquatiques	1 112 008	4 077 585	2 600 000
Subventions à l'appui du programme de mise en valeur du saumon	65 200	1 550 000	1 575 000
Subventions à l'appui de la programmation d'aliénation des actifs	2 920 400	1 000 000	750 000
Subventions à l'appui des accords de réconciliation avec les Autochtones	0	745 860	745 860
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	123 000	275 500	275 500
Contributions			
Contributions à l'appui des espèces et de l'habitat aquatiques	109 281 814	121 754 372	124 657 915
Contributions à l'appui du cadre de gestion intégrée pour les programmes de contributions Autochtones	137 032 072	121 332 212	119 332 212
Contributions à l'appui du cadre de gestion intégrée pour les programmes du secteur des produits de la pêche	55 226 364	100 851 448	82 894 265

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions à l'appui des accords de réconciliation avec les Autochtones	9 006 985	53 296 821	65 799 309
Contributions à l'appui du programme intégrée de la Garde côtière canadienne	17 875 660	36 986 369	31 778 794
Contributions à l'appui de la recherche scientifique sur les écosystèmes et les océans	28 492 074	31 052 478	28 148 650
Contributions à l'appui de la gestion durable des pêches du Canada	29 901 106	44 769 000	22 920 723
Contributions à l'appui du programme de mise en valeur du saumon	4 606 983	6 641 000	7 516 000
Contribution à l'appui de la Fondation du saumon du Pacifique	1 404 426	1 590 633	1 590 633
Contributions à l'appui du Programme de contributions de catégorie de ports pour petits bateaux	2 514 351	2 407 200	750 000
Contribution à l'appui du Sous-comité du saumon de la Commission de gestion du poisson et de la faune du Yukon	300 500	308 700	317 900
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	1 440 960	241 217	91 217
Contribution à l'appui de la Fondation environnementale du T. Buck Suzuki	18 308	21 367	21 367

Énumération des autorisations législatives

Tableau 306. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Pêches et des Océans - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023- 2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	194 461 102	204 648 611	190 714 646
Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne - Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 400	94 700	98 600

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

Raison d'être

Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC) continue de renouveler la relation de nation à nation, entre les Inuits et la Couronne et de gouvernement à gouvernement entre le Canada et les Premières Nations, les Inuits et les Métis; de moderniser les structures du gouvernement du Canada en vue de permettre aux Autochtones de renforcer leur capacité et d'appuyer leur vision en matière d'autonomie gouvernementale; et de diriger les travaux du gouvernement du Canada dans le Nord.

Le ministre des Relations Couronne-Autochtones et le ministre des Affaires du Nord sont responsables de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 307. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

		Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	1 365 907 004	4 246 075 402	11 503 225 450	1 972 347 839
5	Dépenses en capital	3 953 067	140 000	313 545	75 000
10	Subventions et contributions	7 108 082 582	4 851 166 848	14 918 303 165	8 908 436 755
Total des crédits votés		8 477 942 653	9 097 382 250	26 421 842 160	10 880 859 594
Total des postes législatifs		654 638 386	35 731 048	37 355 527	32 390 959
Total des dépenses budgétaires		9 132 581 039	9 133 113 298	26 459 197 687	10 913 250 553
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés					
L15	Prêts à des revendicateurs autochtones	15 030 979	25 903 000	25 903 000	25 903 000
Total des crédits votés		15 030 979	25 903 000	25 903 000	25 903 000
Total des dépenses non budgétaires		15 030 979	25 903 000	25 903 000	25 903 000

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 308. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire

- Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Relations Couronne-Autochtones	1 096 427 320	0	8 558 684 233	0	9 655 111 553
Affaires du Nord	742 266 446	0	353 878 510	0	1 096 144 956
Services internes	182 138 068	75 000	0	(20 219 024)	161 994 044
Total	2 020 831 834	75 000	8 912 562 743	(20 219 024)	10 913 250 553

Tableau 309. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Non budgétaire - Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

	Total
Relations Couronne-Autochtones	25 903 000
Total	25 903 000

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 310. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions aux Premières Nations pour le règlement de revendications particulières négocié par le Canada ou imposé par le Tribunal des revendications particulières, et aux groupes autochtones pour le règlement des revendications spéciales	3 556 998 173	1 827 591 890	5 985 068 880
Subventions pour la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale et autres ententes visant à régler les droits découlant de l'article 35	1 878 534 219	1 675 473 145	1 576 074 422
Subventions pour le remboursement de prêts relatifs aux négociations des traités aux groupes autochtones ayant conclu une entente sur les revendications territoriales globales	94 135 251	98 173 878	98 173 878
Subventions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Nunavut pour les services de santé dispensés aux Indiens et aux Inuits	61 226 000	62 451 000	63 700 000
Subventions pour l'évolution politique des territoires, particulièrement en ce qui concerne le transfert des responsabilités	8 595 836	8 388 036	33 290 936

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions aux organisations chargées des revendications territoriales, aux signataires d'accords sur l'autonomie gouvernementale et aux organisations des Premières Nations pour soutenir la récolte d'aliments traditionnels et Subventions aux collectivités du Nord à l'appui de l'accès aux aliments offerts sur le marché	71 507 434	40 263 000	8 000 000
Subvention à la Nation Métisse de la Colombie-Britannique provenant du Fonds d'infrastructure aux communautés autochtones	6 905 793	7 679 248	7 728 345
Subventions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles ainsi que le développement scientifique dans le Nord	0	17 040 000	4 151 000
Subvention pour appuyer le Conseil de surveillance de la mine Giant ainsi que la recherche sur le trioxyde d'arsenic	1 005 752	1 077 193	1 129 961
Subvention accordée à l'Administration financière des Premières Nations en vertu de la <i>Loi sur la gestion financière des Premières Nations</i>	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	0	0	779 530
Total des postes législatifs	5 201 030	4 125 988	4 125 988
Contributions			

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions pour appuyer la négociation et la mise en œuvre d'ententes ou d'initiatives de traités, de revendications et d'autonomie gouvernementale	481 785 963	459 955 578	433 260 180
Contributions pour la Nation métisse pour l'apprentissage et la garde de jeunes enfants	0	0	137 367 716
Contributions pour appuyer l'accès aux aliments sains dans les collectivités isolées du Nord	133 781 970	137 909 230	121 652 192
Programme de contributions de l'interlocuteur fédéral	154 122 630	117 033 832	108 794 832
Contributions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord, et promouvoir le développement scientifique	80 943 061	84 835 702	94 603 783
Contributions pour appuyer les gouvernements et les institutions autochtones, et pour bâtir une gouvernance solide	0	49 003 612	58 628 573
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	132 938 465	66 368 566	58 624 829
Contributions visant à aborder l'héritage des pensionnats indiens	0	39 252 671	32 022 160
Contributions pour appuyer la capacité organisationnelle de base des organismes représentant les Autochtones	31 398 246	31 785 531	31 785 531

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Paiements de transfert au gouvernement du Yukon pour la préservation et l'entretien, l'assainissement et la gestion de la fermeture des sites contaminés au Yukon	1 702 044	15 232 736	14 969 539
Contributions pour promouvoir le développement social et politique dans le Nord et pour les résidents du Nord	16 227 110	13 719 254	13 969 099
Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires	11 219 000	11 219 000	11 219 000
Contributions pour appuyer le logement des Métis	56 192 560	7 427 624	9 956 247
Contributions pour le bien-être des familles et des survivantes et survivants des femmes, des filles et des personnes 2ELGBTQQIA+ autochtones disparues et assassinées	6 201 407	2 486 122	2 486 122
Autres paiements de transfert			
Total des postes législatifs	620 691 022	0	0

Énumération des autorisations législatives

Tableau 311. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	28 561 534	31 159 421	26 187 053
Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	5 201 030	4 125 988	4 125 988
Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources (lois sur le règlement des revendications territoriales globales)	0	1 865 718	1 865 718
Ministre des Relations Couronne-Autochtones – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 400	94 700	98 600
Ministre des Affaires du Nord – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 400	94 700	98 600
Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (<i>Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington [pollution par le mercure]</i>)	0	15 000	15 000

Ministère des Ressources naturelles

Raison d'être

Le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles est responsable de cette organisation.

Ressources naturelles Canada vise à améliorer la qualité de vie des Canadiens et Canadiennes en veillant à ce que nos ressources naturelles soient exploitées de façon durable, en fournissant une source d'emplois, de prospérité et de nouvelles perspectives, de même qu'en préservant notre environnement et en respectant nos communautés et les peuples autochtones.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 312. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Ressources naturelles

		Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	784 007 337	767 362 423	878 907 303	886 000 876
5	Dépenses en capital	34 104 856	29 227 432	47 408 006	38 370 809
10	Subventions et contributions	1 177 199 846	2 517 543 940	2 813 051 099	2 796 124 984
Total des crédits votés		1 995 312 039	3 314 133 795	3 739 366 408	3 720 496 669
Total des postes législatifs		544 814 722	1 782 646 434	1 792 194 388	1 830 643 284

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Total des dépenses budgétaires	2 540 126 761	5 096 780 229	5 531 560 796	5 551 139 953

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 313. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Ministère des Ressources naturelles

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Valorisation novatrice et durable des ressources naturelles	418 539 051	13 650 000	2 062 037 937	(23 910 427)	2 470 316 561
Secteurs des ressources naturelles concurrentiels à l'échelle mondiale	90 853 678	50 000	2 019 590 817	(307 200)	2 110 187 295
Science des ressources naturelles et atténuation des risques	271 870 444	16 748 594	472 106 000	(12 523 604)	748 201 434
Services internes	214 612 448	7 922 215	0	(100 000)	222 434 663
Total	995 875 621	38 370 809	4 553 734 754	(36 841 231)	5 551 139 953

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 314. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Ministère des Ressources naturelles

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Subventions à l'appui de rénovations maisons	241 451 457	804 000 000	722 151 500
Subventions à l'appui du programme de transport écoénergétique de marchandises	0	34 800 000	36 306 000
Subventions pour appuyer l'énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées	2 593 715	7 934 000	9 361 541
Subventions pour appuyer les technologies de récupération en cas de déversement d'hydrocarbures sous le programme intitulé Incitatifs pour le développement de technologies de récupération en cas de déversement d'hydrocarbures	1 000 000	2 000 000	5 100 000
Subventions à l'appui du programme d'infrastructure pour les véhicules à émission zéro	0	5 000 000	5 000 000
Subventions à l'appui de la sensibilisation et de l'engagement, de l'efficacité énergétique et de l'innovation énergétique	4 856 576	5 030 000	4 229 334
Subventions en soutien au Programme d'innovation énergétique	673 299	1 150 000	3 779 000
Subventions à l'appui de Solutions innovatrices Canada	523 036	2 300 000	2 300 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions pour le renforcement des capacités pour Accroître les forêts canadiennes – 2 milliards d’arbres	1 996 240	2 000 000	2 000 000
Subventions à l’appui du programme de leadership mondial sur les forêts	0	0	2 000 000
Subventions à l’appui du Fonds d’infrastructure pour les minéraux critiques	0	0	2 000 000
Subventions à l’appui de l’initiative de partenariats mondiaux	0	0	1 575 000
Subventions à l’appui de la géoscience	1 244 631	1 245 000	1 297 000
Subventions à l’appui du Centre Interservices des feux de forêt du Canada	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Subventions à l’appui du développement économique des Autochtones	0	0	1 000 000
Subventions pour soutenir et mobiliser les connaissances autochtones sur la gestion des feux	0	0	1 000 000
Subventions à l’appui de l’engagement et de renforcement des capacités, des énergies renouvelables intelligentes et de trajectoires d’électrification	292 299	700 000	700 000
Subventions à l’appui de l’Amélioration de la diversité dans la main-d’œuvre du secteur forestier canadien dans le cadre du programme intitulé Programme d’innovation forestière	0	0	300 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions à l'appui du programme de pré-développement de l'énergie éolienne extracôtière	0	0	120 000
Contributions			
Contributions à l'appui de projets d'énergies renouvelables intelligentes et de trajectoires d'électrification	318 254 923	394 141 202	401 152 171
Contributions en soutien au Programme relatif au Fonds pour les combustibles propres et au Programme de codification et de normalisation des combustibles propres	4 150 456	380 200 000	376 940 000
Contributions pour Accroître les forêts canadiennes - 2 milliards d'arbres	65 996 065	282 500 000	338 000 000
Contributions à l'appui de l'efficacité énergétique	9 644 090	59 073 023	147 926 989
Contributions à l'appui du Fonds d'infrastructure pour les minéraux critiques	0	0	109 100 000
Contributions à l'appui du programme d'innovation énergétique	26 843 935	60 662 982	97 000 000
Contributions à l'appui du programme d'infrastructure pour les véhicules à émission zéro	71 123 023	168 116 812	76 813 515
Contributions en soutien au Programme de prédéveloppement en matière d'électricité	0	75 000 000	70 000 000
Contributions à l'appui de l'initiative Combattre et gérer les feux de forêt dans un climat en changement	10 989 564	41 600 000	64 600 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions pour appuyer l'énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées	49 581 346	51 806 077	50 274 472
Contributions à l'appui du programme Investissements dans la transformation de l'industrie forestière	84 225 759	0	44 665 000
Contributions à l'appui de rénovations maisons	47 752 826	3 375 565	27 450 000
Contributions à l'appui du programme Communautés résilientes grâce à Intelli-feu	0	0	26 925 000
Contributions à l'appui du programme de promotion de l'innovation en foresterie	23 450 435	0	21 750 000
Contributions à l'appui des Partenariats pour les ressources naturelles autochtones	9 336 494	16 000 000	16 000 000
Contributions à l'appui de la Stratégie emploi et compétences jeunesse	11 748 172	14 413 983	14 444 178
Contributions à l'appui de l'adaptation aux changements climatiques	0	5 000 000	12 000 000
Contributions pour appuyer le programme des énergies renouvelables émergentes	24 941 976	13 066 123	10 066 124
Contributions pour appuyer la stratégie d'intervention précoce contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette - Phase III	0	12 500 000	9 600 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions à l'appui du programme de construction verte en bois	11 482 705	0	9 280 000
Contributions permettant le déploiement responsable de petits réacteurs modulaires et l'innovation nucléaire	0	4 229 501	9 209 372
Contributions à l'appui de l'Initiative en matière de technologie et d'innovation	0	0	9 000 000
Contributions à l'appui d'établir et mobiliser les connaissances fondamentales sur la lutte aux feux de forêt	0	0	8 500 000
Contributions à l'appui de la recherche	5 436 429	6 333 449	7 045 412
Contributions à l'appui du programme de transport écoénergétique de marchandises	0	6 109 223	6 719 376
Contributions à l'appui de l'initiative de recherche multipartenaire de RNCan	0	5 300 000	6 500 000
Contributions à l'appui de projets de prédéveloppement d'interconnexions stratégiques	7 616 407	5 000 000	5 000 000
Contributions à l'appui du développement économique des Autochtones	7 490 372	1 000 000	3 333 000
Contributions à l'appui de l'initiative de partenariats mondiaux	0	0	3 185 000
Contributions à l'appui de la géoscience	0	0	3 000 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions à l'appui de l'initiative des instituts de recherche forestière	3 759 420	2 368 000	2 368 000
Contributions à l'appui de la résilience aux feux de forêt	1 887 112	1 700 000	2 000 000
Contributions pour appuyer la participation autochtone aux dialogues	774 492	3 244 000	1 658 000
Contributions à l'appui de l'identification et de la cartographie des aléas d'inondation	0	0	1 250 000
Contributions à l'appui du programme de leadership mondial sur les forêts	0	0	980 000
Contributions à l'appui du programme GéoConnexions	437 500	500 000	500 000
Contributions à l'appui d'un centre d'excellence pour l'innovation et la résilience en matière de feux de forêt	0	0	475 000
Contributions obligatoire à l'Organisation internationale des bois tropicaux	0	0	120 000
Contributions à l'appui de l'engagement des Autochtones sur la cartographie des risques d'incendie de forêt dans la communauté	0	75 000	75 000
Total des postes législatifs	477 221 954	1 713 633 314	1 757 609 770

Énumération des autorisations législatives

Tableau 315. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Ressources naturelles - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve</i>)	455 191 312	1 699 445 814	1 741 978 520
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	69 002 701	78 466 374	72 671 087
Contribution à l'Office Canada-Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve</i>)	518 512	11 805 000	12 915 000
Contribution à l'Office Canada-Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers</i>)	1 914 209	2 382 500	2 716 250
Fonds renouvelable de Géomatique Canada	(1 678 544)	0	263 827
Ministre des Ressources naturelles - Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 400	94 700	98 600

Ministère des Services aux Autochtones

Raison d'être

Services aux Autochtones Canada travaille en collaboration avec ses partenaires en vue d'améliorer l'accès à des services de haute qualité pour les Premières Nations, les Inuits et les Métis. Notre vision est d'appuyer et

d'habiliter les Autochtones afin qu'ils puissent offrir de façon indépendante des services et aborder les différentes conditions socio-économiques au sein de leurs collectivités.

La ministre des Services aux Autochtones est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 316. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Services aux Autochtones

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	4 748 340 722	23 462 199 484	27 403 347 055	2 583 434 729
5	Dépenses en capital	3 474 448	6 102 934	9 791 522	6 385 586
10	Subventions et contributions	17 672 587 165	15 990 911 482	19 921 757 037	18 337 731 120
-	Autorisation d'augmenter les garanties d'emprunt ministérielles	0	0	1	0
Total des crédits votés		22 424 402 335	39 459 213 900	47 334 895 615	20 927 551 435
Total des postes législatifs		131 959 943	148 262 586	156 457 572	111 339 618
Total des dépenses budgétaires		22 556 362 278	39 607 476 486	47 491 353 187	21 038 891 053

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 317. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Ministère des Services aux Autochtones

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Bien-être et autodétermination des Autochtones	2 419 174 308	3 693 060	18 339 831 120	(5 450 000)	20 757 248 488
Services internes	321 268 028	2 692 526	0	(42 317 989)	281 642 565
Total	2 740 442 336	6 385 586	18 339 831 120	(47 767 989)	21 038 891 053

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 318. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Ministère des Services aux Autochtones

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Subvention à l'appui de la nouvelle relation financière avec les Premières Nations régies par la <i>Loi sur les Indiens</i>	1 108 145 193	1 648 666 867	1 689 243 713
Subventions pour appuyer les ententes de coordination des services à l'enfance et à la famille et les arrangements fiscaux connexes	127 884 553	431 187 145	311 057 276
Subvention pour le financement du soutien des bandes	169 422 902	187 741 578	187 711 181

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subvention pour la mise en œuvre de l'accord-cadre de la Gestion des terres des Premières Nations	31 207 389	50 642 752	57 118 994
Subventions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes qui habitent dans les réserves indiennes et aux Indiens inscrits du territoire du Yukon	9 268 438	20 000 000	20 000 000
Subvention à la bande indienne de Miawpukek pour appuyer des programmes désignés	12 214 325	12 458 612	12 707 784
Subventions pour les règlements des revendications de l'Opération retour au foyer	0	13 817 311	9 282 000
Subventions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire des Premières Nations	425 000	977 000	977 000
Subventions aux bandes indiennes de la Colombie-Britannique tenant lieu d'une rente par habitant	300 000	300 000	300 000
Subventions pour favoriser l'essor du régime d'éducation primaire et secondaire des Premières Nations	0	150 000	150 000
Subventions visant à accroître la participation des jeunes Inuits et des Premières Nations aux possibilités en éducation et sur le marché du travail	30 000	45 000	45 000
Total des postes législatifs	3 250 421	2 100 000	2 100 000
Contributions			

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires	3 228 463 767	2 900 715 638	3 630 317 782
Contributions visant à offrir des services de protection et de prévention aux enfants, aux jeunes, aux jeunes adultes, aux familles et aux communautés	2 753 369 429	1 701 093 623	3 309 540 584
Contributions aux soins de santé primaires des Premières Nations et des Inuits	2 371 749 723	2 111 399 223	2 593 162 613
Contributions pour favoriser l'essor du régime d'éducation primaire et secondaire des Premières Nations	2 388 377 648	2 465 100 841	2 459 891 128
Contributions au soutien à l'infrastructure de la santé des Premières Nations et des Inuits	1 197 655 889	885 750 488	1 154 055 697
Contributions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes qui habitent dans les réserves indiennes et aux Indiens inscrits du territoire du Yukon	1 441 142 564	1 309 022 967	1 052 134 824
Contributions aux prestations supplémentaires en santé des Premières Nations et des Inuits	394 238 714	384 297 452	395 351 166
Contributions pour appuyer la gestion des terres et le développement économique	276 108 964	309 741 310	277 968 521
Contributions à l'appui des Programmes urbains pour les peuples autochtones	259 793 599	180 689 910	267 313 273

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire des Premières Nations	434 801 952	308 695 447	246 085 393
Contributions pour appuyer la gestion des urgences dans le cadre des activités dans les réserves	486 310 959	204 157 822	194 157 822
Contributions pour améliorer la sûreté et la sécurité des femmes, des enfants, des familles et les personnes 2ELGBTQI+ autochtones	105 683 086	135 249 859	145 258 426
Contributions visant à accroître la participation des jeunes Inuits et des Premières Nations aux possibilités en éducation et sur le marché du travail	92 806 932	77 062 000	79 561 887
Contributions à l'initiative des Voies pour la sécurité des communautés autochtones	30 056 932	50 098 465	61 178 736
Contributions pour appuyer les transferts de services et transformation	13 200 991	33 858 042	44 414 779
Contributions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire de la Nation métisse	47 009 816	39 765 968	39 765 968
Contributions versées aux Premières Nations pour la gestion de sites contaminés	53 863 025	33 793 404	33 515 201
Contributions pour appuyer les gouvernements et les institutions autochtones, et pour bâtir une gouvernance solide	202 052 817	76 234 850	27 209 382

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions pour appuyer l'Initiative sur les partenariats stratégiques pour le développement économique des Autochtones	47 780 306	24 698 542	14 450 000
Contributions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire des Inuits	11 950 820	9 825 958	11 325 503
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	9 016 293	7 627 600	7 127 600
Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'inscription	7 730 531	5 311 547	5 351 887

Énumération des autorisations législatives

Tableau 319. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Services aux Autochtones - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	95 370 740	119 880 204	107 141 018
Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités (<i>Loi sur les Indiens</i>)	3 250 421	2 100 000	2 100 000
Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique (<i>Loi sur les Indiens</i>)	0	2 000 000	2 000 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Ministre des Services aux Autochtones – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 400	94 700	98 600

Ministère des Transports

Raison d'être

Le ministre des Transports est responsable du ministère des Transports.

Transports Canada est responsable de l'élaboration et de la surveillance des politiques et des programmes de transport du gouvernement du Canada, de sorte que les Canadiens aient accès à un réseau de transport :

- sécuritaire et sûr;
- efficace;
- écologique et novateur.

Le Ministère tente d'atteindre ces objectifs :

- en proposant et en mettant à jour des politiques, des lois et des règlements;
- en menant des inspections et des activités d'application de la loi, et en assurant la surveillance du matériel, des opérations et des installations de l'industrie du transport;
- en octroyant des fonds à des organisations pour financer des projets qui renforcent le réseau de transport, comme des projets d'amélioration de la sécurité, des innovations technologiques et des initiatives de transport écologique.

Bien que le Ministère ne soit pas directement responsable de tous les aspects du transport ou de tous les modes de transport, il joue un rôle clé pour s'assurer que toutes les composantes du réseau de transport partout

au Canada coordonnent efficacement leurs activités, en collaborant avec divers groupes dont les Autochtones, l'industrie, les gouvernements provinciaux et territoriaux et les partenaires internationaux.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de Transports Canada.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 320. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Transports

		Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	857 710 962	1 019 788 928	1 139 724 479	1 010 983 880
5	Dépenses en capital	100 986 121	165 973 915	251 486 987	248 381 570
10	Subventions et contributions	1 062 618 063	2 178 360 403	2 457 570 200	2 115 729 155
Total des crédits votés		2 021 315 146	3 364 123 246	3 848 781 666	3 375 094 605
Total des postes législatifs		258 335 338	248 813 764	266 310 138	276 734 568
Total des dépenses budgétaires		2 279 650 484	3 612 937 010	4 115 091 804	3 651 829 173

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 321. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Ministère des Transports

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Réseau de transport efficace	340 041 927	116 964 651	1 419 979 462	(20 674 590)	1 856 311 450
Réseau de transport écologique et novateur	210 295 872	77 979 952	717 434 950	(1 475 000)	1 004 235 774
Réseau de transport sûr et sécuritaire	498 081 935	49 366 117	60 646 000	(78 146 549)	529 947 503
Services internes	264 340 165	4 070 850	0	(7 076 569)	261 334 446
Total	1 312 759 899	248 381 570	2 198 060 412	(107 372 708)	3 651 829 173

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 322. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Ministère des Transports

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Programme d'incitatifs pour l'utilisation de véhicules zéro émission	269 784 720	635 016 170	587 632 784
Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	33 344 267	35 478 300	36 831 513

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Programme visant à favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones	2 020 333	10 259 800	4 607 563
Subvention pour Solutions innovatrices Canada	0	866 046	1 466 046
Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire	155 000	700 000	1 183 000
Fonds de commémoration pour les victimes de la tragédie d'Ethiopian Airlines	479 525	1 000 000	1 000 000
Programme pour la protection des côtes et voies navigables à travers le Canada	517 964	1 950 000	550 000
Programme d'atténuation des perturbations liées au trafic maritime	100 000	0	150 000
Subvention au Programme de développement coopératif de la sécurité opérationnelle et de maintien de la navigabilité (COSCAP) de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)	92 324	130 000	130 000
Contributions			
Fonds national des corridors commerciaux	219 257 054	1 019 354 853	874 570 473
Projet de la voie de contournement ferroviaire de Lac-Mégantic	0	0	188 093 410
Programme des infrastructures essentielles des aéroports	263 217 326	191 079 143	110 250 290
Programme pour la protection des côtes et voies navigables à travers le Canada	18 754 803	64 130 607	81 854 057
Programme de contributions aux services de traversier	52 864 399	41 755 272	54 438 352

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire	18 767 964	39 520 000	46 275 000
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	120 767 029	64 877 822	43 999 999
Contribution pour le Programme des corridors maritimes verts	0	0	36 800 000
Programme ferroviaire voyageur dans les collectivités éloignées	17 190 439	18 250 000	19 562 960
Programme de paiements de transfert pour la sécurité routière	19 981 342	4 442 681	12 000 000
Programme de lutte contre les perturbations causées par le trafic	2 658 371	3 150 000	2 800 500
Importants travaux de réhabilitation du pont Victoria	8 321 344	4 381 571	2 723 604
Contributions aux provinces pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers dans le but d'augmenter leur efficacité globale et de promouvoir la sécurité, tout en encourageant, d'un point de vue régional et économique, le développement industriel et le tourisme : Entente pour le développement du réseau routier de l'Outaouais	1 488 503	8 627 528	2 632 000
Programme pour l'exploitation et l'entretien des aéroports	2 329 951	1 600 000	1 600 000
Programme visant à favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones	2 530 356	650 000	1 300 000
Programme de réfection des bandes d'atterrissage de la côte du Labrador	1 360 000	1 000 000	1 000 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contribution à l'appui de la sécurité nautique	2 455 046	1 225 000	958 000
Contributions à l'appui des transports propres	150 000	3 650 000	700 000
Association des transports du Canada	308 376	425 310	425 310
Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes	0	100 000	100 000
Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada	70 294	259 000	70 294
Programme de bourses pour le Groupe de recherches sur les transports au Canada	24 000	24 000	24 000
Total des postes législatifs	76 165 776	78 917 690	82 331 257

Énumération des autorisations législatives

Tableau 323. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Transports - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	92 507 297	112 674 748	103 431 711

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> (L.C. 1998, ch. 10)	73 767 597	74 623 000	90 873 000
Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> (L.C. 1993, ch. 43)	72 865 776	75 617 690	79 031 257
Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, <i>Loi des subsides no 5 de 1963</i>, [L.C. 1963, ch. 42])	3 300 000	3 300 000	3 300 000
Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 400	94 700	98 600

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

Raison d'être

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) joue un rôle important dans les activités quotidiennes du gouvernement du Canada. Il est un partenaire stratégique des ministères et organismes fédéraux dans l'atteinte de leurs objectifs en tant qu'acheteur central, gestionnaire de biens immobiliers, spécialiste des questions linguistiques, trésorier, comptable, administrateur de la paye et des pensions, et fournisseur de services communs. La vision du Ministère consiste à exceller dans les

opérations gouvernementales. Sa mission est d'offrir des services et des programmes de première qualité adaptés aux besoins des organisations fédérales, en plus d'assurer une saine intendance au profit de la population canadienne.

Le ministre des Services publics et de l'Approvisionnement est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 324. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1	2 852 865 460	2 633 766 246	3 118 809 971	3 149 646 689
5	1 525 205 756	1 559 955 319	1 925 028 754	1 435 134 559
-	0	0	1	0
Total des crédits votés	4 378 071 216	4 193 721 565	5 043 838 726	4 584 781 248
Total des postes législatifs	71 719 832	141 884 126	251 912 604	199 451 762
Total des dépenses budgétaires	4 449 791 048	4 335 605 691	5 295 751 330	4 784 233 010
Dépenses non budgétaires				

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Crédits votés				
- Caisses d'avance fixe, avances à justifier et avances recouvrables. Limite 50 000 000 \$ (Net)	(236 578)	0	0	0
Total des crédits votés	(236 578)	0	0	0
Total des postes législatifs	4 517 939	0	0	0
Total des dépenses non budgétaires	4 281 361	0	0	0

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 325. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Biens et infrastructure	5 175 445 557	1 414 917 419	0	(3 242 744 718)	3 347 618 2
Paiements et comptabilité	953 658 907	4 638 427	0	(190 384 622)	767 912 7
Achat de biens et de services	346 971 101	0	0	(165 269 537)	181 701 5
Soutien à l'échelle du gouvernement	509 946 122	5 308 636	0	(355 362 621)	159 892 1
Ombudsman de l'approvisionnement	4 480 464	0	0	0	4 480 4
Services internes	388 507 378	10 270 077	0	(76 149 580)	322 627 8

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Total	7 379 009 529	1 435 134 559	0	(4 029 911 078)	4 784 233 0

Énumération des autorisations législatives

Tableau 326. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	165 196 368	210 334 293	173 581 410
Fonds renouvelable des Services immobiliers (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>)	(15 221 103)	33 600 000	20 800 000
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (<i>Loi de crédits no 4 pour 1994-1995</i>)	(2 091 624)	8 068 695	5 075 039
Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement) - Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 400	94 700	98 600
Fonds renouvelable des Services optionnels (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>)	(22 178 976)	(185 084)	(103 287)

Ministère du Patrimoine canadien

Raison d'être

La ministre du Patrimoine canadien est responsable de cette organisation.

Le ministère du Patrimoine canadien et les organismes de son portefeuille jouent un rôle vital dans la vie culturelle, civique et économique des Canadiens. Ses politiques et ses programmes favorisent un milieu permettant aux Canadiens de faire l'expérience d'expressions culturelles dynamiques, de célébrer notre histoire et notre patrimoine et de bâtir des collectivités fortes. Le Ministère investit dans l'avenir en appuyant les arts, nos langues officielles et les langues autochtones, ainsi que nos athlètes et le système sportif.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 327. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère du Patrimoine canadien

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	263 694 463	202 886 911	226 564 218	237 751 779
5	Subventions et contributions	2 004 559 020	1 707 891 504	1 904 991 180	1 624 605 590
Total des crédits votés		2 268 253 483	1 910 778 415	2 131 555 398	1 862 357 369
Total des postes législatifs		32 301 554	29 324 094	33 461 404	30 910 671
Total des dépenses budgétaires		2 300 555 037	1 940 102 509	2 165 016 802	1 893 268 040

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 328. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Ministère du Patrimoine canadien

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Langues officielles	23 846 822	0	612 356 802	0	636 203 624
Créativité, arts et culture	56 164 827	0	491 104 950	(5 000 000)	542 269 777
Sport	20 592 774	0	232 996 907	0	253 589 681
Diversité et inclusion	26 721 708	0	224 012 774	0	250 734 482
Patrimoine et célébrations	55 503 708	0	64 953 157	(1 045 000)	119 411 865
Services internes	93 046 046	0	0	(1 987 435)	91 058 611
Total	275 875 885	0	1 625 424 590	(8 032 435)	1 893 268 040

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 329. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Ministère du Patrimoine canadien

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Subventions pour le Fonds du Canada pour les périodiques	83 719 283	84 814 083	84 814 083

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle	20 505 117	64 817 568	66 592 973
Subventions à l'appui du Programme des langues et cultures autochtones	3 304 190	100 200 000	55 800 000
Subventions au Fonds du livre du Canada	39 448 988	41 990 717	34 000 000
Subventions au Programme d'aide aux athlètes	31 738 882	33 000 000	33 000 000
Subventions pour financer le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	25 127 348	21 355 000	21 355 000
Subventions pour le Fonds du Canada pour l'investissement en culture	20 100 000	20 000 000	19 772 205
Subventions pour le Fonds du Canada pour la présentation des arts	42 849 018	26 861 655	19 500 000
Subventions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles	1 805 257	15 194 842	15 194 842
Subventions à l'appui du Programme des célébrations et commémorations	19 371 907	18 000 000	9 750 000
Subventions au programme de Multiculturalisme et de lutte contre le racisme	0	0	8 674 686
Subvention à TV5 Monde	7 296 435	8 000 000	8 000 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions pour le Fonds du Canada pour les espaces culturels	4 390 611	7 000 000	7 000 000
Subventions en vertu du Programme d'aide aux musées	21 617 240	12 563 680	4 663 680
Subventions à l'appui du Fonds pour l'histoire du Canada	0	1 150 060	1 150 060
Subventions à l'appui du Fonds Exportation Créative Canada	0	0	1 000 000
Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnités pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions :			
Québec	147 372	147 372	147 372
Ontario	105 627	105 627	105 627
Colombie-Britannique	97 814	97 814	97 814
Terre-Neuve-et-Labrador	77 590	77 590	77 590
Alberta	75 940	75 940	75 940
Manitoba	73 762	73 762	73 762
Saskatchewan	73 758	73 758	73 758
Nouvelle-Écosse	64 199	64 199	64 199
Nouveau-Brunswick	62 947	62 947	62 947
Île-du-Prince-Édouard	57 071	57 071	57 071
Subventions pour le Programme de soutien aux communautés, au multiculturalisme, et à la lutte contre le racisme	10 848 278	12 681 588	445 314

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions à l'appui du programme Les jeunes s'engagent	45 000	150 000	150 000
Subventions à l'appui du programme Échanges Canada	55 000	100 000	100 000
Total des postes législatifs	1 207 793	819 000	819 000
Contributions			
Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle	359 029 471	266 911 215	353 414 698
Contributions au Programme de soutien au sport	249 163 014	192 945 679	177 631 907
Contributions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles	220 935 706	187 136 655	177 154 289
Contributions pour soutenir le Fonds des médias du Canada	190 604 033	154 146 077	154 146 077
Contributions à l'appui du Programme des langues et cultures autochtones	151 817 536	157 967 971	109 716 221
Contributions pour le Fonds du Canada pour les espaces culturels	70 014 374	49 668 717	61 216 427
Contributions pour le Fonds du Canada pour la formation dans le secteur des arts	25 277 000	26 529 440	27 779 440
Contributions au Fonds de la musique du Canada	57 899 231	33 899 231	25 299 231
Contributions au Programme d'accueil	41 412 093	25 445 750	22 365 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions en vertu du Programme d'aide aux musées	24 965 259	19 709 440	17 322 640
Contributions pour le Programme de soutien aux communautés, au multiculturalisme, et à la lutte contre le racisme	11 960 935	4 021 316	15 903 982
Contributions à l'appui du programme Échanges Canada	12 142 679	18 086 359	14 686 359
Contributions pour le Fonds du Canada pour la présentation des arts	26 539 381	12 977 742	12 700 742
Contributions à l'appui du Programme de contestation judiciaire	4 074 584	4 979 734	10 391 405
Contributions pour le Programme de contributions à la citoyenneté numérique	5 155 262	10 200 000	10 050 000
Contributions à l'appui du Programme Exportation Créative Canada	12 810 411	0	10 000 000
Contributions au Programme de multiculturalisme et de lutte contre le racisme	0	0	6 797 334
Contribution au Harbourfront Centre	14 500 000	6 500 000	6 500 000
Contributions à TV5	5 651 654	4 960 900	4 960 900
Contributions pour financer le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	6 155 211	3 300 000	3 300 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions à l'appui du Programme des célébrations et commémorations	36 292 814	3 994 367	2 994 367
Contributions à l'appui du Fonds pour l'histoire du Canada	5 522 434	2 812 330	2 762 330
Contributions au Fonds du livre du Canada	21 758 101	12 675 584	2 666 301
Contributions pour le Fonds du Canada pour les périodiques	3 460 161	2 499 544	1 699 544
Contributions à l'appui du programme Les jeunes s'engagent	2 846 438	1 303 023	1 303 023
Contributions à l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste	0	44 450	44 450

Énumération des autorisations législatives

Tableau 330. Énumération des autorisations législatives - Ministère du Patrimoine canadien - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	29 165 608	31 257 004	28 698 471
Traitements des lieutenants-gouverneurs (<i>Loi sur les salaires</i>)	1 698 956	1 196 000	1 196 000
Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> (L.R.C. (1985), ch. L-8)	976 697	637 000	637 000

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Prestations de retraite supplémentaires – lieutenants-gouverneurs précédents (<i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>)	231 096	182 000	182 000
Ministre du Patrimoine canadien – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	107 800	94 700	98 600
Ministre des Sports et de l'Activité physique– Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement Canada</i>)	0	94 700	98 600

Musée canadien de l'histoire

Raison d'être

La Société du Musée canadien de l'histoire est une société d'État constituée en vertu de la *Loi sur les musées* (Lois du Canada [2013], chapitre 38), qui est entrée en vigueur le 12 décembre 2013. En vertu de la loi, le Musée canadien de l'histoire a pour mission « d'accroître la connaissance, la compréhension et le degré d'appréciation des Canadiens à l'égard d'événements, d'expériences, de personnes et d'objets qui incarnent l'histoire et l'identité canadiennes, qu'ils ont façonnées, ainsi que de les sensibiliser à l'histoire du monde et aux autres cultures ».

La ministre du Patrimoine canadien est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 331. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Musée canadien de l'histoire

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	77 558 634	73 251 251	78 307 251	83 116 568
Total des crédits votés	77 558 634	73 251 251	78 307 251	83 116 568
Total des dépenses budgétaires	77 558 634	73 251 251	78 307 251	83 116 568

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 332. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Musée canadien de l'histoire

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Musée canadien de l'histoire	80 616 568	2 500 000	0	0	83 116 568
Total	80 616 568	2 500 000	0	0	83 116 568

Musée canadien de l'immigration du Quai 21

Raison d'être

Le Musée canadien de l'immigration du Quai 21 a été constitué en 2010 en vertu d'une modification à la *Loi sur les musées*.

Le Musée canadien de l'immigration du Quai 21 a pour mission « d'explorer le thème de l'immigration au Canada en vue d'accroître la compréhension du public à l'égard des expériences vécues par les immigrants au moment de leur arrivée au Canada, du rôle essentiel que l'immigration a joué dans le développement du Canada et de la contribution des immigrants à la culture, à l'économie et au mode de vie canadiens ».

La ministre du Patrimoine canadien est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 333. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Musée canadien de l'immigration du Quai 21

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	8 956 694	8 111 694	9 086 694	10 024 370
Total des crédits votés	8 956 694	8 111 694	9 086 694	10 024 370
Total des dépenses budgétaires	8 956 694	8 111 694	9 086 694	10 024 370

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 334. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Musée canadien de l'immigration du Quai 21

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	10 024 370	0	0	0	10 024 370
Total	10 024 370	0	0	0	10 024 370

Musée canadien de la nature

Raison d'être

Le Musée canadien de la nature est devenu une société d'État le 1er juillet 1990 en vertu de la *Loi sur les musées*. Sa mission est d'accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt et le respect à l'égard de la nature, de même que sa connaissance et son degré d'appréciation par la constitution, l'entretien et le développement, aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets d'histoire naturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de la nature, des enseignements et de la compréhension qu'elle génère.

La ministre du Patrimoine canadien est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 335. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Musée canadien de la nature

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Crédits votés				
1 Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	33 006 375	27 718 568	32 324 368	32 534 909
Total des crédits votés	33 006 375	27 718 568	32 324 368	32 534 909
Total des dépenses budgétaires	33 006 375	27 718 568	32 324 368	32 534 909

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 336. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Musée canadien de la nature

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Musée canadien de la nature	32 534 909	0	0	0	32 534 909
Total	32 534 909	0	0	0	32 534 909

Musée canadien des droits de la personne

Raison d'être

Créé en 2008 en vertu d'une modification à la *Loi sur les musées*, le Musée canadien pour les droits de la personne est le premier musée national à être créé depuis 1967, et le premier à être établi à l'extérieur de la région de la capitale nationale.

Le mandat du Musée consiste à « explorer le thème des droits de la personne, en mettant un accent particulier sur le Canada, en vue d'accroître la compréhension du public à cet égard, de promouvoir le respect des autres et d'encourager la réflexion et le dialogue ».

La ministre du Patrimoine canadien est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 337. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Musée canadien des droits de la personne

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	30 816 799	25 458 013	26 798 013	28 589 790
Total des crédits votés	30 816 799	25 458 013	26 798 013	28 589 790
Total des dépenses budgétaires	30 816 799	25 458 013	26 798 013	28 589 790

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 338. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Musée canadien des droits de la personne

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Musée canadien des droits de la personne	28 589 790	0	0	0	28 589 790
Total	28 589 790	0	0	0	28 589 790

Musée des beaux-arts du Canada

Raison d'être

Le Musée des beaux-arts du Canada (le Musée) a pour mandat de constituer, d'entretenir et de faire connaître, au Canada et à l'étranger, une collection d'œuvres d'art anciennes et contemporaines principalement axée sur le Canada, et d'amener tous les Canadiens à mieux connaître, comprendre et apprécier l'art en général. Créé en 1880, le Musée compte parmi les plus anciennes institutions culturelles du pays.

La ministre du Patrimoine canadien est responsable du Musée.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 339. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Musée des beaux-arts du Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
1 Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	42 373 308	37 778 278	39 021 278	42 020 493
5 Paiements au Musée à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection du Musée et des frais connexes	8 000 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000
Total des crédits votés	50 373 308	45 778 278	47 021 278	50 020 493
Total des dépenses budgétaires	50 373 308	45 778 278	47 021 278	50 020 493

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 340. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Musée des beaux-arts du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Musée des beaux-arts du Canada	49 020 493	1 000 000	0	0	50 020 493
Total	49 020 493	1 000 000	0	0	50 020 493

Musée national des sciences et de la technologie

Raison d'être

Le Musée national des sciences et de la technologie (MNST) est une société d'État constituée le 1er juillet 1990 en vertu de la *Loi sur les musées*.

Le MNST a pour mission de promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques principalement axée sur le Canada, et par la présentation de procédés et de productions de l'activité scientifique et technique, et de leurs rapports avec la société sur les plans économique, social et culturel.

Le MNST exerce ses activités sous le nom d'INGENIUM – Musées des sciences et de l'innovation du Canada. Il gère trois établissements muséaux : le Musée des sciences et de la technologie du Canada, le Musée de l'aviation et de l'espace du Canada, et le Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada.

La ministre du Patrimoine canadien est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan d'entreprise du MNST.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 341. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Musée national des sciences et de la technologie

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	39 736 712	29 933 096	36 535 096	38 404 738
Total des crédits votés	39 736 712	29 933 096	36 535 096	38 404 738
Total des dépenses budgétaires	39 736 712	29 933 096	36 535 096	38 404 738

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 342. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Musée national des sciences et de la technologie

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Musée national des sciences et de la technologie	37 604 738	800 000	0	0	38 404 738
Total	37 604 738	800 000	0	0	38 404 738

Office des transports du Canada

Raison d'être

L'Office des transports du Canada (Office) est un organisme de réglementation et un tribunal quasi judiciaire indépendant ayant tous les pouvoirs d'une cour supérieure. L'Office exerce ses activités dans le contexte d'un réseau de transport national très vaste et complexe.

La *Loi sur les transports au Canada*, qui comprend la Politique nationale sur les transports, encadre le travail de l'Office. La loi précise que la concurrence et les forces du marché sont les principaux facteurs en jeu dans la prestation de services de transport viables et efficaces, mais qu'il peut être nécessaire d'adopter de la réglementation pour obtenir des résultats de politique publique que la concurrence et les forces du marché ne permettent pas à elles seules d'atteindre.

L'Office a des pouvoirs particuliers qui lui sont attribués en vertu de cette loi :

- L'Office est un organisme de réglementation des modes de transport de compétence fédérale. L'Office élabore et applique des règles de base pour encadrer les droits et les responsabilités des fournisseurs de services de transport et des usagers et faire en sorte que les règles du

jeu soient les mêmes pour toutes les parties. Ces règles peuvent revêtir la forme de règlements exécutoires, de lignes directrices ou de codes de pratiques.

- L'Office est un tribunal qui entend et règle des différends, comme le fait une cour. Il règle les différends entre les fournisseurs de services de transport et leurs clients ou voisins en recourant à divers outils, soit la facilitation, la médiation, l'arbitrage et le processus décisionnel formel.

Les responsabilités de l'OTC sont de :

- Veiller à ce que le réseau de transport national fonctionne efficacement et harmonieusement, dans l'intérêt de tous les Canadiens : depuis ceux qui y travaillent et y investissent, en passant par les producteurs, les expéditeurs, les voyageurs et les entreprises qui l'utilisent, jusqu'aux collectivités où il est exploité.
- Protéger le droit fondamental des personnes handicapées à un réseau de transport accessible.
- Offrir aux passagers aériens un régime de protection du consommateur.

Des renseignements supplémentaires sur le rôle, le mandat et la mission de l'OTC sont fournis sur son site Web et dans son plan ministériel.

Le ministre des Transports est responsable de cette organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 343. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Office des transports du Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
1 Dépenses du programme	36 683 294	27 756 954	44 467 720	50 218 650
Total des crédits votés	36 683 294	27 756 954	44 467 720	50 218 650
Total des postes législatifs	4 447 023	3 630 850	7 537 642	6 040 737
Total des dépenses budgétaires	41 130 317	31 387 804	52 005 362	56 259 387

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 344. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Office des transports du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Des services indépendants de réglementation et de règlement des différends pour les fournisseurs et les utilisateurs de services de transport	40 103 789	0	0	0	40 103 789
Services internes	16 155 598	0	0	0	16 155 598
Total	56 259 387	0	0	0	56 259 387

Énumération des autorisations législatives

Tableau 345. Énumération des autorisations législatives - Office des transports du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 447 023	7 537 642	6 040 737

Office national du film

Raison d'être

L'Office national du film du Canada (ONF) a été créé par une loi du Parlement fédéral en 1939 et est une agence fédérale qui fait partie du portefeuille du ministère du Patrimoine canadien. L'ONF a pour mandat de produire et de distribuer des œuvres originales et innovatrices lesquelles font mieux comprendre les enjeux auxquels doit faire face la population canadienne et font connaître les valeurs et les points de vue canadiens au pays et dans le monde. Au fil des décennies, il est devenu la norme en matière d'innovation audiovisuelle au Canada et joue un rôle important en soulignant les changements et les événements marquants de la société canadienne.

En tant que producteur et distributeur public d'œuvres audiovisuelles, l'ONF joue un rôle essentiel en offrant une perspective de la richesse et de la diversité canadiennes.

C'est au moyen de documentaires et de films d'animation que l'ONF explore les enjeux sociaux contemporains. Aujourd'hui, les cinéastes, les créatrices et créateurs, les artistes, et les artisanes et les artisans de toutes les régions du pays, qu'ils soient chevronnés ou émergents, continuent à faire œuvre de pionniers en matière de contenu et de forme en mettant en valeur la créativité canadienne et autochtone auprès du public d'ici et d'ailleurs.

La ministre du Patrimoine canadien est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 346. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Office national du film

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	72 441 400	66 490 205	71 788 425	71 954 082
Total des crédits votés		72 441 400	66 490 205	71 788 425	71 954 082
Total des postes législatifs		6 470	0	0	0
Total des dépenses budgétaires		72 447 870	66 490 205	71 788 425	71 954 082

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 347. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Office national du film

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Programmation et production audiovisuelles	38 303 556	0	0	(1 096 000)	37 207 556

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Accessibilité des œuvres et interaction avec les auditoires	30 612 053	0	0	(7 254 000)	23 358 053
Services internes	11 438 473	0	0	(50 000)	11 388 473
Total	80 354 082	0	0	(8 400 000)	71 954 082

Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité

Raison d'être

L'Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité (OCENA) est un établissement public qui élaborera de nouvelles normes d'accessibilité et révisera les normes existantes, en plus de servir de centre pour la promotion et le soutien de la recherche et des pratiques exemplaires en matière de normes d'accessibilité, principalement dans les domaines prioritaires définis dans la loi.

L'OCENA élaborera et examinera les normes d'accessibilité qui établiront la façon dont les organismes fédéraux du secteur privé, les ministères et les organismes du gouvernement du Canada peuvent prévenir, identifier, et éliminer les obstacles à l'accessibilité.

La ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 348. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	9 775 776	11 892 041	12 117 041	11 999 820
5	Subventions et contributions	8 498 175	8 500 000	8 500 000	8 500 000
Total des crédits votés		18 273 951	20 392 041	20 617 041	20 499 820
Total des postes législatifs		792 650	823 871	823 871	763 030
Total des dépenses budgétaires		19 066 601	21 215 912	21 440 912	21 262 850

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 349. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Normes d'accessibilité	7 056 580	0	8 500 000	0	15 556 580
Services internes	5 706 270	0	0	0	5 706 270
Total	12 762 850	0	8 500 000	0	21 262 850

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 350. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Avancement de la recherche sur les normes d'accessibilité	1 333 495	4 250 000	4 250 000
Contributions			
Avancement de la recherche sur les normes d'accessibilité	7 164 680	4 250 000	4 250 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 351. Énumération des autorisations législatives - Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	792 650	823 871	763 030

Régie canadienne de l'énergie

Raison d'être

La Régie canadienne de l'énergie réglemente les pipelines et les lignes de transport d'électricité interprovinciaux et internationaux, les projets d'énergie renouvelable extracôtière, les activités pétrolières et gazières dans les terres domaniales et le commerce de l'énergie.

La Régie canadienne de l'énergie relève du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de la Régie canadienne de l'énergie.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 352. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Régie canadienne de l'énergie

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	100 803 350	102 009 593	102 109 812	101 145 961
Total des crédits votés		100 803 350	102 009 593	102 109 812	101 145 961
Total des postes législatifs		11 613 625	11 412 951	11 412 951	10 247 693
Total des dépenses budgétaires		112 416 975	113 422 544	113 522 763	111 393 654

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 353. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Régie canadienne de l'énergie

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Processus décisionnel	19 753 854	0	8 977 021	0	28 730 875

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Surveillance de la sécurité et de l'environnement	22 962 958	0	0	0	22 962 958
Mobilisation	9 187 376	0	0	0	9 187 376
Information sur l'énergie	6 780 584	0	0	0	6 780 584
Services internes	43 731 861	0	0	0	43 731 861
Total	102 416 633	0	8 977 021	0	111 393 654

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 354. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Régie canadienne de l'énergie

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Subventions pour appuyer la participation des peuples autochtones et des parties prenantes aux activités de la Régie, y compris les processus décisionnels et les activités de mobilisation et de surveillance de la sécurité et de l'environnement	0	4 835 867	5 866 771
Contributions			

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions pour appuyer la participation des peuples autochtones et des parties prenantes aux activités de la Régie, y compris les processus décisionnels et les activités de mobilisation et de surveillance de la sécurité et de l'environnement	0	1 864 067	3 110 250

Énumération des autorisations législatives

Tableau 355. Énumération des autorisations législatives - Régie canadienne de l'énergie - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 613 625	11 412 951	10 247 693

Registraire de la Cour suprême du Canada

Raison d'être

Créée par une loi du Parlement en 1875, la Cour suprême du Canada est la juridiction d'appel de dernier ressort du pays. Elle sert la population canadienne en tranchant des questions de droit d'importance pour le public, contribuant ainsi à l'évolution de toutes les branches du droit au Canada. L'indépendance de la Cour, la qualité de ses travaux et le respect qu'on lui porte, tant ici qu'à l'étranger, sont autant d'éléments qui contribuent grandement aux fondements d'un pays fort, sécuritaire et démocratique, fondé sur la primauté du droit.

Le Bureau du registraire de la Cour suprême du Canada (BRCSC) fournit à la Cour tous les services et l'appui dont elle a besoin pour traiter, entendre et trancher les instances qui lui sont soumises. Il agit également comme interface entre les plaideurs et la Cour.

La responsabilité essentielle du BRCSC est l'administration de la juridiction d'appel de dernier ressort du Canada.

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada est le ministre compétent pour le BRCSC.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 356. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Registraire de la Cour suprême du Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	30 937 835	32 014 979	32 014 979	33 986 196
Total des crédits votés	30 937 835	32 014 979	32 014 979	33 986 196
Total des postes législatifs	12 615 897	13 528 654	13 528 654	13 981 591
Total des dépenses budgétaires	43 553 732	45 543 633	45 543 633	47 967 787

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

**Tableau 357. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet -
Budgétaire - Registraire de la Cour suprême du Canada**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
L'administration de la juridiction d'appel de dernier ressort du Canada	31 830 762	0	0	0	31 830 762
Services internes	16 137 025	0	0	0	16 137 025
Total	47 967 787	0	0	0	47 967 787

Énumération des autorisations législatives

Tableau 358. Énumération des autorisations législatives - Registraire de la Cour suprême du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges décédés et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1 et ses modifications)	9 416 346	9 945 548	10 465 755
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 199 171	3 583 106	3 515 836

Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Raison d'être

L'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement (OSSNR) est un organisme indépendant qui rend compte au Parlement des résultats des revues de toutes les activités du gouvernement du Canada en matière de sécurité nationale et de renseignement afin de s'assurer qu'elles sont légales, raisonnables et nécessaires. L'OSSNR entend également les plaintes du public concernant les principales agences et activités de sécurité nationale.

Le premier ministre est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'OSSNR.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 359. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	16 988 981	21 253 996	21 253 996	16 810 265
Total des crédits votés		16 988 981	21 253 996	21 253 996	16 810 265
Total des postes législatifs		1 300 166	1 755 229	1 755 229	1 601 368
Total des dépenses budgétaires		18 289 147	23 009 225	23 009 225	18 411 633

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

**Tableau 360. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet -
Budgétaire - Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière
de sécurité nationale et de renseignement**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Surveillance des activités en matière de sécurité nationale et enquêtes sur les plaintes	10 740 188	0	0	0	10 740 188
Services internes	7 671 445	0	0	0	7 671 445
Total	18 411 633	0	0	0	18 411 633

Énumération des autorisations législatives

**Tableau 361. Énumération des autorisations législatives - Secrétariat de
l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de
renseignement - Budgétaire (dollars)**

	Dépenses réelles 2022- 2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 300 166	1 755 229	1 601 368

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Raison d'être

Le ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales est responsable de cette organisation.

Le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes (SCIC), qui a été créé suivant une entente intervenue à la Conférence des premiers ministres qui a eu lieu en mai 1973, est un organisme des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. Son mandat est d’offrir des services administratifs de soutien et de planification aux conférences intergouvernementales entre premiers ministres, ministres et sous-ministres.

Les conférences intergouvernementales sont un précieux outil de consultation et de négociation entre les divers ordres de gouvernement. En outre, elles facilitent l’élaboration des politiques nationales, provinciales et territoriales. Elles sont un élément essentiel du fonctionnement de la fédération canadienne, et elles illustrent l’un des principes fondamentaux de notre société démocratique.

En exécutant avec doigté la planification logistique de ces réunions et en assurant leur bon déroulement, non seulement le SCIC soulage-t-il les gouvernements du processus administratif des conférences, mais il leur permet également de profiter grandement d’importantes économies d’échelle.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l’organisation.

Budget des dépenses de l’organisation

Tableau 362. Budget des dépenses de l’organisation (dollars) - Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
1 Dépenses du programme	5 870 746	5 638 744	7 067 583	7 295 419
Total des crédits votés	5 870 746	5 638 744	7 067 583	7 295 419
Total des postes législatifs	429 073	452 447	626 397	531 123
Total des dépenses budgétaires	6 299 819	6 091 191	7 693 980	7 826 542

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 363. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services aux conférences intergouvernementales	5 869 906	0	0	0	5 869 906
Services internes	1 956 636	0	0	0	1 956 636
Total	7 826 542	0	0	0	7 826 542

Énumération des autorisations législatives

Tableau 364. Énumération des autorisations législatives - Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
--	----------------------------	---	---

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	429 073	626 397	531 123

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

Raison d'être

Le rôle du Secrétariat est d'assister le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement dans l'accomplissement de son mandat d'examiner les structures et les activités de sécurité nationale et de renseignement au Canada, contribuant ainsi à une transparence et à une responsabilisation accrues du cadre de sécurité nationale.

Le ministre de tutelle pour le Secrétariat est le leader du gouvernement à la Chambre des communes.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du Secrétariat.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 365. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
1 Dépenses du programme	2 650 347	3 409 410	3 409 410	3 487 816
Total des crédits votés	2 650 347	3 409 410	3 409 410	3 487 816
Total des postes législatifs	201 031	244 482	244 482	232 784
Total des dépenses budgétaires	2 851 378	3 653 892	3 653 892	3 720 600

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 366. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Examen parlementaire des activités de sécurité nationale et de renseignement	2 635 805	0	0	0	2 635 805
Services internes	1 084 795	0	0	0	1 084 795
Total	3 720 600	0	0	0	3 720 600

Énumération des autorisations législatives

Tableau 367. Énumération des autorisations législatives - Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement -

Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	201 031	244 482	232 784

Secrétariat du Conseil du Trésor

Raison d'être

Le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, sous la direction de la présidente du Conseil du Trésor, est l'organisme central qui agit comme organe administratif du Conseil du Trésor.

Le Conseil du Trésor est un comité du Conseil privé du Roi pour le Canada qui :

- joue le rôle de conseil d'administration du gouvernement;
- supervise la gestion financière et les dépenses du gouvernement et s'occupe des questions relatives aux ressources humaines et des initiatives de transformation numérique;
- est l'employeur de la fonction publique;
- établit les lignes de conduite et les normes générales en matière d'administration, de gestion du personnel, de finances et de pratiques organisationnelles pour l'ensemble du gouvernement;
- joue le rôle de comité du Conseil en ce qui a trait à l'approbation de la politique de réglementation et des règlements, et de la plupart des décrets.

Le mandat du Conseil du Trésor est tiré de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 368. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Secrétariat du Conseil du Trésor

		Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	362 302 218	312 841 340	357 091 941	348 204 864
5	Dépenses éventuelles du gouvernement	0	750 000 000	750 000 000	750 000 000
10	Initiatives pangouvernementales	0	71 120 731	88 720 731	18 500 000
15	Rajustements à la rémunération	0	0	3 261 774 160	0
20	Assurances de la fonction publique	3 759 894 377	3 412 149 682	3 951 174 740	3 843 672 789
25	Report du budget de fonctionnement	0	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
30	Besoins en matière de rémunération	0	600 000 000	800 000 000	600 000 000
35	Report du budget des dépenses en capital	0	750 000 000	750 000 000	750 000 000
Total des crédits votés		4 122 196 595	8 896 111 753	12 958 761 572	9 310 377 653
Total des postes législatifs		39 994 405	34 751 244	38 634 915	33 915 376
Total des dépenses budgétaires		4 162 191 000	8 930 862 997	12 997 396 487	9 344 293 029

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 369. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Secrétariat du Conseil du Trésor

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Surveillance des dépenses	4 414 159 416	750 000 000	0	0	5 164 159 416
Employeur	4 956 715 230	0	500 000	(1 002 622 565)	3 954 592 665
Leadership administratif	207 358 003	0	481 690	(89 855 000)	117 984 693
Surveillance réglementaire	13 178 032	0	0	0	13 178 032
Services internes	103 088 091	0	0	(8 709 868)	94 378 223
Total	9 694 498 772	750 000 000	981 690	(1 101 187 433)	9 344 293 029

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 370. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Secrétariat du Conseil du Trésor

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions			
Contributions au Partenariat pour un gouvernement ouvert	267 142	281 690	281 690
Fédération internationale des comptables	200 000	200 000	200 000
Autres paiements de transfert			

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Paiements, sous forme d'indemnités pour des accidents du travail, conformément aux régimes de la fonction publique de prestations versées aux survivants des employés décédés dans l'exercice de leurs fonctions	255 586	495 000	495 000
Régime spécial d'indemnisation pour les conjoints des attachés des Forces canadiennes	0	5 000	5 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 371. Énumération des autorisations législatives - Secrétariat du Conseil du Trésor - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	39 900 575	38 540 215	33 816 776
Présidente du Conseil du Trésor - Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	92 400	94 700	98 600

Sénat

Raison d'être

Le Sénat du Canada, créé en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1867*, est une chambre indépendante et un complément de la Chambre des communes. Le Sénat compte 105 membres qui font l'objet d'une nomination et qui proviennent des provinces et des territoires. Son but premier est d'étudier

toutes les mesures législatives émanant du Sénat ou adoptées par la Chambre des communes. Pour acquérir force de loi, chaque projet de loi doit être approuvé sous la même forme par le Sénat et la Chambre des communes. Le Sénat a le pouvoir d'adopter, d'amender ou de rejeter les projets de loi. Dans les faits, il rejette rarement les projets de loi, mais il les amende fréquemment. Par l'entremise de ses comités, le Sénat procède également à l'examen de questions d'intérêt public, un examen approfondi s'échelonnant souvent sur une longue période, afin d'être en mesure de bien conseiller le gouvernement et d'éclairer le débat sur des questions importantes pour les Canadiens.

Le président du Sénat est responsable de cette institution.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 372. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Sénat

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	70 871 493	88 600 627	88 600 627	95 448 409
Total des crédits votés		70 871 493	88 600 627	88 600 627	95 448 409
Total des postes législatifs		34 028 607	38 093 759	38 093 759	39 420 105
Total des dépenses budgétaires		104 900 100	126 694 386	126 694 386	134 868 514

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

**Tableau 373. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet -
Budgétaire - Sénat**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Sénateurs, agents supérieurs, et leurs bureaux	64 941 124	0	0	0	64 941 124
Soutien administratif	43 700 174	0	5 000	0	43 705 174
Chambre, comités et associations	25 777 216	0	445 000	0	26 222 216
Total	134 418 514	0	450 000	0	134 868 514

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 374. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Sénat

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Total des postes législatifs	10 378	0	0
Contributions			
Contributions aux associations et groupe(s) parlementaires	611 906	450 000	450 000

Énumération des autorisations législatives

**Tableau 375. Énumération des autorisations législatives - Sénat -
Budgétaire (dollars)**

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Agents supérieurs du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>; contributions au compte d’allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires (L.R.C. (1985), ch. M-5)	25 405 460	28 321 984	29 926 281
Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	8 623 147	9 771 775	9 493 824

Service administratif des tribunaux judiciaires

Raison d’être

Le Service administratif des tribunaux judiciaires (SATJ) a été créé en 2003, au moment de l’entrée en vigueur de la *Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires*. La raison d’être du SATJ est de fournir des services administratifs à quatre cours supérieures d’archives, soit à la Cour d’appel fédérale, à la Cour fédérale, à la Cour d’appel de la cour martiale du Canada et à la Cour canadienne de l’impôt. La loi accroît l’indépendance judiciaire en chargeant un organisme indépendant du gouvernement du Canada d’assurer les services administratifs des tribunaux et accroît la responsabilité à l’égard de l’utilisation des fonds publics.

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du SATJ.

Budget des dépenses de l’organisation

Tableau 376. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Service administratif des tribunaux judiciaires

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	98 506 490	92 592 873	115 336 306	155 939 429
Total des crédits votés	98 506 490	92 592 873	115 336 306	155 939 429
Total des postes législatifs	9 548 171	8 783 938	9 855 912	10 011 492
Total des dépenses budgétaires	108 054 661	101 376 811	125 192 218	165 950 921

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 377. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Service administratif des tribunaux judiciaires

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services administratifs pour les tribunaux fédéraux	128 352 178	0	0	0	128 352 178
Services internes	37 598 743	0	0	0	37 598 743
Total	165 950 921	0	0	0	165 950 921

Énumération des autorisations législatives

Tableau 378. Énumération des autorisations législatives - Service administratif des tribunaux judiciaires - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 547 864	9 855 912	10 011 492

Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs

Raison d'être

Le Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs (SCDATA) est responsable de la prestation des services de soutien et de la fourniture des installations qui sont nécessaires à chacun des tribunaux administratifs qu'il sert, afin qu'ils puissent exercer leurs pouvoirs et s'acquitter de leurs devoirs et fonctions conformément aux lois et aux règles de pratique qui les régissent.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du SCDATA.

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada est responsable de cette organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 379. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	70 734 220	67 956 136	67 956 136	68 646 258
Total des crédits votés		70 734 220	67 956 136	67 956 136	68 646 258
Total des postes législatifs		11 861 206	12 401 922	12 401 922	12 012 655
Total des dépenses budgétaires		82 595 426	80 358 058	80 358 058	80 658 913

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 380. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres	94 217 813	0	0	(36 200 896)	58 016 917
Services internes	24 738 168	0	0	(2 096 172)	22 641 996
Total	118 955 981	0	0	(38 297 068)	80 658 913

Énumération des autorisations législatives

Tableau 381. Énumération des autorisations législatives - Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 861 206	12 401 922	12 012 655

Service canadien du renseignement de sécurité

Raison d'être

Selon la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*, le mandat du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) est de mener des activités de renseignement dans le but d'assurer la protection des intérêts liés à la sécurité et à la prospérité du Canada, au pays et à l'étranger, et la sécurité des Canadiens. Pour ce faire, il recueille, analyse et fait état des informations liées à la menace, conformément aux lois et aux instructions du ministre. Les renseignements et les conseils que le SCRS fournit au gouvernement du Canada et à ses partenaires éclairent la prise de décisions concernant les politiques et les programmes, les enquêtes liées à la sécurité nationale, les activités de filtrage de sécurité pour le gouvernement et relatives aux demandes d'immigration, et la défense du Canada. Lorsque le SCRS a des motifs raisonnables de croire qu'une menace pèse sur la sécurité du Canada, il peut également prendre des mesures pour réduire la menace.

Le ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales est responsable de cette organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 382. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Service canadien du renseignement de sécurité

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	620 073 823	604 300 921	636 434 072	648 080 771
Total des crédits votés		620 073 823	604 300 921	636 434 072	648 080 771
Total des postes législatifs		52 373 053	58 483 951	58 731 074	54 543 214
Total des dépenses budgétaires		672 446 876	662 784 872	695 165 146	702 623 985

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 383. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Service canadien du renseignement de sécurité

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Sécurité et renseignement	702 623 985	0	0	0	702 623 985
Total	702 623 985	0	0	0	702 623 985

Énumération des autorisations législatives

Tableau 384. Énumération des autorisations législatives - Service canadien du renseignement de sécurité - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
--	----------------------------	---	---

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	52 045 961	58 731 074	54 543 214

Service correctionnel du Canada

Raison d'être

Le ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales est responsable du Service correctionnel du Canada.

Le but du système correctionnel fédéral, comme le définit la loi, est de contribuer au maintien d'une société juste, vivant en paix et en sécurité, d'une part, en assurant l'exécution des peines par des mesures de garde et de surveillance sécuritaires et humaines, et d'autre part, en aidant au moyen de programmes appropriés dans les pénitenciers ou dans la collectivité, à la réadaptation des délinquants et à leur réinsertion sociale à titre de citoyens respectueux des lois (*Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, article 3).

Le Service correctionnel du Canada, en tant que composante du système de justice pénale et dans la reconnaissance de la primauté du droit, contribue à la sécurité publique en incitant activement et en aidant les délinquants à devenir des citoyens respectueux des lois, tout en exerçant sur eux un contrôle raisonnable, sûr, sécuritaire et humain.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 385. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Service correctionnel du Canada

		Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	2 574 170 748	2 594 051 090	2 897 856 282	2 655 453 352
5	Dépenses en capital	199 357 363	197 572 246	218 570 151	262 742 908
10	Fonds renouvelable de CORCAN	0	0	1	1
Total des crédits votés		2 773 528 111	2 791 623 336	3 116 426 434	2 918 196 261
Total des postes législatifs		241 908 702	261 432 632	275 472 150	253 079 805
Total des dépenses budgétaires		3 015 436 813	3 053 055 968	3 391 898 584	3 171 276 066
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés					
-	Prêts à des personnes sous surveillance obligatoire et aux libérés conditionnels en vertu du Compte de prêts aux libérés conditionnels	100	0	0	0
Total des crédits votés		100	0	0	0
Total des dépenses non budgétaires		100	0	0	0

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 386. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Service correctionnel du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Prise en charge et garde	1 796 404 511	220 462 070	620 000	0	2 017 486 581
Interventions correctionnelles	616 615 852	17 344 717	500 000	(117 551 750)	516 908 819
Surveillance dans la collectivité	186 446 592	832 825	500 000	0	187 779 417
Services internes	428 941 353	24 103 296	0	(3 943 400)	449 101 249
Total	3 028 408 308	262 742 908	1 620 000	(121 495 150)	3 171 276 066

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 387. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Service correctionnel du Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			
Subvention à l'Université de la Saskatchewan pour le Centre de recherche judiciaire	120 000	120 000	120 000
Contributions			
Programme de contributions pour la réinsertion des délinquants autochtones	148 101	900 000	1 500 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 388. Énumération des autorisations législatives - Service correctionnel du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	250 112 318	277 307 754	254 207 096
Fonds renouvelable CORCAN	(9 307 193)	(1 835 604)	(1 127 291)

Service de protection parlementaire

Raison d'être

Établi en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada*, le Service de protection parlementaire (SPP) est une entité parlementaire distincte chargée des questions concernant la sécurité physique partout dans la Cité parlementaire et sur la Colline du Parlement. Le SPP exerce ses devoirs et fonctions en respectant les pouvoirs, droits, privilèges et immunités du Sénat et de la Chambre des communes et de leurs membres. Le SPP est placé sous la responsabilité des présidents du Sénat et de la Chambre des communes agissant en qualité de gardiens des pouvoirs, droits, privilèges et immunités de leurs chambres respectives et de leurs membres.

Les présidents et le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile ont conclu un arrangement en vue de la prestation, par la Gendarmerie royale du Canada (GRC), de services de sécurité physique partout dans la Cité parlementaire et sur la Colline du Parlement. Le directeur du SPP, un membre de la GRC, est chargé de la gestion du SPP.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 389. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Service de protection parlementaire

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	90 978 341	91 983 908	91 983 908	93 789 457
Total des crédits votés		90 978 341	91 983 908	91 983 908	93 789 457
Total des postes législatifs		10 633 773	11 729 840	11 729 840	10 753 726
Total des dépenses budgétaires		101 612 114	103 713 748	103 713 748	104 543 183

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 390. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Service de protection parlementaire

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Sécurité physique	106 043 183	0	0	(1 500 000)	104 543 183
Total	106 043 183	0	0	(1 500 000)	104 543 183

Énumération des autorisations législatives

Tableau 391. Énumération des autorisations législatives - Service de protection parlementaire - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
--	----------------------------	---	---

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 633 773	11 729 840	10 753 726

Services partagés Canada

Raison d'être

Services partagés Canada (SPC) est chargé de faciliter la prestation des programmes et services gouvernementaux sur le plan numérique en fournissant des services de TI dans les domaines des réseaux et de la sécurité des réseaux, des centres de données et des services infonuagiques, des communications numériques et des outils informatiques dont la fonction publique a besoin pour faire son travail. En tant que fournisseur de services à plus de 40 ministères et organismes gouvernementaux, SPC se concentre sur l'adoption d'un modèle de prestation de services de TI qui encourage le partage de solutions et de plateformes communes entre les ministères dans le but de réduire la variété des solutions de TI au sein du gouvernement. En adoptant cette approche d'entreprise, SPC cherche à renforcer la capacité et la sécurité du réseau, à habilitier les employés et à les outiller pour favoriser la collaboration, et à appuyer les partenaires dans la conception et la prestation des services numériques qu'ils offrent aux Canadiens.

Le ministre de Services publics et Approvisionnement Canada est responsable de SPC.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de SPC.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 392. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Services partagés Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	2 166 826 879	2 199 108 970	2 274 948 523	2 147 684 760
5	Dépenses en capital	244 316 917	269 680 471	293 078 807	211 553 039
Total des crédits votés		2 411 143 796	2 468 789 441	2 568 027 330	2 359 237 799
Total des postes législatifs		126 957 097	123 179 982	129 688 618	120 801 959
Total des dépenses budgétaires		2 538 100 893	2 591 969 423	2 697 715 948	2 480 039 758

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 393. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Services partagés Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Opérations communes de technologie de l'information (TI) du gouvernement du Canada	2 755 492 780	265 817 374	0	(853 000 000)	2 168 310 154
Services internes	305 993 939	5 735 665	0	0	311 729 604
Total	3 061 486 719	271 553 039	0	(853 000 000)	2 480 039 758

Énumération des autorisations législatives

Tableau 394. Énumération des autorisations législatives - Services partagés Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	122 503 296	129 688 618	120 801 959

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Raison d'être

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) est l'organisme national responsable de l'habitation au Canada. Créée sous forme de société d'État fédérale en 1946 pour remédier à la pénurie de logements après la guerre, la SCHL a vu son rôle évoluer depuis en fonction des besoins des Canadiens. La SCHL a aujourd'hui pour mandat de faciliter l'accès au logement et de contribuer à la stabilité financière de manière à aider les Canadiens à répondre à leurs besoins en matière de logement.

La SCHL reçoit des crédits du Parlement pour financer les programmes de logement à l'intérieur et à l'extérieur des réserves. En collaboration avec les provinces, les territoires, les Premières Nations et les secteurs privé et sans but lucratif, la SCHL aide les Canadiens qui ont besoin d'un logement en améliorant l'accès au logement abordable.

Le rôle de la SCHL quant au financement de l'habitation (offrir de l'assurance prêt hypothécaire et du financement hypothécaire) contribue à la santé et à la stabilité du système de financement de l'habitation du Canada, et facilite l'accès au financement des logements dans toutes les régions du pays.

Les activités d'analyse de marché et de recherche de la SCHL contribuent à la prise de décisions éclairées grâce à la production, à l'interprétation et à la transmission de données et d'information sur le logement.

La SCHL rend des comptes au Parlement, par l'intermédiaire du ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités.

Des renseignements supplémentaires seront fournis sur le site Web de la SCHL après le dépôt du Sommaire du Plan d'entreprise à la Chambre des communes.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 395. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Société canadienne d'hypothèques et de logement

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Remboursement en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation et la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	3 575 649 302	5 059 038 048	6 572 172 963	5 620 208 332
Total des crédits votés	3 575 649 302	5 059 038 048	6 572 172 963	5 620 208 332
Total des postes législatifs	587 055 778	46 100 000	21 700 000	7 500 000
Total des dépenses budgétaires	4 162 705 080	5 105 138 048	6 593 872 963	5 627 708 332
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs	(164 412 879)	(119 838 866)	(119 838 866)	(194 777 830)

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Total des dépenses non budgétaires	(164 412 879)	(119 838 866)	(119 838 866)	(194 777 830)

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 396. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Société canadienne d'hypothèques et de logement

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Aide pour combler les besoins en matière de logement	2 494 204 863	0	0	0	2 494 204 863
Financement de l'habitation	1 887 272 324	0	0	0	1 887 272 324
Savoir-faire en matière de logement et développement du potentiel	1 246 231 145	0	0	0	1 246 231 145
Total	5 627 708 332	0	0	0	5 627 708 332

Tableau 397. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Non budgétaire - Société canadienne d'hypothèques et de logement

	Total
Aide pour combler les besoins en matière de logement	(194 777 830)
Total	(194 777 830)

Énumération des autorisations législatives

Tableau 398. Énumération des autorisations législatives - Société canadienne d'hypothèques et de logement - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Paiement unique à titre de prestation pour logement locatif et à l'exécution et au contrôle d'application de la <i>Loi sur la prestation pour logement locatif</i>	587 055 778	21 700 000	7 500 000

Tableau 399. Énumération des autorisations législatives - Société canadienne d'hypothèques et de logement - Non budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (L.R.C. (1985), ch. N-11)	(164 412 879)	(119 838 866)	(194 777 830)

Société canadienne des postes

Raison d'être

La Société canadienne des postes a pour mandat d'offrir un service de haute qualité à un prix raisonnable aux Canadiens et de tirer profit des occasions créées par les nouvelles technologies et l'évolution des attentes de ses clients et des collectivités qu'elle sert, tout en étant viable sur le plan financier.

En vertu de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société exécute également certains programmes de politique publique pour le gouvernement.

Le ministre des Services publics et de l'Approvisionnement est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 400. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Société canadienne des postes

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à la Société à des fins spéciales	22 210 000	22 210 000	22 210 000	22 210 000
Total des crédits votés	22 210 000	22 210 000	22 210 000	22 210 000
Total des dépenses budgétaires	22 210 000	22 210 000	22 210 000	22 210 000

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 401. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Société canadienne des postes

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Société canadienne des postes	22 210 000	0	0	0	22 210 000

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Total	22 210 000	0	0	0	22 210 000

Société du Centre national des Arts

Raison d'être

La ministre du Patrimoine canadien est responsable de cette organisation.

La Société du Centre national des Arts (CNA) a été constituée en 1966 en vertu de la *Loi sur le Centre national des Arts*. Elle a pour mandat d'exploiter et d'administrer le CNA, de développer les arts d'interprétation dans la région de la capitale nationale et d'aider le Conseil des arts du Canada à développer les arts d'interprétation ailleurs au Canada. La Société du CNA organise et commandite des activités liées aux arts d'interprétation; encourage et facilite le développement de troupes; organise ou commandite la diffusion d'émissions Web, de radio et de télévision; loge les organisations nationales et locales œuvrant au développement des arts d'interprétation au Canada; organise ailleurs au Canada des spectacles et des représentations de troupes d'arts d'interprétation établies ou non au Canada; et organise, à l'extérieur du Canada, des représentations de troupes d'arts d'interprétation établies au Canada.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan stratégique de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 402. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Société du Centre national des Arts

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	66 219 277	46 416 148	61 693 008	57 005 441
Total des crédits votés	66 219 277	46 416 148	61 693 008	57 005 441
Total des dépenses budgétaires	66 219 277	46 416 148	61 693 008	57 005 441

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 403. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Société du Centre national des Arts

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Société du Centre national des Arts	57 005 441	0	0	0	57 005 441
Total	57 005 441	0	0	0	57 005 441

Société Radio-Canada

Raison d'être

Au sens de la *Loi sur la radiodiffusion de 1991*, la Société Radio-Canada (la Société), à titre de radiodiffuseur public national, devrait offrir des services de radio et de télévision comportant une très large programmation qui renseigne, éclaire et divertit.

La programmation de la Société devrait à la fois :

- être principalement et typiquement canadienne;
- refléter la globalité canadienne et rendre compte de la diversité régionale du pays, tant au plan national qu'au niveau régional, tout en répondant aux besoins particuliers des régions;
- contribuer activement à l'expression culturelle et à l'échange des diverses formes qu'elle peut prendre;
- être offerte en français et en anglais, de manière à refléter la situation et les besoins particuliers des deux collectivités de langue officielle, y compris ceux des minorités de l'une ou de l'autre langue;
- chercher à être de qualité équivalente en français et en anglais;
- contribuer au partage d'une conscience et d'une identité nationales;
- être offerte partout au Canada de la manière la plus adéquate et efficace, au fur et à mesure de la disponibilité des moyens;
- refléter le caractère multiculturel et multiracial du Canada.

La Société rend compte au Parlement par l'entremise de la ministre du Patrimoine canadien.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 404. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Société Radio-Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

		Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
1	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	1 174 970 942	1 173 123 435	1 173 123 435	1 267 339 411
5	Paiements à la Société pour le fonds de roulement	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
10	Paiements à la Société pour les dépenses en capital	108 326 000	110 046 000	110 046 000	111 898 000
Total des crédits votés		1 287 296 942	1 287 169 435	1 287 169 435	1 383 237 411
Total des dépenses budgétaires		1 287 296 942	1 287 169 435	1 287 169 435	1 383 237 411

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 405. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Société Radio-Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Société Radio-Canada	1 267 339 411	115 898 000	0	0	1 383 237 411
Total	1 267 339 411	115 898 000	0	0	1 383 237 411

Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique

Raison d'être

La Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique a été créée dans le but :

- d'approfondir les connaissances sur l'Arctique canadien en vue d'améliorer les perspectives économiques, la gestion environnementale et la qualité de vie des personnes qui y résident et de tous les autres Canadiens;
- de promouvoir le développement et la diffusion des connaissances relatives aux autres régions circumpolaires, y compris l'Antarctique;
- de renforcer le leadership du Canada relativement aux questions liées à l'Arctique;
- d'établir un centre de recherche scientifique dans l'Arctique canadien.

Le ministre des Affaires du Nord, ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies et ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 406. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	32 738 001	29 961 393	35 785 795	33 006 666
Total des crédits votés		32 738 001	29 961 393	35 785 795	33 006 666

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Total des postes législatifs	1 396 919	2 514 034	2 582 650	2 403 487
Total des dépenses budgétaires	34 134 920	32 475 427	38 368 445	35 410 153

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 407. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Science et savoir polaires	17 133 010	0	7 796 000	0	24 929 010
Services internes	10 481 143	0	0	0	10 481 143
Total	27 614 153	0	7 796 000	0	35 410 153

Liste des paiements de transfert de 2024-2025

Tableau 408. Liste des paiements de transfert de 2024-2025 - Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions			

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget principal des dépenses 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Subventions afin d'appuyer l'avancement des sciences et des technologies nordiques	1 348 453	1 356 000	1 356 000
Subventions aux particuliers, aux organisations, aux associations et aux institutions pour soutenir la recherche et les activités qui ont trait aux régions polaires	395 179	400 000	400 000
Contributions			
Contributions afin d'appuyer l'avancement des sciences et des technologies nordiques	6 039 690	6 040 000	6 040 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 409. Énumération des autorisations législatives - Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 396 919	1 850 551	1 671 388
Dépense des recettes conformément au paragraphe 6(2) de la <i>Loi sur la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique</i>	0	732 099	732 099

Statistique Canada

Raison d'être

Le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie est responsable de cette organisation.

Statistique Canada a été fondé pour veiller à ce que les Canadiens aient accès à une source fiable de données statistiques sur le Canada qui répondent à leurs besoins d'information les plus prioritaires.

Le mandat de Statistique Canada découle principalement de la *Loi sur la statistique*. En vertu de cette loi, l'organisme doit recueillir, compiler, analyser, dépouiller et publier des renseignements statistiques portant sur les activités commerciales, industrielles, financières, sociales, économiques et générales de la population et sur l'état de celle-ci. La loi stipule également que Statistique Canada doit réaliser un recensement de la population et un recensement de l'agriculture tous les cinq ans, et que l'organisme doit protéger la confidentialité de l'information qui lui est confiée.

Statistique Canada s'engage à fournir aux Canadiens tous les renseignements importants sur l'économie, la société et l'environnement du pays dont ils ont besoin pour assumer efficacement leur rôle de citoyens et de décideurs dans un monde en évolution rapide.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 410. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Statistique Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	585 663 752	457 199 717	580 000 691	648 221 726

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Total des crédits votés	585 663 752	457 199 717	580 000 691	648 221 726
Total des postes législatifs	97 015 428	74 895 542	94 739 407	88 418 607
Total des dépenses budgétaires	682 679 180	532 095 259	674 740 098	736 640 333

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 411. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Statistique Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Renseignements statistiques	774 143 413	0	0	(120 000 000)	654 143 413
Services internes	82 496 920	0	0	0	82 496 920
Total	856 640 333	0	0	(120 000 000)	736 640 333

Énumération des autorisations législatives

Tableau 412. Énumération des autorisations législatives - Statistique Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
--	-----------------------------------	--	--

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	96 998 662	94 739 407	88 418 607

Téléfilm Canada

Raison d'être

La ministre du Patrimoine canadien est responsable de cette société.

Téléfilm Canada (Téléfilm) est une société d'État qui a été constituée en vertu de la *Loi sur Téléfilm Canada*.

La mission de Téléfilm est de soutenir et de promouvoir l'industrie cinématographique – Téléfilm intervient à chaque étape du cycle de vie d'une production, en investissant du pré-développement au développement, de la production à la post-production et de la distribution à l'exportation internationale. Téléfilm est un partenaire de choix qui met en œuvre une vision intégrée et cohérente de tous ses programmes de financement tout en veillant à répondre aux besoins changeants de l'industrie.

Téléfilm joue un rôle important en contribuant à une industrie de l'écran dynamique, inclusive, accessible et durable, en veillant à ce que le cinéma canadien et autochtone soit rehaussé et amplifié tant au pays qu'à l'étranger.

Téléfilm est également responsable de recommander à la ministre du Patrimoine canadien les projets susceptibles d'être reconnus comme des coproductions audiovisuelles régies par des traités.

En 2024-25, Téléfilm lancera son prochain plan stratégique ainsi que son plan d'entreprise qui comprendront ses objectifs, ses actions et les résultats attendus pour les trois prochains exercices.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 413. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Téléfilm

Canada

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	171 050 470	151 908 479	151 908 479	103 308 591
Total des crédits votés	171 050 470	151 908 479	151 908 479	103 308 591
Total des dépenses budgétaires	171 050 470	151 908 479	151 908 479	103 308 591

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 414. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Téléfilm Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Financement à la production de contenus canadiens	68 303 591	0	0	0	68 303 591
Promotion des talents et des contenus canadiens	21 028 888	0	0	0	21 028 888
Services internes	13 976 112	0	0	0	13 976 112

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Total	103 308 591	0	0	0	103 308 591

Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

Raison d'être

Le Tribunal des anciens combattants (révision et appel) (le Tribunal) est un tribunal indépendant et administratif, créé en 1995. Le Tribunal offre un programme d'appel concernant les décisions relatives aux invalidités liées au service prises par le ministère des Anciens Combattants. Ce programme offre aux requérants deux niveaux de recours pour les décisions relatives aux prestations d'invalidité et le dernier niveau d'appel pour les demandes d'allocation aux anciens combattants.

Le Tribunal a pour objectif de veiller à ce que les vétérans, les membres des Forces armées canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada, et leurs familles reçoivent les prestations d'invalidité auxquelles ils ont droit.

La ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale est responsable du Tribunal.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 415. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
1 Dépenses du programme	12 153 646	13 837 908	16 539 833	20 045 176
Total des crédits votés	12 153 646	13 837 908	16 539 833	20 045 176
Total des postes législatifs	1 466 535	1 932 525	3 136 939	2 530 165
Total des dépenses budgétaires	13 620 181	15 770 433	19 676 772	22 575 341

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 416. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Appels	22 575 341	0	0	0	22 575 341
Total	22 575 341	0	0	0	22 575 341

Énumération des autorisations législatives

Tableau 417. Énumération des autorisations législatives - Tribunal des anciens combattants (révision et appel) - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2022-2023	Budget des dépenses à ce jour 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 466 535	3 136 939	2 530 165

VIA HFR - VIA TGF Inc.

Raison d'être

VIA HFR - VIA TGF Inc. (VIA TGF) a été créée en novembre 2022 en tant que filiale en propriété exclusive de VIA Rail Canada Inc. (VIA Rail) en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. VIA TGF va élaborer et mettre en œuvre le projet de train à grande fréquence (TGF), qui propose de construire un réseau interurbain de services ferroviaires voyageurs de plus de 1 000 kilomètres sur des voies essentiellement réservées reliant les centres urbains majeurs de Québec, Trois-Rivières, Montréal, Ottawa, Peterborough et Toronto. Son mandat prévoit la conception, la construction, le financement, l'exploitation et l'entretien de services ferroviaires voyageurs au moyen d'un ou de plusieurs accords avec le secteur privé. VIA TGF fonctionnera indépendamment de VIA Rail et agira à titre de bureau de projet consacré au projet TGF.

VIA TGF est responsable devant le Parlement par l'intermédiaire du ministre des Transports.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 418. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - VIA HFR - VIA TGF Inc.

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	0	43 670 000	51 670 000	45 254 000
Total des crédits votés	0	43 670 000	51 670 000	45 254 000

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Total des dépenses budgétaires	0	43 670 000	51 670 000	45 254 000

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 419. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - VIA HFR - VIA TGF Inc.

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
VIA HFR - VIA TGF Inc.	45 254 000	0	0	0	45 254 000
Total	45 254 000	0	0	0	45 254 000

VIA Rail Canada Inc.

Raison d'être

La société d'État VIA Rail Canada Inc. (VIA Rail) a été mise sur pied en 1978 afin d'agir en tant que transporteur ferroviaire de passagers au Canada.

Son objectif consiste à offrir un service voyageur sécuritaire, efficace, durable sur le plan environnemental et fiable au Canada. Le réseau comprend des trains qui sont exploités dans le corridor Québec-Windsor et des trains qui parcourent de longues distances entre Toronto et Vancouver et entre Montréal et Halifax. VIA Rail offre également un service de transport ferroviaire voyageur dans les régions et les localités éloignées, dont certaines ne disposant d'aucun autre moyen de transport à l'année.

VIA Rail rend compte au Parlement par l'entremise du ministre des Transports.

Les détails sur les activités courantes de VIA Rail sont fournis dans le rapport annuel et le sommaire du plan d'entreprise, disponibles sur le site internet de VIA Rail.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 420. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - VIA Rail Canada Inc.

	Dépenses réelles 2022-2023	2023-2024 Budget principal des dépenses	2023-2024 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2024-2025
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à la société	689 627 801	1 233 649 830	1 482 511 019	1 159 349 066
Total des crédits votés	689 627 801	1 233 649 830	1 482 511 019	1 159 349 066
Total des dépenses budgétaires	689 627 801	1 233 649 830	1 482 511 019	1 159 349 066

Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet

Tableau 421. Budget principal des dépenses 2024-2025 par objet - Budgétaire - VIA Rail Canada Inc.

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
VIA Rail Canada Inc.	302 671 000	856 678 066	0	0	1 159 349 066
Total	302 671 000	856 678 066	0	0	1 159 349 066

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits - Budget des dépenses 2024-2025

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses 2024-2025**.

Tableau 422. Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits (pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital 	1 194 373 969
ADMINISTRATION DU PIPE-LINE DU NORD		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	540 000
AGENCE CANADIENNE D'ÉVALUATION D'IMPACT		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. la réalisation d'évaluations par une commission; b. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. 	77 358 614
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	21 253 903
Total		98 612 517
AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses de fonctionnement Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions 	671 721 763
5	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses en capital 	37 977 389
Total		709 699 152
AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses de fonctionnement 	21 698 804
5	<ul style="list-style-type: none"> Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions 	47 557 663
Total		69 256 467
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses de fonctionnement Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	44 487 260
5	<ul style="list-style-type: none"> Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions 	266 261 739
Total		310 748 999
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU PACIFIQUE CANADA		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	29 134 464
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	89 283 824
Total		118 418 288
AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de la prestation de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	1 404 694 262
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	21 580 000
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	373 754 265
Total		1 800 028 527
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	70 390 767
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	306 694 872
Total		377 085 639
AGENCE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LE NORD DE L'ONTARIO		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	15 173 274
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	38 172 996
Total		53 346 270
AGENCE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LE SUD DE L'ONTARIO		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	34 929 462
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	190 020 359
Total		224 949 821
AGENCE PARCS CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions, notamment : <ul style="list-style-type: none"> a. les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral; b. les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières. 	657 875 363
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	307 212 910
10	<ul style="list-style-type: none"> • Sommes créditées au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques pour les fins visées au paragraphe 21(3) de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i> 	35 650 130
Total		1 000 738 403
AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement 	242 285 439

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses en capital 	80 059 782
10	<ul style="list-style-type: none"> Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions 	79 468 000
Total		401 813 221
AUTORITÉ DU PONT WINDSOR-DÉTROIT		
1	<ul style="list-style-type: none"> Paiements à l'Autorité pour l'exécution de son mandat, conformément à ses lettres patentes et à l'Accord sur le passage Canada-Michigan 	951 657 774
BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités 	56 408 462
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses de fonctionnement Contributions Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les droits d'accès à la collection et les frais de reproduction d'éléments de celle-ci; b. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. 	134 620 885
5	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses en capital 	52 582 597
Total		187 203 482
BUREAU CANADIEN D'ENQUÊTE SUR LES ACCIDENTS DE TRANSPORT ET DE LA SÉCURITÉ DES TRANSPORTS		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	36 450 119

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
BUREAU DE L'ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	6 734 211
BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	257 762 976
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	18 774 480
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	5 541 224 138
Total		5 817 761 594
BUREAU DU COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement du Commissariat à la magistrature fédérale • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services administratifs et de la formation judiciaire • Traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> 	10 939 586
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement du Conseil canadien de la magistrature 	2 748 390

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
Total		13 687 976
BUREAU DU COMMISSAIRE AU RENSEIGNEMENT		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	2 415 887
BUREAU DU COMMISSAIRE AUX CONFLITS D'INTÉRÊTS ET À L'ÉTHIQUE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	7 708 333
BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme, y compris : <ul style="list-style-type: none"> a. les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues; b. les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparissant devant des commissions d'enquête; c. le fonctionnement de la résidence du premier ministre. • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. la formation en matière d'analyse du renseignement; b. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	221 057 551
BUREAU DU CONSEILLER SÉNATORIAL EN ÉTHIQUE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	1 451 267
BUREAU DU DIRECTEUR DES POURSUITES PÉNALES		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les services de poursuites et les services connexes; b. les services de poursuites et les services connexes – conformes au mandat du Bureau – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales; c. les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi. 	188 321 173
BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	60 363 036
BUREAU DU DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	7 124 435
BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Dépenses relatives aux anciens gouverneurs généraux, y compris celles relatives à leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, en lien avec l'exercice des attributions qui leur sont échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général 	21 988 861
BUREAU DU SURINTENDANT DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	1 244 352
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les services professionnels de vérification aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs; b. les enquêtes effectuées au titre de l'article 11 de la <i>Loi sur le vérificateur général</i>. 	114 689 350
CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	6 320 572
CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	50 288 770
CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES TÉLÉCOMMUNICATIONS		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ses activités, notamment la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	977 621 520
CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements au Centre 	157 520 169
CHAMBRE DES COMMUNES		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux de circonscription des députés • Contributions • Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités 	447 532 396
COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	5 916 688
COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DES GRIEFS MILITAIRES		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	7 478 021
COMMISSARIAT À L'INTÉGRITÉ DU SECTEUR PUBLIC		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme Contributions 	5 503 151
COMMISSARIAT AU LOBBYING		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	5 391 678
COMMISSARIAT AUX LANGUES OFFICIELLES		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	22 891 096
COMMISSARIATS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme – Commissariat à l'information 	15 344 268
5	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme – Commissariat à la protection de la vie privée Contributions – Commissariat à la protection de la vie privée Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	30 553 547
Total		45 897 815
COMMISSION CANADIENNE DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions 	52 421 455

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	33 452 380
COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	5 893 735
COMMISSION CANADIENNE DU LAIT		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	4 994 571
COMMISSION CANADIENNE DU TOURISME		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Commission 	115 967 712
COMMISSION CIVILE D'EXAMEN ET DE TRAITEMENT DES PLAINTES RELATIVES À LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	14 763 619
COMMISSION D'EXAMEN DES PLAINTES CONCERNANT LA POLICE MILITAIRE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	5 101 677
COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	303 087 523
COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement 	69 456 790
5	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Commission pour les dépenses en capital 	25 313 046

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
Total		94 769 836
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la fourniture de produits et services de dotation, d'évaluation et de counseling et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	86 342 136
COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	21 702 347
COMMISSION DES DÉBATS DES CHEFS		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	3 422 808
COMMISSION DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	65 932 326
COMMISSION DU DROIT D'AUTEUR		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	4 045 082
COMMISSION DU DROIT DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	3 705 780
COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE (SECTION CANADIENNE)		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Dépenses de la section canadienne, y compris les traitements • Dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié • Dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs 	6 901 191
CONSEIL CANADIEN DES NORMES		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements au Conseil au titre de l'alinéa 5a) de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i> 	21 397 106
CONSEIL D'EXAMEN DU PRIX DES MÉDICAMENTS BREVETÉS		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	16 423 001
CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci dans le cadre de ses activités, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor 	8 065 740
CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement 	44 248 882
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice 	1 148 878 654
Total		1 193 127 536
CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement 	58 597 413
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice 	1 318 171 508

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
Total		1 376 768 921
CONSEIL DES ARTS DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements au Conseil devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> 	363 758 160
CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement 	582 386 328
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	152 061 000
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour le Télescope de trente mètres 	610 696 760
Total		1 345 144 088
CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Corporation 	13 792 138
ÉCOLE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	72 079 894
ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital 	1 591 309 916
FONDATION CANADIENNE DES RELATIONS RACIALES		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Fondation pour ses activités, au titre de l'alinéa 5(1)c) de la <i>Loi sur la Fondation canadienne des relations raciales</i> 	8 992 410
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	3 013 671 333
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	262 584 846
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor • Contributions 	24 845 483
15	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements effectués dans le cadre : <ul style="list-style-type: none"> a. de programmes de prestations d'invalidité et de soins de santé ou d'autres ententes pour les membres actifs et les membres à la retraite de la Gendarmerie royale du Canada; b. de l'administration de ces programmes ou ententes, notamment au titre de primes, de contributions, d'avantages sociaux, de frais et d'autres dépenses pour ces membres et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. 	952 069 789
Total		4 253 171 451
INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement 	76 150 771
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice 	1 284 600 360
Total		1 360 751 131
INVESTIR AU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	33 075 156

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
LA SOCIÉTÉ DES PONTS FÉDÉRAUX LIMITÉE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Société 	17 923 000
LES PONTS JACQUES-CARTIER ET CHAMPLAIN INC.		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la société à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur ses revenus – exception faite de l'amortissement des immobilisations et des réserves – relativement à l'exploitation du pont Jacques-Cartier, de l'Estacade, du tunnel de Melocheville et des tronçons fédéraux du pont Honoré-Mercier et de l'autoroute Bonaventure et à la déconstruction du pont Champlain d'origine et du pont de contournement de l'Île des Sœurs • Paiements à la société pour la fourniture de services de soutien au Bureau de l'infrastructure du Canada à l'égard de projets au Québec 	262 413 187
MARINE ATLANTIQUE S.C.C.		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion • Paiements à la société pour les dépenses en capital • Paiements à la société pour les services de transport, y compris les services de transport maritime entre la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador, et les navires, terminaux et infrastructures connexes 	159 010 958
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les ententes de recherche concertée et les services de recherche; b. l'administration du programme « Agri-stabilité »; c. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	662 147 698
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	66 820 123
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	799 514 734
Total		1 528 482 555
MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail; b. les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi; c. tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; d. la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i>. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	<p style="text-align: right;">1 296 715 593</p>
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	<p style="text-align: right;">10 185 640 405</p>
Total		<p style="text-align: right;">11 482 355 998</p>
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin et versement à ceux-ci des traitements déterminés par celles-ci • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de la prestation de services, de la vente de produits d'information, de la perception de droits d'accès ou de l'octroi de baux, de licences ou d'autres autorisations, notamment : <ul style="list-style-type: none"> a. les services de recherche, les services d'analyse et les services scientifiques; b. les relevés hydrologiques; c. les services de réglementation; d. les services de surveillance, notamment les activités de surveillance des sables bitumineux; e. les droits d'accès à des biens immeubles fédéraux ou à des biens réels fédéraux; f. les permis; g. les services relatifs à des biens immeubles fédéraux ou des biens réels fédéraux, notamment l'octroi de baux de surface à des compagnies pétrolières et gazières et l'octroi de licences autorisant le pâturage. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	<p style="text-align: right;">1 164 015 083</p>

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital • Autorisation de faire des paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations • Autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral 	92 162 753
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions, y compris celles aux pays en développement via le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens, d'équipement ou de services 	1 382 418 335
Total		2 638 596 171
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada; b. les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications; c. les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i>, au Bureau du surintendant des faillites; d. les activités de Corporations Canada au titre de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i>, de la <i>Loi sur les chambres de commerce</i>, de la <i>Loi canadienne sur les coopératives</i> et de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i>; e. les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalables à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la <i>Loi sur la concurrence</i>. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	618 058 710
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	76 406 772
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	5 243 950 500

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
L15	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements effectués en vertu du paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> 	300 000
L20	<ul style="list-style-type: none"> • Prêts effectués en vertu de l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> 	500 000
Total		5 939 215 982
MINISTÈRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	1 550 671 102
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	11 846 201
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions, y compris la fourniture de biens et de services 	2 454 878 172
Total		4 017 395 475
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 74 200 898 576 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué tout paiement afférent à l'un ou l'autre de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 45 516 020 917 \$ deviendra payable dans les années à venir) • Autorisation de faire des dépenses ou des avances recouvrables, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, à l'égard du matériel fourni à des particuliers, des sociétés, des organismes extérieurs, d'autres ministères ou organismes fédéraux et d'autres administrations, ou des services rendus en leur nom • Paiements effectués dans le cadre : <ul style="list-style-type: none"> a. de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b. de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagés pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	<p style="text-align: right;">20 236</p> <p style="text-align: right;">301 508</p>
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	<p style="text-align: right;">7 216</p> <p style="text-align: right;">407 948</p>

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice et contributions, y compris : <ul style="list-style-type: none"> a. les montants versés à un bénéficiaire ou ce qui en tient lieu, notamment pour : <ul style="list-style-type: none"> i. la fourniture de biens ou de services, ii. l'utilisation d'installations; b. les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i>, pour : <ul style="list-style-type: none"> i. l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, ii. la fourniture de services aux fins de défense, iii. l'acquisition ou le transfert de fournitures ou d'installations aux fins de défense. 	893 526 093
15	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements effectués dans le cadre : <ul style="list-style-type: none"> a. de programmes d'assurance et d'avantages sociaux ou d'autres ententes pour les militaires de la force régulière et de la force de réserve des Forces canadiennes; b. de l'administration de ces programmes ou ententes, notamment au titre des primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses engagés pour ces militaires et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. 	446 727 532
Total		28 792 963 081
MINISTÈRE DE LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	41 478 066
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	275 379 745
Total		316 857 811
MINISTÈRE DE LA JUSTICE		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux; b. les services juridiques – conformes au mandat du ministère – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales; c. les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	294 492 684
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	541 777 260
Total		836 269 944
MINISTÈRE DE LA SANTÉ		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation; b. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. • Autorisation de contracter, au cours de l'exercice, des engagements à l'égard du présent crédit jusqu'à concurrence d'une somme qui ne peut, à aucun moment pendant l'exercice, dépasser le total des soldes ci-après, disponibles et non grevés : <ul style="list-style-type: none"> a. le solde des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice; b. le solde des postes des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice, figurant dans les prévisions de dépenses alors déposées devant la Chambre des communes; c. le solde des recettes visées à l'alinéa 32(1)d) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> du ministère • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	<p style="text-align: right;">2 946 902 738</p>
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	<p style="text-align: right;">26 515 978</p>
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services 	<p style="text-align: right;">5 424 597 004</p>
Total		<p style="text-align: right;">8 398 015 720</p>

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION CIVILE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Dépenses en capital • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	229 204 260
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	1 353 564 563
Total		1 582 768 823
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux • Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes • Dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale • Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens qui se trouvent en difficulté à l'étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les foires commerciales et éducatives; b. les publications ministérielles; c. la prestation des services suivants : <ul style="list-style-type: none"> i. la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur, ii. les missions commerciales et autres services de développement du commerce international, iii. les services de développement des investissements, iv. les services de télécommunication internationale, v. les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales, vi. les services consulaires spécialisés. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	<p style="text-align: right;">2 242 325 841</p>

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	182 535 896
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour : <ul style="list-style-type: none"> a. la promotion du commerce et de l'investissement; b. l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale. 	5 884 106 557
15	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements effectués dans le cadre : <ul style="list-style-type: none"> a. de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b. de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagés pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. 	112 971 000
20	<ul style="list-style-type: none"> • Aide financière fournie par la ministre des Affaires étrangères, en consultation avec la ministre des Finances, à titre de contributions aux institutions financières internationales pour l'exercice 2024-2025, qui, conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i>, ne dépasse pas 249 404 568 \$ 	1
L30	Prêts effectués en vertu de l'alinéa 3(1)a) de la <i>Loi sur l'aide financière internationale</i>	201 000 000
Total		8 622 939 295
MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Dépenses afférentes à l'entretien des biens immeubles ou biens réels, y compris celles relatives à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible au bien ainsi que le paiement des taxes, assurances et services publics • Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, les dépenses afférentes : <ul style="list-style-type: none"> a. aux travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables; b. à tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder le droit ou l'intérêt que le directeur possède à l'égard de ces propriétés. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	<p style="text-align: right;">1 368</p> <p style="text-align: right;">262 515</p>
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor • Contributions 	<p style="text-align: right;">4 800</p> <p style="text-align: right;">622 351</p>
Total		<p style="text-align: right;">6 168</p> <p style="text-align: right;">884 866</p>
MINISTÈRE DES FEMMES ET DE L'ÉGALITÉ DES GENRES		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	61 336 015
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	303 970 339
Total		365 306 354
MINISTÈRE DES FINANCES		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	145 198 781

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> • Aide financière fournie par le ministre des Finances à l'Association internationale de développement, en vertu du paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>, sous forme de paiements directs n'excédant pas, au total, 486 916 000 dollars canadiens pour l'exercice 2024-2025 	1
Total		145 198 782

MINISTÈRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS

1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches • Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches • Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés • Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d'autres gouvernements en lien avec l'exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les activités de la Garde côtière canadienne; b. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	2 175 845 920
---	--	------------------

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital • Autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités et à des autorités locales ou privées à titre de contributions à des travaux de construction entrepris par ces administrations ou autorités • Autorisation d'acheter des bateaux de pêche commerciale et d'en disposer 	<p style="text-align: right;">1 826 755 893</p>
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	<p style="text-align: right;">491 765 345</p>
Total		<p style="text-align: right;">4 494 367 158</p>
MINISTÈRE DES RELATIONS COURONNE-AUTOCHTONES ET DES AFFAIRES DU NORD		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel • Autorisation d'effectuer des dépenses — recouvrables ou non — relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci • Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel • Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	<p style="text-align: right;">1 972</p> <p style="text-align: right;">347 839</p>

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital • Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés : <ul style="list-style-type: none"> a. soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil; b. soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Relations Couronne-Autochtones. • Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral • Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes 	75 000
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	8 908 436 755
L15	<ul style="list-style-type: none"> • Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais afférents aux revendications autochtones (recherche, négociation et élaboration de documents) 	25 903 000
Total		10 906 762 594
MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. la vente de produits d'information et de produits forestiers; b. la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i> et du <i>Règlement de 2013 sur les explosifs</i>; c. la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b); d. la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche; e. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	886 000 876
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	38 370 809
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	2 796 124 984
Total		3 720 496 669
MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel • Autorisation d'effectuer des dépenses — recouvrables ou non — relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci • Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel • Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux; b. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	<p style="text-align: right;">2 583</p> <p style="text-align: right;">434 729</p>

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital • Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés : <ul style="list-style-type: none"> a. soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil; b. soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Services aux Autochtones. • Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral • Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes 	<p style="text-align: right;">6 385</p> <p style="text-align: right;">586</p>
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services 	<p style="text-align: right;">18 337</p> <p style="text-align: right;">731 120</p>
Total		<p style="text-align: right;">20 927</p> <p style="text-align: right;">551 435</p>
MINISTÈRE DES TRANSPORTS		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l'exercice d'une compétence en matière d'aéronautique • Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la <i>Loi sur l'aéronautique</i> • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	<p style="text-align: right;">1 010 983 880</p>
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	<p style="text-align: right;">248 381 570</p>
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	<p style="text-align: right;">2 115 729 155</p>
Total		<p style="text-align: right;">3 375 094 605</p>
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux • Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i>, de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> • Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	3 149 646 689
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux • Autorisation d'effectuer des remboursements à des locataires d'immeubles fédéraux ou de biens réels fédéraux relativement à des améliorations à ceux-ci autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux 	1 435 134 559
Total		4 584 781 248
MINISTÈRE DU PATRIMOINE CANADIEN		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens; b. les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »; c. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	237 751 779
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	1 624 605 590
Total		1 862 357 369
MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital 	83 116 568
MUSÉE CANADIEN DE L'IMMIGRATION DU QUAI 21		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital 	10 024 370
MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital 	32 534 909
MUSÉE CANADIEN DES DROITS DE LA PERSONNE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital 	28 589 790
MUSÉE DES BEAUX-ARTS DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital 	42 020 493
5	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements au Musée à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection du Musée et des frais connexes 	8 000 000
Total		50 020 493
MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital 	38 404 738
OFFICE DES TRANSPORTS DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	50 218 650
OFFICE NATIONAL DU FILM		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	71 954 082
ORGANISATION CANADIENNE D'ÉLABORATION DE NORMES D'ACCESSIBILITÉ		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement 	11 999 820
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	8 500 000
Total		20 499 820
RÉGIE CANADIENNE DE L'ÉNERGIE		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	101 145 961
REGISTRAIRE DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	33 986 196
SECRETARIAT DE L'OFFICE DE SURVEILLANCE DES ACTIVITES EN MATIERE DE SECURITE NATIONALE ET DE RENSEIGNEMENT		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	16 810 265
SECRETARIAT DES CONFERENCES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	7 295 419
SECRETARIAT DU COMITE DES PARLEMENTAIRES SUR LA SECURITE NATIONALE ET LE RENSEIGNEMENT		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	3 487 816
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	348 204 864
5	<p>Dépenses éventuelles du gouvernement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit • Autorisation donnée au Conseil du Trésor de payer pour diverses dépenses urgentes ou imprévues — auxquelles il n'est pas pourvu par ailleurs —, notamment pour l'octroi de nouvelles subventions ou contributions ou l'augmentation du montant de toute subvention prévue dans un budget des dépenses pour l'exercice, dans la mesure où ces dépenses sont conformes au mandat du ministère ou de l'organisme pour lequel celles-ci sont effectuées • Autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit 	750 000 000
10	<p>Initiatives pangouvernementales</p> <ul style="list-style-type: none"> • Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice, pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives entreprises dans l'administration publique fédérale en matière de gestion stratégique 	18 500 000

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
20	<p>Assurances de la fonction publique</p> <ul style="list-style-type: none"> • À l'égard de tout ou partie de la fonction publique et de toutes autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor, paiements effectués dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes — ou de l'administration de ces programmes ou ententes —, notamment au titre des primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses • Autorisation d'affecter tous revenus ou toutes autres sommes perçues dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes : <ul style="list-style-type: none"> a. pour compenser notamment les primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses liés à ces programmes ou autres ententes; b. pour rembourser les employés admissibles, en application du paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>, pour l'excédent des primes retenues. 	3 843 672 789
25	<p>Report du budget de fonctionnement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice en raison du report de tout budget de fonctionnement de l'exercice précédent 	3 000 000 000
30	<p>Besoins en matière de rémunération</p> <ul style="list-style-type: none"> • Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice pour : <ul style="list-style-type: none"> a. des prestations parentales et de maternité; b. des versements liés à la cessation de service ou d'emploi; c. des rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, et des membres des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération. 	600 000 000
35	<ul style="list-style-type: none"> • Report du budget des dépenses en capital • Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice en raison du report de tout budget des dépenses en capital de l'exercice précédent 	750 000 000
Total		9 310 377 653

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
SÉNAT		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux des sénateurs et le versement d'une allocation de logement au président du Sénat au lieu de la mise à sa disposition d'une résidence • Contributions • Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités 	95 448 409
SERVICE ADMINISTRATIF DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	155 939 429
SERVICE CANADIEN D'APPUI AUX TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> 	68 646 258
SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	648 080 771
SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions • Autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette caisse • Autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de verser les recettes, au cours de l'exercice, à la Caisse de bienfaisance des détenus • Paiements, selon les conditions fixées par le gouverneur en conseil : <ul style="list-style-type: none"> a. aux détenus libérés aux prises avec une incapacité physique résultant de leur participation aux activités normales dans des établissements fédéraux ou pour le compte de tels détenus; b. aux personnes à charge de détenus – libérés ou non – décédés à la suite de leur participation à de telles activités. • Autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de toute province en vue, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> a. de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier; b. de l'indemnisation afférente à l'entretien de ces personnes; c. du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements. • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	<p style="text-align: right;">2 655</p> <p style="text-align: right;">453 352</p>

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital, notamment les paiements : <ul style="list-style-type: none"> a. aux corps dirigeants ou organismes autochtones, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i>, au titre d'un accord visé à l'article 81 de cette loi et prévoyant la prestation de services correctionnels; b. aux organisations à but non lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités, à titre de contributions pour leurs travaux de construction respectifs. 	262 742 908
10	<ul style="list-style-type: none"> • Diminution de 17 000 000 \$ à 11 000 000 \$ du montant par lequel le total des dépenses effectuées pour le Fonds renouvelable de CORCAN, établi par le crédit 11c de la <i>Loi de crédits no 4 pour 1991-1992</i> (Service correctionnel), modifié par le crédit 16b de la <i>Loi de crédits no 4 pour 2001-2002</i> (Service correctionnel) et par le crédit 10a de la <i>Loi de crédits no 3 pour 2020-2021</i> (Service correctionnel du Canada), peut dépasser les recettes de ce fonds 	1
Total		2 918 196 261
SERVICE DE PROTECTION PARLEMENTAIRE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités 	93 789 457
SERVICES PARTAGÉS CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologie de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i>, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services 	2 147 684 760

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses en capital engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de technologie de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i> 	211 553 039
Total		2 359 237 799
SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> a. au titre de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>; b. dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>. 	5 620 208 332
SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Société à des fins spéciales 	22 210 000
SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement 	57 005 441
SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement 	1 267 339 411
5	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Société pour le fonds de roulement 	4 000 000
10	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Société pour les dépenses en capital 	111 898 000
Total		1 383 237 411
STATION CANADIENNE DE RECHERCHE DANS L'EXTRÊME-ARCTIQUE		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions 	33 006 666
STATISTIQUE CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	648 221 726
TÉLÉFILM CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i> 	103 308 591
TRIBUNAL DES ANCIENS COMBATTANTS (RÉVISION ET APPEL)		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	20 045 176
VIA HFR - VIA TGF INC.		
1	Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	45 254 000
VIA RAIL CANADA INC.		
1	<ul style="list-style-type: none"> Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion Paiements à la société pour les dépenses en capital Paiements à la société en vue de la prestation d'un service ferroviaire au Canada, conformément aux contrats conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi no 1 de 1977 portant affectation de crédits</i> 	1 159 349 066
Total		184 704 262 441

Tableau 423. Postes devant être inclus dans l'annexe 2 proposée au projet de loi de crédits (pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :m <ul style="list-style-type: none"> a. les droits – liés aux activités à la frontière – perçus pour la prestation d'un service, l'utilisation d'une installation, l'achat d'un produit ou l'exercice d'un droit ou d'un privilège; b. les paiements reçus au titre de contrats conclus par l'Agence. 	2 228 829 635
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	205 747 449
Total		2 434 577 084
AGENCE DU REVENU DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions • Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> 	4 563 721 864
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital • Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> 	90 816 159
Total		4 654 538 023
Total		7 089 115 107